

DE LA « GUERRE DES ÉTOILES » AUX PLANS DE PRIVATISATION

**Le « réalisme »
d'une droite libérale**

Par CLAUDE JULIEN

R IEN de plus naturel : en l'espace de six semaines, M. Jacques Chirac a complètement changé d'attitude à l'égard de l'initiative de défense stratégique (IDS) lancée par le président Reagan. Dans sa déclaration de politique générale du 9 avril, il affirmait devant l'Assemblée nationale que le bouclier spatial « ne bouleversera pas, pour de longues années encore, et ne bouleversera peut-être jamais les données fondamentales de la dissuasion nucléaire ». Fondement de la stratégie française. Prudent, peut-être sceptique, il ajoute que son gouvernement entend « rester attentif » aux évolutions scientifiques et aux éventuels « décalages technologiques qui pourraient résulter » de l'effort entrepris par les États-Unis. Il ne manifeste nulle intention de participer à l'IDS et mentionne au contraire sa volonté de « resserrer la solidarité européenne » dans la maîtrise des nouvelles technologies, ce qui peut apparaître comme une approbation implicite du projet Bush, mise en route par le précédent gouvernement (1). Ce serait, dans un domaine vital, un bel exemple de continuité.

Puis, le 22 mai, devant l'Association de la presse diplomatique, virage accentué. « Le gouvernement précédent, déclare le premier ministre, avait une position très négative face au projet américain, alors que mon gouvernement a un jugement très positif (...). La France ne peut pas se pas s'associer à cette grande recherche, qu'elle approuve de surcroît sur le plan militaire (2). »

Que s'est-il passé entre ces deux dates ? M. Chirac a-t-il pris une plus exacte mesure de l'IDS ? Les services américains ont-ils réussi à le convaincre ? Ou bien a-t-il trouvé le temps de se laisser intoxiquer par le petit livre de M. Robert Jastrow (3), qui n'a jamais participé à aucune recherche sur les

technologies impliquées dans l'IDS, mais qui, vulgarisateur de talent, s'est fait l'infatigable missionnaire du grandiose projet de M. Reagan (4) ?

Il serait inconvenant de juger trop sévèrement le tournant pris par M. Chirac. Car le formidable débat suscité aux États-Unis par l'IDS reste pratiquement ignoré en France, où on semble lui préférer les médiocres joutes sur les ailes de la cohabitation. Chaque pays se donne des polémiques à la hauteur de ses ambitions... Frileuse à l'ombre de son clocher, l'opinion publique est prude, en France, de se passionner pour de ternes querelles, pour des promesses dont chacun sait qu'elles ne produiront pas les miracles annoncés. On lui demande même de partager voluptueusement la convoitise des

grands rapaces qui, l'œil gourmand, s'apprêtent à participer au festin de la privatisation.

Aux États-Unis, à travers quantité de livres, rapports, articles, auditions publiques, la communauté scientifique et les responsables politiques évaluent les mérites et les limites des différents types de laser, la complexité des miroirs spatiaux et des ordinateurs de la cinquième génération, supputent leur faisabilité, leur coût, leur efficacité, mesurent ainsi les obstacles à surmonter pour déployer la gigantesque machinerie céleste qui envierait à la casse la quincaillerie nucléaire la plus sophistiquée. De ce débat qui fait rage entre l'Atlantique et le Pacifique, seuls de faibles échos parviennent jusqu'aux rives européennes. De telle sorte que le premier ministre peut, sans dérouter l'opinion, passer de la réserve à l'approbation enthousiaste.

Chantage sur les alliés

A SUIVRE des propagandistes patentés tels que M. Robert Jastrow, comment ne se laisserait-on pas fasciner ? Il annonce pour dans cinq ou six ans — mais peut-il y croire ? — une centaine de satellites dont chacun serait armé de cent cinquante fusées d'interception, plus quatre satellites en orbite géostationnaire pour la détection instantanée, les « rayons de la mort » devenus réalité sous forme de lasers chimiques ou à rayons X, le tout commandé sans risque d'erreur grâce aux prodiges de l'« intelligence artificielle », seule capable, un tir de fusée ayant été enregistré, de distinguer le projectile de ses leurreurs, prévoir sa trajectoire, alerter les « satellites mûrs », ordonner le geste qui doit foudroyer les ogives à peine sorties de leurs silos.

Voilà sans doute de quoi impressionner un publiciste populaire comme M. Robert Jastrow, ou les électeurs d'Églington. Mais, quand M. Chirac s'adresse à ces derniers, il leur tient des propos plus proches de leurs préoccupations. Pourquoi, alors, sa conversion à l'IDS ? Pour ravir à M. Mitterrand la palme de meilleur allié des États-Unis ? Pour complaire à quelques industriels qui frémissent d'aise à l'idée de recevoir une part du prétendu pactole de la « guerre des étoiles » ?

(Lire la suite page 6.)

- (1) Le Monde, 11 avril 1986.
- (2) Le Point, 2 juin 1986.
- (3) Robert Jastrow, *How to Make Nuclear Weapons Obsolete*, Little, Brown, New-York, 175 pages.
- (4) Le 22 avril 1985, devant une commission du Congrès, M. Robert Jastrow a bien volontiers reconnu qu'il n'avait pas procédé à une analyse personnelle et s'était borné à transcrire en langage courant les vues des scientifiques qui travaillent pour le gouvernement.

**La Chine au grand vent
des réformes économiques**

Sous le signe de la modernisation, forte des succès déjà obtenus — rythme de croissance élevé, autosuffisance alimentaire, hausse du niveau de vie, maîtrise de la démographie — la Chine de M. Deng Xiaoping est entraînée dans un vaste mouvement de réformes. Pragmatiques et prudentes certes, mais difficilement maîtrisées, elles rencontrent de fortes résistances. De la critique du marxisme officiel à l'ouverture sur le monde capitaliste, en passant par l'autonomie des entreprises et la réhabilitation du marché, le « socialisme aux couleurs de la Chine » bouleverse les institutions et remet en cause les vérités les mieux établies.

La fenêtre ouverte et les microbes

Par PATRICE DE BEER

S ELON le calendrier chinois, 1986 est l'année du Tigre, animal « au caractère et au comportement audacieux et puissants » dont la force a inspiré nombre d'artistes depuis des siècles. De telles qualités, la Chine en a certes grand besoin pour poursuivre sa politique de modernisation économique en dépit des sévères remous qu'elle traverse depuis le milieu de l'an dernier. Mais, en même temps, la sagesse populaire sait combien « il est dangereux de tirer la moustache du tigre (1) », et « les membres du Parti communiste qui en ont oublié les objectifs et se sont engagés dans des pratiques malsaines en abusant de leur pouvoir pour leur propre profit » doivent tenir compte de cet adage s'ils ne veulent pas finir leur vie dans la disgrâce ou même avec une balle dans la nuque (2).

Après l'année du Buffle (1985), symbole du travail lent et approfondi, au cours de laquelle néanmoins l'économie avait plutôt eu tendance à s'emballer, les dirigeants chinois comptent sur la peur qu'inspire le « roi des montagnes » pour remettre de l'ordre.

Il faut dire que les dérapages de ces derniers temps, dans l'économie et dans les mœurs, ont suscité un profond mécontentement populaire, qui s'est aussi manifesté aux échelons supérieurs du Parti communiste chinois (PCC), où les conservateurs ne désarment pas. Situation difficilement acceptable alors que le pays aborde un septième plan quinquennal qui devrait le conduire à doubler sa production d'ici à 1990, à mi-chemin de l'objectif ambitieux fixé pour l'an 2000 par M. Deng Xiaoping : « *Fan liang fan* », quadrupler la production par rapport à 1980. La « consolidation », dans l'économie ainsi que dans les rangs du parti et de l'administration, est le mot d'ordre de l'année. La propagande assène ces slo-

gans dans la presse, à la radio et à la télévision. Mais elle a aussi un caractère pédagogique, sinon préventif. « Il est nécessaire d'en tuer un pour en avertir cent », déclarait en janvier M. Hu Qili à l'adresse des cadres corrompus.

Le 6 janvier 1986, M. Tian Jiyun, nouveau membre du bureau politique du PCC et l'un des vice-premiers ministres responsables de l'économie, a prononcé un discours fleuve devant une « conférence des cadres des organismes centraux » (3).

(Lire la suite page 8.)

- (1) Le Quotidien du peuple, Édition internationale, Pékin, 9 février 1986.
- (2) Déclaration de M. Hu Qili, membre du bureau politique du PCC, le Quotidien du peuple, 14 janvier 1986.
- (3) Voir la traduction abrégée publiée dans le numéro du 10 février 1986 de Beijing Information.

Dans ce numéro :

- La « doctrine Reagan » ne saurait tenir lieu de politique étrangère, par Stanley Hoffmann (Page 3.)
- République dominicaine : la porte à droite (Pages 16 et 17.)
- Esquisse d'un compromis entre l'OPEP et les compagnies pétrolières (Pages 22 et 23.)

ÉVITER LA CONTAGION DU « MAUVAIS EXEMPLE » BRÉSILIEN

**L'offensive des États-Unis
contre l'informatique latino-américaine**

L'offensive contre le protectionnisme déclenchée par les États-Unis dans la perspective des négociations du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), qui s'ouvrent en septembre prochain, se double de pressions directes sur un certain nombre de pays pour les amener à revenir sur des politiques industrielles et des pratiques commerciales jugées par Washington contraires aux règles du libre-échange.

Épisode révélateur de la guerre économique mondiale, les remontrances des autorités américaines visent un secteur d'activité, l'informatique, et s'adressent surtout à un pays, le Brésil, qui représente à lui seul 60 % du marché informatique de l'Amérique du Sud et qui, de surcroît, dans d'autres domaines comme l'armement et l'aéronautique (lire page 18 l'article de Daniel Solano), concurrence également les industries américaines.

Par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

L E marché informatique de l'Amérique latine peut paraître marginal par rapport à celui des pays industrialisés : il n'a représenté, en 1984, que 1,8 % du chiffre d'affaires mondial du secteur, soit 1,5 milliard de dollars. La valeur totale du parc installé (c'est-à-dire de tous les ordinateurs en état de marche) n'est que de 7 milliards de dollars. Un pays concentré, à lui seul, plus de la moitié de ce marché : le Brésil. Or, selon les Américains, Brasília donne, en matière de politique informatique, un bien mauvais exemple à ses voisins.

Depuis treize ans, en effet, le Brésil poursuit une démarche originale pour un pays du tiers-monde. Certains de ses principes ne sont pas sans rappeler ceux mis en œuvre en France, il y a vingt ans, à l'époque du Plan-Calcul et de la défunte délégation à l'informatique : montée en puissance d'une industrie nationale à partir d'un marché captif protégé ; planification du développement de l'informatique ; incitation à la production locale.

Dès 1973, les autorités brésiliennes mettent en place un contrôle des importations des matériels destinés aux administrations et aux sociétés natio-

nales. En 1975, nouvelle étape : le contrôle est étendu à toutes les importations informatiques. Dans le même temps, Brasília lance un vaste appel d'offres auprès des fabricants étrangers. Ceux-ci sont invités à créer des « joint ventures » avec des partenaires brésiliens, impliquant des transferts de technologie. Au lieu de s'attaquer de front aux chasses gardées des constructeurs américains dans la grande informatique, les Brésiliens choisissent des créneaux du marché encore peu porteurs, délaissés par les grands : micro et mini-ordinateurs, terminaux. Une stratégie de contournement.

(Lire la suite page 18.)

sécurité-film®
avec **HALTE AUX VOLEURS**
FILM POLYESTER INVISIBLE S'APPLIQUANT SUR VOS VITRAGES EXISTANTS (résistance de 2 600 kg force/cm²)

RÉSISTE
• aux cambriolages (diamants...)
• aux explosions (1 200 g de TNT...)
• au feu (900° pendant 25 mn).

VOUS PROTÈGE
à 99 % des rayons ultra-violets (évite la décoloration des tissus, cuirs...)

CONTRE VANDALISME, TERRORISME, CAMBRIOLAGES
GARANTIE 10 ANS

avec les films **solaire-plus**
PROTÈGEZ VOS BUREAUX
de la gêne du soleil
• esthétique (teinté)
• très efficace (rejette jusqu'à 86 % de l'énergie solaire).

laques **solaire-plus**
POUR VERRIÈRES
• réduit la chaleur
• évite l'éblouissement
• diffuse plus agréablement la lumière.

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir d'urgence une documentation complète sur :
☐ SECURITY-FILM
☐ FILM SOLAIRE-PLUS
☐ LAQUE SOLAIRE-PLUS

Nom Prénom
Société
Fonction
N° Rue
CP Ville
Tél. domicile Poste
Tél. travail
Intéressé par
☐ Pavillon ☐ Appartement ☐ Magasin
☐ Verrande ☐ Vitrine ☐ Atelier ☐ Société

POLYPROTEC
8, place de la Madeleine
75008 PARIS
Tél. : (1) 42-61-61-61+

Fabricant français, recherchons distributeurs et installateurs, France et tous pays étrangers.

«PILOTES DU 3^e TYPE», de Georges Archier et Hervé Serieyx

Les contradictions du patronat moderniste en France

Par
PHILIPPE
MESSINE *

GEORGES ARCHIER, ancien directeur général adjoint de Lesieur, et Hervé Serieyx, directeur délégué du groupe Eurequip, ne veulent pas que le patronat français meure idiot. Aussi écrivent-ils des livres intelligents. Cet effort mérite d'être salué à l'heure où les organisations les plus représentatives des patrons, le CNPF et la CGPME, développent un discours particulièrement archaïque en identifiant de manière symbolique la liberté d'entreprendre à la liberté de licenciement.

Les auteurs de *Pilotes du troisième type* (1) proclament que l'avenir de l'entreprise réside dans l'établissement de relations de confiance et de collaboration constructive entre tous les acteurs. Ils ne se font pas d'illusion sur l'ampleur de la tâche et sur la pente à remonter dans ce pays où, « plus que dans tout autre - au Royaume-Uni et à la RFA près - », constatent-ils, « Taylor a réussi à créer une entreprise éclairée dans laquelle il y a d'un côté ceux qui pensent et de l'autre ceux qui font ». Ils ne mâchent pas leurs mots lorsqu'ils portent un jugement sur l'archaïsme patronal français : « On reste confondu devant l'actuel conservatisme dogmatique de tant de dirigeants ». Le courage de telles appréciations est bienvenu en cette période où la médiocrité du capitalisme français apparaît au grand jour et pose un problème de plus en plus pressant pour l'avenir de l'ensemble de la collectivité nationale. Georges Archier et Hervé Serieyx dénoncent,

successivement, les « généraux empêchés dans leurs certitudes d'état-major », « les grands fiondaux [qui] s'entre-déchirent », « l'incroyable pauvreté de la réflexion stratégique de tant d'entreprises françaises », « à croire que le cerveau de nombreux dirigeants d'entreprise est câblé à l'envers ».

Un tableau très noir donc, même s'il est atténué par quelques considérations optimistes, sur le succès des cercles de qualité en France et sur la rapidité des évolutions mentales que l'on observe actuellement. Les notations optimistes ne sont pas toujours convaincantes. Elles paraissent parfois relever davantage d'un louable souci de ne pas trop démoraliser et démotiver le lecteur que d'une véritable espérance. Elles n'échappent pas aux contradictions, lorsque, par exemple, les auteurs constatent que l'individualisme français recule, pour noter un peu plus loin que le principe « aide-toi, le ciel t'aidera » tend à triompher. Malgré quelques baumes, décidément, le diagnostic des auteurs est fondamentalement sévère, mais, malheureusement, il n'est pas exagéré. Pour qui a fréquenté le monde de l'entreprise en France, les

principales critiques formulées par MM. Archier et Serieyx paraissent en effet fondées : difficulté à travailler de manière collective, en surmontant les barrières de la méfiance ; mépris fréquent dans lequel sont tenus les salariés, peu informés, peu formés, contrôlés, suspectés ; retards techniques (notamment dans la fusion de la culture informatique) et sociaux ; absence de curiosité, pour ne pas dire aveuglement chauvin à l'égard de ce qui se passe hors de nos frontières.

Face à ces carences qui, bien mieux que toutes les charges sociales et fiscales du monde, expliquent en profondeur nos problèmes de plus en plus aigus de compétitivité industrielle, Georges Archier et Hervé Serieyx poursuivent patiemment leur tâche de prosélytes. Ils nous fournissent dans ce livre, un bréviaire, déjà ébauché dans *l'Entreprise du 3^e type* (2), du patron moderniste, progressiste et anti-taylorien. Les principaux outils sont analysés : concertation, cercles de qualité, projet partagé, coopérations multiformes nommées « maillage ». Livre de gestion, avec les limites inhérentes à ce genre, mais traité avec un pragmatisme de bon aloi.

système de valeurs auquel il est impératif d'adhérer sous peine d'exclusion. La présence et les efforts physiques ou intellectuels du salarié ne suffisent plus. On lui demande désormais d'assurer aussi à l'entreprise la disposition de son esprit : « Des salariés croient que l'on peut encore revendiquer le droit au travail tout en adoptant dans la vie professionnelle des profils bas et des comportements d'assistés ». Il faut assurer « l'adhésion déclarée et formalisée des directeurs et cadres à la charte, au projet de l'entreprise, à ses valeurs et à ses objectifs ».

Cette adhésion doit servir à fonder l'engagement complet et la responsabilisation de tous pour gagner la guerre du marché. Le vocabulaire belliqueux devient omniprésent : guerre, bataille, généraux, troupes, champ de bataille... C'est la lutte pour la vie, évoquée en termes parfois violents : « Le plus modeste fabricant de boutons de bottines de Pamiers doit savoir aujourd'hui que, dans une échoppe de Taipei ou d'Osaka, quelqu'un prépare sa mort ». Ce sont des visions de croisé, de guerre de fanatiques qui nous sont parfois suggérées : « Ce ne sont ni la logique ni Descartes qui permettent de gagner les guerres ; c'est la foi, la fougue ».

Casse-cou, a-t-on alors envie de crier ! Ne jetez pas Descartes avec Taylor, ne confondez pas la raison avec les visions grossièrement mécanistes du monde, sous peine de nous proposer une politique d'ayatollahs. Quand bien même l'on ferait une croix sur la solidarité internationale des travailleurs (les ouvriers surexploités de Hongkong prépareraient-elles notre mort, lorsque leur employeur est une entreprise européenne ou américaine, comme cela arrive parfois ?), quand bien même l'on reconstruirait à la société de classes, pour cause d'archaïsme, il reste un

chaînon manquant, un bât qui blesse, dans l'entreprise du troisième type : un détail qui a son importance : le pouvoir. Il faut « responsabiliser tous les acteurs » de l'entreprise, nous disent les auteurs. Mais il n'y a pas de responsabilité sans pouvoir, sauf pratique manipulative dont Georges Archier et Hervé Serieyx ne veulent certainement pas. Alors, quel pouvoir pour les salariés ? Et pour quels salariés : un salarié éclairé en individus ou organisé collectivement par un syndicat (3) ? Sur ce point le livre flote et hésite. Un coup à droite : la « métamorphose de l'entreprise ne peut être que de la responsabilité directe du pilote et de son équipe de direction » car le vrai pouvoir ne se partage pas : un coup à gauche : « Le point remarquable, dans l'entreprise du troisième type, nous paraît résider dans les initiatives du management qui consistent à inviter les syndicalistes à participer pleinement à la gestion... ». Les syndicalistes associés à la gestion ? Pour le coup, on mesure la distance qui resterait à parcourir en France !

Pilotes du troisième type contribue à démythifier les discours patronaux simplistes, gâtés, selon lesquels le SMIC et l'autorisation de licenciement sont les principaux obstacles au déchaînement des forces productives. Quant au pouvoir dans l'entreprise, aucun livre, bien sûr, ne règlera cette question. Il ne serait pas moins utile de la poser.

(1) Georges Archier et Hervé Serieyx, *Pilotes du troisième type*, Le Seuil, Paris, 1985, 250 pages, 89 F.

(2) Georges Archier et Hervé Serieyx, *l'Entreprise du troisième type*, Le Seuil, Paris, 1984, 215 pages, 85 F.

(3) Voir le dossier « Les syndicats accablés à faire peur », *Le Monde diplomatique*, février 1986.

* Auteur de *Liberté, égalité, modernité*, La Découverte, Paris, 1985.

Un projet idéologique

POURTANT, pour qui veut bien le lire avec d'autres lunettes que celles du manager, il y a là plus qu'un inventaire de recettes « pour réussir ». En fait, les philosophes devraient lire les livres de gestion contemporains : on y trouve souvent, sous la forme de règles pratiques, une vision du monde lourde de signification. A travers l'entreprise, c'est en fait souvent un

projet de société qui transparaît. Et là, ce que nous laissent entrevoir Georges Archier et Hervé Serieyx, à partir de leur critique intelligente du conservatisme, fait quelque peu frémir. L'entreprise devient une communauté d'hommes soudée par un projet « idéologique », au sens propre du terme, c'est-à-dire par une vision éthique, un

L'ŒUVRE DE CASTEX, CE «STRATÈGE INCONNU»

Qu'est-ce que la puissance maritime aujourd'hui ?

Par
JEAN
KLEIN *

EN dépit de sa notoriété mondiale, l'amiral Castex est peu connu du public français. En effet, on ne sait pas grand-chose de son itinéraire personnel, ni de la part qu'il a prise aux débats politico-stratégiques de son temps. Son œuvre maîtresse, *Les Théories stratégiques*, n'a eu qu'un tirage limité et n'a pas été rééditée. Certes, les articles qu'il a publiés après la guerre dans la *Revue de défense nationale* ont retenu l'attention, et on se souvient encore de ses aperçus sur la bombe atomique et de ses opinions hétérodoxes sur les colonies, puisqu'il préconisait l'abandon de l'Indochine avant que la France y fût contrainte par la force. Enfin, si son nom était parfois associé à la théorie du perturbateur, on ignorait pour l'essentiel son apport à la réflexion stratégique. Il faut donc savoir gré à Hervé Coutau Bégarie d'avoir consacré deux ouvrages à la vie et à l'œuvre de l'un des plus grands stratèges et géopoliticiens français du vingtième siècle.

Docteur en sciences politiques et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, Hervé Coutau Bégarie est l'auteur d'une thèse qui fait autorité sur le phénomène de la nouvelle histoire, et il a publié plusieurs livres et articles sur les questions stratégiques. La stratégie navale retient plus particulièrement son attention et ses connaissances encyclopédiques dans ce domaine en font l'un des analystes les plus avisés des questions maritimes en France. Enfin, il a eu le privilège d'accéder aux archives personnelles de l'amiral Castex, et l'exploitation de ce fonds lui a permis d'écrire

une biographie qui est un modèle du genre et un ouvrage de référence irremplaçable.

L'auteur souligne à juste titre le contraste entre la carrière militaire honorable, mais sans relief, de l'amiral Castex et sa souveraineté dans l'« empire de la réflexion ». Né en 1878, il fit de brillantes études à l'École navale et ses premières affectations lui firent découvrir l'Indochine. C'est son séjour en Asie qui inspira sa vision géopolitique, et le titre d'un de ses premiers livres, *Jaunes comme Blancs*, en résume la philosophie. D'abord disciple de Mahan (1), il fut conduit à réviser ses conceptions après la guerre de 1914-1918, pour tenir compte des progrès accomplis dans la technique des armements et notamment du rôle joué par l'aviation et le sous-marin.

Les cinq volumes des *Théories stratégiques* paraissent entre 1929 et 1935 et précèdent de l'enseignement qu'il donna au Centre des hautes études navales. En 1936, paraît un essai sur la géopolitique de la Russie, *De Gengis Khan à Staline*. Par la suite, il n'écrira plus que des articles, et certains posthumes, liés à une publication posthume sous le titre *Mélanges stratégiques* (1976).

Si l'on fait abstraction des fonctions exercées par l'amiral Castex dans l'enseignement militaire et du retentissement de ses écrits à travers le monde, il convient de relever qu'il n'eut qu'une influence modeste dans la conduite des affaires publiques. Pendant la Grande Guerre, il n'eut guère l'occasion de s'illustrer sur mer et, en 1939, il prit le commandement du théâtre d'opérations de Basse-Mer du Nord et Manche. Présentant le désastre militaire de la France, il préconisa des mesures défensives pour faire de Dunkerque un camp retranché. Cette initiative fut taxée de défaitisme et lui valut une mise à la retraite, de sorte qu'il ne joua aucun rôle actif pendant la seconde guerre mondiale. Après la libération du territoire, dont il critiqua les excès, il continua de participer à l'enseignement militaire et collabora régulièrement à la *Dépêche du Midi*. Il mourut en 1968, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le second livre d'Hervé Coutau Bégarie, *La Puissance maritime*, retrace l'évolution de la pensée stratégique navale depuis les origines et aborde les problèmes actuels de la guerre sur mer. C'est en développant la notion de puissance maritime que l'auteur analyse les conceptions qu'en avait Castex et tente de définir l'originalité de son apport à la réflexion stratégique. Enfin, il conclut sa démonstration par des hypothèses stimulantes sur la politique de la terre et de la mer dans le conflit entre le « perturbateur soviétique face à la coalition maritime occidentale ».

Aux yeux d'Hervé Coutau Bégarie, *Les Théories stratégiques* constituent à la fois une synthèse de la pensée stratégique navale classique et une mise en question de certains de ses présupposés. Cette synthèse se situe sur trois plans.

En premier lieu, l'amiral Castex a bien perçu et analysé les transformations introduites dans la stratégie de la Belle Époque par le sous-marin et l'aviation. Même si ses vues sur les porte-avions ont été ambivalentes, il restera tout à fait attentif aux nouveautés. Ses « Aperçus sur la bombe atomique », parus dans le numéro d'octobre 1945 de la *Revue de la défense nationale*, préfigurent la théorie de la dissuasion proportionnelle.

En second lieu, il a inséré la stratégie navale dans une stratégie générale, dont il admet qu'elle est d'abord terrestre par la force des choses. En ce sens, son œuvre apparaît comme une adaptation des théories de la puissance maritime au cas français, mais la synthèse ainsi opérée dépasse largement le cadre hexagonal : elle aboutit à présenter une vision globale de ce qu'on appelle aujourd'hui grande stratégie ou conduite diplomatico-stratégique.

Enfin, Castex combine deux méthodes que l'on avait jusqu'alors opposées, la méthode historique et la méthode matérielle. Ainsi Mahan et ses disciples tentaient de dégager de l'histoire militaire des principes immuables, tandis que la jeune école mettait au premier plan le fait techni-

que et en tirait des leçons pour la conduite de l'action stratégique. Castex a tenté de concilier ces deux approches : « Dans l'œuvre de formation militaire des esprits, il faut donc s'inspirer des principes que l'on pénètre en grande partie en faisant appel à la source historique et viser à la pleine connaissance des engins et des procédés, ce que l'on ne peut faire qu'en s'adressant à la source matérielle » (*Mélanges*, page 296). La méthode matérielle impose une adaptation constante de la théorie à l'évolution des techniques et une relecture attentive de l'histoire en tenant compte de la différence des matériels employés. Elle permet également de ne pas tomber dans le déterminisme géographique et d'éviter l'écueil du dogmatisme.

Hervé Coutau Bégarie soutient que l'amiral Castex introduit dans la pensée stratégique classique des éléments nouveaux qui en constituent la négation implicite. Il en irait ainsi de sa dialectique de l'offensive et de la défensive et du rôle assigné à la bataille entre forces organisées pour conquérir la maîtrise des mers. Cette thèse est discutable, car l'amiral Castex souligne à de nombreuses reprises la primauté de l'offensive et considère la défensive comme une forme résiduelle. En toute hypothèse, il faut distinguer, selon lui, entre la défensive de caractère politique, qui n'exclut pas des conceptions inspirées du plus grand esprit offensif, et la défensive de caractère militaire, qui s'impose à celui qui n'a pas les moyens de contester la maîtrise du fort.

L'une des causes de la défaite du Japon

IL n'en reste pas moins qu'aux yeux de Castex, l'offensive et la défensive sont intimement liées et que, en prenant ses distances avec l'orthodoxie mahanienne de l'offensive à outrance, il ouvre la voie à une stratégie bipolaire qui débouche sur la reconnaissance de deux catégories de guerre navale : celle qui se traduit par un affrontement entre forces organisées, dont la bataille est le paradigme, et la guerre des communications, qui consiste à priver l'adversaire de l'utilisation du milieu marin pour son approvisionnement en matières premières et en énergie. Pendant le second conflit mondial, la guerre des communications a été perdue par le Japon, et ce fut l'une des causes principales de sa défaite. Toutefois, Castex ne semble pas en avoir tiré toutes les conséquences puisqu'il persiste à considérer la guerre des communications comme une catégorie subordonnée de la guerre navale et exclut qu'elle puisse à elle seule produire des résultats décisifs. S'il a perçu la distinction entre la maîtrise de la surface et la maîtrise sous-marine de la mer, il ne va pas jusqu'à une réhabilitation de la défensive militaire alors que la flotte

totalément désarmée devant l'ennemi marin et elle peut le priver de ses bases et points d'appui grâce aux défenses côtières (artillerie, mines, radar) et à l'aviation.

L'issue de la lutte entre la terre et la mer variera donc selon les cas d'espèce, mais on retrouve chez Castex une règle générale : la puissance maritime reste à l'abri des entreprises de son adversaire tant qu'elle conserve la maîtrise de son élément, et il en va de même pour la puissance terrestre. Si aucun des deux adversaires n'est atteint dans ses sources vitales, la situation risque de demeurer indéfiniment indécise. La mer seule ne peut venir à bout de la terre et, pour provoquer la rupture, il faut « passer à l'attaque et participer à la guerre sur terre avec les moyens de la terre ». On aboutit ainsi à une relation dialectique et équilibrée : un élément ne peut vaincre l'autre que s'il va l'affronter chez lui, et les forces aériennes jouent à cet égard un rôle déterminant. Se fondant sur les enseignements de la seconde guerre mondiale, Castex aboutit à la conclusion que « l'influence de la puissance de la mer dans les grandes crises de ce monde est fonction de la force abrosterrestre qu'elle est capable de déployer et l'influence de la puissance de terre se mesure aux mêmes moments à la force aéronavale qu'elle peut jeter dans la balance ». Il en résulte que la puissance amphibie devient une des caractéristiques de la géopolitique contemporaine, sans pour autant que la différence de nature entre la puissance terrestre et la puissance maritime ait totalement disparu.

Telles sont, brièvement résumées, les principales thèses développées par Hervé Coutau Bégarie dans son interprétation de la pensée de Castex. Si certaines propositions sont sujettes à controverse, on ne peut qu'être séduit par la maîtrise avec laquelle l'auteur domine son sujet et la qualité du dialogue qui s'est instauré entre le maître et son disciple. En tout cas, ces deux livres devraient précéder à une édition des œuvres complètes du *Stratège inconnu*. Hervé Coutau Bégarie, qui prépare, faute de mieux, un recueil de morceaux choisis, serait tout désigné pour assurer la direction scientifique d'une telle entreprise, dont le succès dépendra, en dernière instance, de l'appui des pouvoirs publics.

* Hervé Coutau Bégarie, *Castex, le stratège inconnu*, Economica, Paris, 1985, 259 pages, 145 F., et *La Puissance maritime*, Castex et la stratégie navale, Archibon Fayard, coll. « Géopolitiques et stratégies », Paris, 1985, 311 pages, 120 F.

(1) Les deux principaux ouvrages de l'amiral Alfred Mahan (1840-1914), *The Influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire*, ont profondément marqué la pensée des groupes qui, au Japon, en Europe et aux États-Unis, ont plaidé en faveur d'une flotte puissante comme élément décisif dans les rapports de force internationaux.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY

Directeur : Claude JULIEN

Rédacteur en chef : Micheline FAUNET

Rédaction : Ignace RAMONET

Alain GRESSE, Bernard CASSEN,

Christian DE BRIE

Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION

7, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

Tél : MONDIPAR 65072 F

Tél : 42-47-97-27

Publié par : Le Monde Publied

5, rue de Valenciennes,

75007 Paris.

Tél : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles,

sous réserve de l'administration.

مكتبة الأمل

erniste en France

LE MONDE SELON M. REAGAN

Une « doctrine » qui ne saurait tenir lieu de politique étrangère

DIPLOMATIE à coûts réduits, ponctués de coups d'éclat, comme l'invasion de la Grenade et les bombardements de la Libye : telle apparaît la politique étrangère du président Reagan. Mais, si flamboyante soit-elle, la rhétorique de la Maison Blanche et son orchestration par les médias constituent-elles une stratégie mondiale cohérente ? Stanley Hoffmann s'interroge, en relevant la permanence de certaines obsessions — par exemple, la priorité accordée à la lutte contre le terrorisme, qui occupait dès 1981 une place importante dans la pensée reaganienne. Les actes, eux, se réduisent pour l'essentiel à des « guerres à bon marché », dont de petits pays font les frais.

Par STANLEY HOFFMANN *

Lorsque, en 1981, M. Ronald Reagan devint président, il semblait devoir apporter à la politique étrangère des États-Unis un grand nombre d'innovations — moins par rapport à la dernière année de la présidence de M. James Carter, marquée par la reprise de la guerre froide et par l'accroissement du budget de la défense, que par rapport aux années 1969-1979, celles de la détente. Parmi les idées que le premier secrétaire d'État de M. Reagan, le général Haig, annonçait comme désormais décisives, figuraient la priorité à la lutte contre le terrorisme. Elle devait, disait-il, remplacer celle que M. Carter avait par donné aux droits de l'homme. Avant tout, l'idéologie reaganienne — soutenue tant par la droite du Parti républicain que par les intellectuels néo-conservateurs — envisageait les relations internationales sous l'angle du conflit entre les États-Unis et l'URSS, jugée responsable de la plupart des « désordres » régionaux, soit parce qu'elle les avait provoqués, soit parce qu'elle les exploitait. Enfin, la stratégie de *containment* (endiguement) de l'URSS était une fois encore — comme par John Foster Dulles en 1952, et, bien que d'un autre point de vue, par M. Henry Kissinger en 1969 — jugée insuffisante : une lutte plus vigoureuse contre l'expansionnisme de l'URSS et des alliés de Moscou était annoncée.

La période Haig se termina par des échecs. Tantôt — dans la partie de bras de fer entre M. Reagan et les membres européens de l'OTAN concernant les exportations technologiques vers l'URSS, — le secrétaire d'État lui-même donnait le pas au réalisme (et à l'alliance) sur l'idéologie. Tantôt — au Proche-Orient — l'application d'une grille Est-Ouest sur un terrain qui ne s'y prêtait pas aboutissait à des revers (la tentative de « consensus stratégique » américano-israélien contre Moscou) et à des crises graves (l'invasion du Liban par Israël, à laquelle M. Haig ne s'était nullement opposé). Surtout, le général Haig découvrit que la Maison Blanche, en 1981-1982, cherchait à donner une priorité absolue à sa politique économique. La politique étrangère ne devait venir que loin derrière, et rester la seule cadette d'un programme de réarmement tous azimuts.

La période qui suivit la démission du général Haig, frustré et amer, fut peu brillante. L'affaire des forces nucléaires intermédiaires en Europe entraîna une rupture à peu près totale avec l'URSS et, du coup, une marée antinucléaire tant en Europe occidentale qu'aux États-Unis. La politique américaine au Proche-Orient ne parvint pas à faire avancer le processus de règlement du conflit israélo-palestinien, et l'engagement de Washington au Liban aboutit à un

désastre et à une retraite peu glorieuse. Les seules « consolations » de l'an 1983 furent l'annonce, par M. Reagan, d'une vaste tentative scientifique-militaire pour substituer les garanties rassurantes de la défense spatiale aux incertitudes inconfortables de la dissuasion (la fameuse initiative de défense stratégique), et l'invasion de la Grenade.

L'année 1984 était électorale. Elle fut marquée par un ton nouveau à l'égard de l'URSS et une reprise des contacts avec Moscou, ce qui permit à M. Reagan de se présenter devant les électeurs en champion et de la force et de la paix. L'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir rendit possible la rencontre de Genève, qui fut déclarée réussie des deux côtés, malgré l'absence de progrès en matière de maîtrise des armements. Mais ceux qui avaient pensé ou espéré

Le besoin d'agir sans risques

DANS le cas de la lutte contre le terrorisme, le président se trouve entraîné par la dynamique de ses propres propos. Il avait, en 1980, fortement critiqué l'apparente inertie de M. Carter dans l'affaire des otages américains en Iran. Son équipe avait toujours suggéré que le terrorisme était, en dernière analyse, une des armes de Moscou. Sa propre modération et son embarras, lors du détournement de l'avion de la TWA au Proche-Orient en juin 1985, avaient suscité des commentaires peu flatteurs et des comparaisons sardoniques avec M. Carter. Désormais, il fallait agir d'autant plus que les médias américains s'étaient épuisés à bruyamment sur chaque cas de terrorisme qui produisait des victimes américaines (2). L'intervention américaine dans l'affaire de l'*Achille-Lauro* laissera un goût amer, dans la mesure où l'arrestation du principal coupable parut empêchée par l'obstruction italienne. Chaque incident nouveau renforçait les arguments du secrétaire d'État, M. George Shultz, favorable à des actions de force contre le terrorisme, au détriment des réticences du secrétaire à la défense.

L'élaboration d'une stratégie antiterroriste correspond, en premier lieu, à une sorte de sentiment de nécessité. Il fallait « faire quelque chose », montrer que l'Amérique n'était pas un tigre de papier, administrer une correction à un personnage particulièrement impopulaire aux États-Unis, et adresser de la sorte un avertissement à tous les « terroristes d'État ». Mais elle correspond aussi à un souci de prudence : pas plus ici qu'ailleurs, la politique étrangère de M. Reagan ne cherche à prendre de trop gros risques d'escalade, de conflit militaire prolongé ou de pertes capables d'affecter la popularité du président. La Libye était, de ce fait, la cible idéale : tueur des Soviétiques envers un Kadhafi peu maniable, hostile ouverte à son égard dans une vaste partie du monde arabe, éloignement géographique de la Libye par rapport au baril de poudre du Proche-Orient. L'opération du golfe de Syrte, puis le bombardement du 14 avril permettaient aux États-Unis de manifester leur force, de montrer aussi qu'ils n'avaient pas besoin du concours de leurs alliés pour agir, sans pour autant engager un processus au déroulement imprévisible et peut-être désastreux en s'en prenant aux terroristes d'État moins brouillons, plus efficaces et plus dangereux de la Syrie — alliée de Moscou — et de l'Iran.

A l'heure actuelle, le bilan que dressent les officiels de Washington est plutôt positif : la crise dans les rapports avec la plupart des alliés a abouti à un renforcement des mesures antiterroristes qu'ils se sont engagés à prendre, l'appui arabe à Kadhafi a été négligeable et, s'il est encore trop tôt pour savoir si l'effet de l'opération sur le terrorisme en général, et les terroristes d'État en particulier, sera dissuasif ou

provocateur, jamais le président n'a été plus populaire dans son pays... Quant à la « doctrine Reagan », en particulier dans sa version « universalisée » du 14 mars, il serait faux d'y voir la marque d'une décision de répudier la fameuse distinction, chère à M. Kirkpatrick, entre le totalitarisme et l'autoritarisme, et de promouvoir désormais — sur la lancée de l'Haïti et des Philippines — des régimes démocratiques non seulement là où des gouvernements communistes ou prosoviétiques sont au pouvoir, mais aussi là où des dictatures anticomunistes et pro-américaines paraissent en difficulté.

Haïti et les Philippines restent considérés à Washington comme des cas exceptionnels. Le régime Duvalier était au bord de l'effondrement, et Washington s'est contenté de faciliter sa chute. L'affaire Marcos fut beaucoup plus complexe : là, l'ambassade américaine à Manille et beaucoup de membres influents du Congrès (y compris dans les rangs républicains) avaient parfaitement bien vu qu'un appui inconditionnel au président Marcos serait catastrophique pour les intérêts des États-Unis et ne pourrait que nourrir l'insurrection communiste et radicaliser l'opposition non communiste. Mais l'exécutif américain ne semble à aucun moment avoir fait pression sur M. Marcos pour une réforme sérieuse du régime. M. Marcos a été la victime de sa propre décision de recourir à des élections pour consolider son pouvoir, provoquant de la sorte un mouvement irrésistible contre lui.

L'intervention de la Maison Blanche, à la toute dernière minute, a contribué à éviter un bain de sang, ce qui n'est nullement négligeable. Mais la chute de M. Marcos fut avant tout l'œuvre d'une vaste coalition de Philippines et celle de l'extraordinaire Corazon Aquino.

L'ampleur même des fraudes électorales commises par les partisans de M. Marcos, et certifiées par les observateurs américains, l'ampleur de la marée anti-Marcos, le retournement de certains de ses alliés militaires, la présence d'une solution de rechange modérée, non communiste et pro-américaine, tout cela explique que la Maison Blanche n'ait ni pu ni voulu pratiquer la politique de soutien musclé à un « ami » autoritaire et anticomuniste, recommandée par l'idéologie néoconservatrice.

Mais, tout en se donnant le beau rôle dans la chute du tyran (encore plus corrompu que féroce), l'équipe Reagan a fait savoir qu'il s'agissait là d'un cas spécial, non d'un modèle. Le message du 14 mars, tout en célébrant l'hostilité du « peuple américain » aux tyrannies

de droite comme de gauche, souligne que l'encouragement officiel au « changement démocratique » s'exercera « dans le respect des traditions et des réalités politiques des autres pays » et tiendra compte des menaces que fait peser sur eux le totalitarisme intérieur ou extérieur. Le reste du document s'étend sur la lutte contre les régimes communistes installés par Moscou, et se présente non comme une politique des droits de l'homme mais comme un exposé de la marche à suivre dans les conflits régionaux provoqués par l'expansionnisme soviétique. M. Shultz, en Corée du Sud, s'est — peu prudemment — lancé dans la défense du régime militaire et

dans une distinction radicale entre les cas de Manille et de Séoul. Ici aussi, par conséquent, on en est revenu à l'idéologie initiale. Mais, ici aussi, la prudence domine dans l'exécution, car les sommes engagées au service de la « doctrine Reagan » restent faibles. Nulle part, même dans l'aide aux « contras », récemment entérinée par la Chambre des représentants (3), les moyens fournis aux forces anticomunistes ne suffiront à renverser les régimes établis : il s'agit seulement de « faire payer un prix » aux Soviétiques, ou de les « saigner ». D'où les critiques adressées à la « doctrine Reagan », même par des conservateurs réalistes comme M. Robert W. Tucker : si les moyens mis en œuvre sont minces, l'URSS n'aura guère de peine à lui faire mal, il faudra prendre des risques que ni le Congrès ni l'opinion n'ont envie d'assumer (les moralistes ajoutent que le prix de tout cela est finalement payé par les malheureuses populations, victimes de jeux géopolitiques des deux Grands). Certains estiment que, au mieux, le mini-engagement américain pourra aboutir à quelque marchandage avec Moscou. On peut certes penser à un accord aux termes duquel les Cubains quitteraient l'Angola et les Américains cesseraient de soutenir les maquis de M. Savimbi. Mais, même en Angola, les choses ne sont pas si simples : il y a le jeu sud-africain et il y a, à Washington, ceux qui veulent le départ non seulement des Cubains mais des dirigeants angolais actuels. Ni au Cambodge, ni au Nicaragua, ni en Afghanistan, les chances d'un règlement ne paraissent bonnes.

C'est donc d'une série de mini-guerres, de guerres à bon marché qu'il s'agit. L'avantage est qu'elles restent contenues, et symbolisent aux yeux des Américains la volonté reaganienne de résister à l'URSS dans le tiers-monde. Les inconvénients restent considérables, dans deux directions. D'une part, le moins que l'on puisse dire est que la « doctrine Reagan » ne remplace pas une politique à l'égard de Moscou : au mieux, elle ne complique pas trop les rapports avec le principal adversaire,

dans la mesure même où elle n'opère guère que sur des théâtres secondaires. Mais il n'y a toujours, à Washington, aucun dessin, grand ou petit, concernant ces rapports, en dehors d'un endiguement plus ou moins actif à perpétuité. Le scepticisme le plus complet règne sur la maîtrise des armements (on pense, certes, à un accord limité sur les armes nucléaires intermédiaires, mais on n'en est pas là, et il n'irait pas bien loin) ; les limites fixées par SALT II sont désormais ouvertement remises en cause, et seront dépassées si les perspectives de nouveaux accords s'éloignent. Avant tout, l'initiative de défense stratégique (IDS) pèse de tout le poids de ses énormes investissements et de ses non moins énormes ambiguïtés (le président est seul à voir une panacée contre les armes nucléaires, mais cela suffit à bloquer toute négociation sérieuse sur les systèmes concevables de défense des missiles terrestres) tant sur la survie du traité de 1972, interdisant presque complètement ces systèmes, que sur l'ensemble des négociations nucléaires. (Voir les articles de Claude Julien, Eric R. Alterman et Fabrizio Tonello dans ce numéro.)

D'autre part, l'accent mis sur la lutte contre les régimes installés par ou avec l'aide de Moscou, et sur la lutte contre le terrorisme, tend à faire oublier l'extraordinaire passivité de l'équipe au pouvoir quant au conflit israélo-arabe. Le souci d'empêcher une victoire iranienne contre l'Irak explique l'intérêt manifesté par la Maison Blanche, mais nié par le Congrès, de fournitures d'armes américaines à l'Arabie saoudite (qui aidera l'Irak). Mais, depuis l'échec au Liban, la diplomatie américaine dans le conflit israélo-arabe est minimale : alors que le gouvernement de coalition israélien ne peut guère pren-



(Seligson)

320
CUB
77 81

dre d'initiatives audacieuses mais pourrait saisir au bond une balle venue de Washington, les voyages du sous-secrétaire d'État pour le Proche-Orient n'équivalent même pas à des missions de bons offices. D'où l'échec des tentatives de déblocage entre Israël, la Jordanie et l'OPLP ; en l'absence de progrès, les tensions reprennent, notamment entre Israël et la Syrie. Mais c'est une partie du monde où trop peu de chances de progrès spectaculaires existent pour que l'exécutif américain s'engage à fond, alors que les succès antérieurs (1974-1975 et 1978-1979) n'ont été obtenus que par un engagement américain au plus haut niveau — avec MM. Kissinger et Carter.

Tel est l'état des choses. En dehors d'escarmouches sur la « doctrine Reagan », il n'y a guère de débats intellectuels sérieux sur les directions futures de la politique étrangère, dans les revues, les universités ou les centres de réflexion. Le Parti démocrate continue de se chercher, sans se retrouver ni se renouer, et beaucoup de ses dirigeants n'offrent que du reaganisme édulcoré — *less of same*, dirait-on aux États-Unis. Ce n'est pas très exaltant. Mais comme, pour le moment, l'économie se porte bien, que le Congrès s'occupe de réduire le déficit budgétaire et de réduire les impôts, et que l'URSS semble en proie à de sérieuses difficultés, une diplomatie à coûts réduits, coups d'éclat occasionnels et rhétorique florissante, satisfait l'opinion et soude l'optimisme dont elle fait preuve à l'inlassable bonne humeur triomphaliste du président.

(1) Voir, de Michael T. Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *Le Monde diplomatique*, mars 1986.

(2) Voir, de Claude Julien, « Frapper les saoudiens », *Le Monde diplomatique*, février 1986.

(3) NDLR. — La Chambre a voté, le 23 juin, 100 millions de dollars d'aide à la « contre » : trente-six heures plus tard, la Cour internationale de justice de La Haye condamne le gouvernement américain pour ses actions contre le Nicaragua.

Séminaires aux États-Unis

La Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains — Paris-Ile-de-France (MICEFA), qui regroupe neuf universités parisiennes, organise aux États-Unis à l'automne 1986 et au printemps 1987 une série de séminaires technologiques et industriels dont l'objectif est d'observer des pratiques concrètes dans le vaste laboratoire expérimental américain :

- La création d'entreprise : le partenariat en action (19-26 octobre) ;
- Le bureau du futur (9-16 novembre) ;
- L'usine du futur (9-16 novembre) ;
- Les industries de la communication et de l'information (8-16 novembre) ;
- Exportation et création d'entreprises françaises aux États-Unis (15-23 novembre) ;
- Technologies nouvelles et nouvelles stratégies d'entreprise (29 novembre-14 décembre).

Renseignements et inscriptions : MICEFA, Alliance française, 101, boulevard Raspail, 75270 Paris CEDEX 06, tél. : 45.48.08.95 — 45.49.20.38/télex : ALL. FRAN 204941 F.

LA « GUERRE DES ÉTOILES »

Double discours

LOIN de rendre les armes nucléaires « impuissantes et obsolètes », comme il l'avait annoncé dans son discours du 23 mars 1983, le programme de « guerre des étoiles » de M. Reagan a eu pour effet de relancer la course aux armements et d'accroître la tension avec Moscou.

La « gigantesque supercherie » que démonte Eric R. Alterman consiste à faire passer pour un dispositif défensif un projet qui ne prend son sens que dans un contexte offensif. Un projet dont, par ailleurs, les fondements technologiques ne sont pas près d'être maîtrisés (voir l'article de Fabrizio Tonello), mais qui constitue déjà une véritable manne pour le complexe militaro-industriel.

Les récentes propositions soviétiques sur le désarmement, accueillies pour une fois avec intérêt par la Maison Blanche, déboucheront-elles sur une négociation visant à réduire les armements nucléaires ? Cette solution serait infiniment moins coûteuse et offrirait plus de sécurité aux populations que d'hypothétiques « boucliers spatiaux ».

Par ERIC R. ALTERMAN*

Personne n'attendait vraiment de M. Ronald Reagan que, dans sa carrière antérieure d'acteur de cinéma et de gouverneur de Californie, il ait eu l'occasion de maîtriser les complexités des technologies laser à rayons X, des armes à énergie dirigée et de la physique des faisceaux de particules. Sans parler de la réputation qu'il a de ne pas s'attarder outre mesure dans son bureau ovale de la Maison Blanche. Pourtant, le 23 mars 1983, sans que ni M. John Gardner, directeur des systèmes défensifs au Pentagone, ni M. Richard Cooper, directeur de l'Agence du département de la défense pour les recherches de pointe (DARPA), ni M. Richard DeLauer, alors adjoint au secrétaire à la défense pour la recherche, aient été consultés, le président annonce à ses concitoyens que « la technologie actuelle atteint un degré de sophistication tel que nous pouvons raisonnablement commencer à œuvrer pour rendre ces armes [nucléaires] impuissantes et obsolètes ». L'évaluation que faisait M. Reagan de l'état de l'art de ces technologies exotiques contredisait les avis d'experts de l'administration qui avaient affirmé, au cours des six mois précédents, que « le parapluie nucléaire n'existe tout simplement

pas » et ceux du secrétaire à la défense, qui refusait d'engager le pays « dans une voie qui exige de se hisser à un niveau de performance actuellement inaccessible (1) ».

Les hauts fonctionnaires et les Reaganiens loyaux, qu'ils appartiennent ou non au gouvernement, se convertissent alors en masse aux vues du président : « Encore heureux qu'il ne se soit pas prononcé en faveur de la phlogistique ou qu'il n'ait pas décrété que la Terre était plate », se consolait un observateur (2). Le rêve de M. Reagan n'était pas nouveau. Les États-Unis avaient travaillé pendant des décennies sur des programmes de missiles antimissiles (ABM). En 1967, l'administration Johnson avait décidé de mettre en place le système Sentinel, à partir des programmes Nike-Zeus et Nike-X de la fin des années 50. Cette décision provoqua des controverses houleuses qui, après des débats interminables au Congrès et dans la presse, aboutirent au « traité ABM », signé en 1972 par les États-Unis et l'URSS au terme de négociations dites SALT-1, et qui limite strictement les déploiements d'ABM au point de les rendre stratégiquement sans signification.

Aux États-Unis, le résultat le plus concret de ce débat fut que les milieux politiques et ceux concernés par les questions de contrôle des armements

comprirent que les défenses ABM n'étaient ni opérationnelles ni désirables et que, si elles étaient déployées de manière conséquente, elles déstabiliseraient le système existant dit de « destruction mutuelle assurée » (MAD). Elles permettraient en effet à l'un des camps d'envisager une première frappe destructrice dans la mesure où il se sentirait à l'abri d'une riposte limitée grâce à des défenses d'autant plus efficaces que la capacité de représailles du camp adverse aurait été sérieusement mise à mal.

Des deux côtés, la recherche sur les ABM se poursuivait après le traité de 1972 pour renforcer la sécurité du dispositif et pour empêcher que l'adversaire n'effectue une percée technologique décisive, susceptible de saper la capacité de seconde frappe de l'autre. Les Soviétiques décidèrent de conserver l'unique site ABM autorisé par le traité de 1972, mais les États-Unis renoncèrent bientôt unilatéralement à leur système Safeguard, protégeant la base de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) de Grand-Forks dans le Dakota du Nord.

M. Reagan affirme que l'idée dont est sortie l'IDS lui est venue sans que ses collaborateurs lui aient soufflé. On est tenté de le croire car, depuis le discours du 23 mars 1983, pratiquement tous — à l'exception notable du secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger — ont publiquement admis l'impossibilité de concrétiser le rêve présidentiel. M. DeLauer affirma devant une commission du Congrès qu'« il n'existe aucun moyen d'empêcher un ennemi de percer vos défenses s'il est décidé à mettre le paquet pour y parvenir ». Quant au général James A. Abrahamson, nommé par M. Reagan à la tête de l'Organisation pour l'initiative de défense stratégique (SDIO), chargée au Pentagone de mener à bien l'IDS, il admit qu'« une défense parfaite n'est pas une chose réaliste (3) ». Toutes les études sérieuses, publiques ou privées, sur les systèmes de défense spatiale corroborent ces conclusions (4).

Si aucune des personnalités de premier plan du gouvernement ne s'est élevée contre l'IDS, ni contre les 26 milliards de dollars que l'administration avait demandés pour financer ce programme, aucune ne plus — à l'exception de M. Weinberger — n'a repris à son compte la réalisation de son objectif : un monde libéré de la menace des armes nucléaires.

Dans la mesure où les officiels du Pentagone et d'autres ministères ne

croient guère aux projets visionnaires de M. Reagan, on peut se demander pourquoi ils soutiennent aussi vigoureusement les recherches de l'IDS. La réponse est tout simplement qu'elles contribuent à la mise au point des systèmes antimissiles interdits par le traité ABM de 1972. Et cela, bien que le président ait affirmé que l'IDS « n'est pas et ne doit jamais être perçue comme un système de plus pour protéger les silos de missiles (5) ». Néanmoins, *The New York Times* rapportait que « les scientifiques responsables des recherches gouvernementales visant à constituer un bouclier défensif dans l'espace affirment que les objectifs immédiats ont été sérieusement revus à la baisse : il ne s'agit plus de mettre en place une défense du pays impénétrable, mais de protéger son arsenal nucléaire basé à terre. Ils disent que ce changement reflète l'idée que pour l'instant une défense impénétrable est irréalisable mais que cela demeure l'objectif à long terme (6) ». Le général Abrahamson lui-même défend sa mission en arguant du fait qu'elle « renforcera la dissuasion » plus qu'elle n'en éliminera le besoin. D'où la distinction, établie par le sénateur Nunn, entre ce que les Américains sont conviés à financer et la destination exacte de leurs dollars.

Général en chaise longue

CE bilan représente en gros la version de la « guerre des étoiles » de l'établissement de Washington. Émanant de la fraction « dure » des démocrates, cette position intermédiaire ne néglige pas, comme celle de M. Reagan, les réalités stratégiques les plus élémentaires des relations militaires entre les États-Unis et l'URSS, et elle ne va pas non plus, comme celle du pré-

sident, à contre-courant de l'opinion moyenne de la communauté scientifique et technologique. Son idée-force est que la « crédibilité » du système de dissuasion des États-Unis a été ou est entamée. On peut alors se demander pourquoi les Soviétiques n'ont pas sauté sur l'occasion avant que M. Ronald Reagan ne soit en mesure de mettre en place le

sident, à contre-courant de l'opinion moyenne de la communauté scientifique et technologique.

Son idée-force est que la « crédibilité » du système de dissuasion des États-Unis a été ou est entamée. On peut alors se demander pourquoi les Soviétiques n'ont pas sauté sur l'occasion avant que M. Ronald Reagan ne soit en mesure de mettre en place le

(1) La première citation est extraite d'une étude réalisée pour le compte du gouvernement par une commission d'experts dirigée par M. James Fletcher. La seconde est tirée d'une lettre de M. Caspar Weinberger au général Daniel Graham, président de l'Organisation High Frontier (favorable à la « guerre des étoiles »). Voir, de George Ball, « The War for Star Wars », *The New York Review of Books*, volume 32, n° 6, 31 avril 1985.

(2) Leon Wieseltier, « Nuclear Idealism, Nuclear Realism », *The New Republic*, 11 mars 1985.

(3) Ces propos de M. DeLauer et du général Abrahamson sont cités dans l'étude de McGeorge Bundy, George F. Kennan, Robert S. McNamara et Gerard Smith : « The President's Choice: Star Wars or Arms Control », *Foreign Affairs*, volume 63, n° 2, hiver 1984-1985.

(4) On peut citer, à cet égard, Ashton B. Carter, David N. Schwartz, *Ballistic Missile Defense*, The Brookings Institution, Washington, 1984; Office of Technology Assessment, *Ballistic Missile Defense Technology*, US Government Printing Office, Washington, 1985; The Union of Concerned Scientists, *The Fallacy of Star Wars*, Vintage Books, New York, 1983.

(5) Office of Technology Assessment, op. cit., p. 298.

(6) *The New York Times*, 23 novembre 1984.

(7) Cité dans *The New York Times*, 30 décembre 1984.

(8) Zbigniew Brzezinski, Robert Jastrow et Max Kampelman, « Defense in Space is not Star Wars », *The New York Times Magazine*, 27 janvier 1985.

Les zones d'ombre

Par FABRIZIO TONELLO*

L'EXPLOSION en vol de la navette spatiale Challenger, le 28 janvier dernier, a incité la commission Rogers (1) à remettre en cause l'orientation du programme spatial des États-Unis, les méthodes de travail, le processus décisionnel, les rapports avec les fournisseurs, la compétence des dirigeants et le concept même de la navette. L'événement a cependant caché une conséquence majeure de la tragédie : le coup, peut-être mortel, infligé de ce fait au rêve reaganien d'un « bouclier spatial ».

Les militaires américains se sont trouvés confrontés à un problème nouveau : le manque de vecteurs pour placer en orbite leurs satellites, notamment ceux de reconnaissance du type KH-11 ou « Big Bird ». Les États-Unis risquent ainsi de perdre leurs « yeux » et leurs « oreilles » dans l'espace.

Par-delà ces péripéties, l'initiative de défense stratégique (IDS) avance apparemment comme si de rien n'était : moins d'une semaine après l'accident de la navette, le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, demandait à ce titre 4,8 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1987 (2), et les responsables du Pentagone continuent d'afficher un optimisme sans limites. Il est toutefois évident que, depuis le milieu de 1985 déjà, quelque chose ne va pas. En novembre 1985, le général James Abrahamson, directeur du programme IDS, annonçait son intention de réorienter l'essentiel du projet vers les armes à énergie cinétique et vers les installations défensives basées à terre, plutôt que vers celles à déployer dans l'espace, jugées trop coûteuses et vulnérables (3). Ce virage n'a nullement

* Co-auteur, avec Carlos de Sa Rago, de *La Guerre des étoiles*, La Découverte, Paris, 1986.



EXPLOSION DE LA FUSÉE TITAN EN AVRIL 1986
Quand s'estompée l'idée d'une défense efficace contre les armes nucléaires

surpris les scientifiques américains, dans leur grande majorité sceptiques sur la faisabilité de l'entreprise. Il est, en revanche, passé quasiment inaperçu en Europe, où les débats confus du printemps 1985 ont laissé la place à une triste résignation, à laquelle s'ajoute souvent un appât du gain qui sera vite déçu.

Ce changement, lourd de conséquences sur le plan stratégique, est officiellement justifié par les coupes

budgétaires imposées par le Congrès pour l'année budgétaire 1986 : les 3,7 milliards demandés par l'administration Reagan pour l'IDS ont été réduits à 2,7 milliards. Le général Abrahamson a déclaré que le ralentissement du programme de recherche sur les armes laser basées dans l'espace a été imposé par le manque de crédits. La réalité est sans doute quelque peu différente : trois ans après le fameux discours de M. Ronald Reagan du 23 mars 1983, qui promettait à la

population américaine une défense efficace contre la menace des armes nucléaires, bien des problèmes, traités à l'époque comme quantité négligeable par les partisans de l'IDS, se sont révélés tout à fait incontournables.

Ce discours ne faisait, en réalité, aucune référence aux armes spatiales et ne proposait pas de solutions précises. Là était d'ailleurs sa force : pas de débats complexes sur les mérites et les coûts d'un système donné mais, au contraire, le rêve ambitieux d'ouvrir à l'humanité les portes d'une ère nou-

velle, libérée du cauchemar de la mort atomique.

Ce but aurait pu être poursuivi par des moyens traditionnels, comme les réseaux antimissiles constitués d'intercepteurs basés à terre et de radars plus ou moins sophistiqués : tel était le cas pour les systèmes Sentinel et Safeguard, dans lesquels les Américains avaient englouti plusieurs milliards de dollars pendant les années 60 et 70. Le système soviétique Galosh, pour la protection de Moscou, est également basé sur ce principe et il est pleinement opérationnel (4).

L'interception précoce

PENDANT les deux premières années de vie de l'IDS, le concept du système antimissiles envisagé par le Pentagone était cependant tout autre : on parlait d'un véritable « bouclier spatial », composé de plusieurs couches défensives, dont la première aurait intercepté les fusées soviétiques dès la sortie de leurs silos. Les militaires américains n'étaient pas avares de descriptions d'armes laser, de faisceaux électromagnétiques, de faisceaux de particules et autres « rayons de la mort » qui auraient balayé l'espace pour assurer la sécurité des États-Unis.

Sur le plan stratégique, la volonté de défendre la population américaine contre une attaque nucléaire massive exige la mise en place d'un système parfaitement étanche. Ce qui impose d'éliminer un grand nombre de fusées dès les premières minutes de leur vol, quand le véhicule qui contient les ogives et les lourdes (le bus) n'a pas encore lâché sa cargaison dans l'espace. Est-ce possible ? Le Pentagone répond par l'affirmative, en jouant de façon habile sur la difficulté de l'opinion publique à apprécier correctement les données du problème

(qui ne lui sont d'ailleurs pas soumises dans leur totalité).

Mais comment frapper immédiatement à des milliers de kilomètres si on ne dispose pas d'armes dont les « projectiles » voyageraient à la vitesse de la lumière ?

(1) Commission d'enquête présidée par l'ancien secrétaire d'État William Rogers, chargée de conduire les investigations sur l'accident.

(2) Caspar Weinberger, *Annual Report to the Congress - Fiscal Year 1987*, Washington DC, Government Printing Office, 1986. Dans le budget de l'IDS, il faut compter aussi certains crédits du département de l'Énergie : 603 millions de dollars pour l'année budgétaire 1987, ce qui porte les fonds demandés par l'administration Reagan à 5,4 milliards de dollars.

(3) « Cutbacks to Alter Form of Antimissile Program », *The New York Times*, 27 novembre 1985, et « SDIO Achieving Program Goals While Resolving Technical Issues », *Aviation Week and Space Technology*, 9 décembre 1985.

(4) D'après le traité de Moscou de 1972, les États-Unis et l'Union soviétique ont le droit de déployer un système antimissiles à échelle réduite, avec un maximum de 100 missiles intercepteurs. En 1976, les Américains ont renoncé à leur, qui protégeait la base d'ICBM de Grand-Forks (Dakota du Nord).

LA GUERRE DES ÉTOILES
Double discours

DESCEND SUR TERRE

à Washington

plus grand programme militaire jamais vu en temps de paix et qu'il supprime ainsi l'avantage stratégique dont Moscou était censé disposer. Les partisans de la BMD n'expliquent pas davantage pourquoi les États-Unis ne font pas face à cette menace en transférant tout simplement sous les mers la fraction vulnérable de leur système de dissuasion, c'est-à-dire les missiles basés à terre. En fait, la façon la plus simple de régler le problème de la vulnérabilité des missiles, d'une manière qui ne revienne pas à faire aux Soviétiques des concessions unilatérales, serait d'accepter de négocier avec eux un traité d'interdiction complète des essais. Car des missiles non testés ne sauraient sérieusement porter la première frappe à ce point destructrice que craignent les partisans de la BMD. Pourtant, l'administration Reagan, la presse et tous les spécialistes des questions stratégiques à Washington ont pris le parti de tourner en dérision l'offre soviétique de négocier un tel traité. Ils ont même accusé les Soviétiques de faire preuve d'un cynisme non déguisé en instaurant un moratoire unilatéral pour preuve de leur bonne foi. Le conseil de rédaction du journal *The New York Times* a été particulièrement offensé.

La raison pour laquelle une solution aussi simple se heurte à des sarcasmes aussi sophistiqués est que avec une interdiction des essais c'en serait probablement fini du bon temps. S'il ne pouvait plus tester de nouvelles armes nucléaires, le Pentagone ne serait plus en mesure de distribuer des milliards de dollars aux entreprises d'armement. Les crédits destinés aux groupes de réflexion des généraux en chaise longue de Washington se tariraient. Pour ces gens, la « guerre des étoiles » n'est pas simplement une hypothèse nécessitant des études supplémentaires. C'est une véritable manne offrant des possibilités illimitées de créations d'emplois, d'organisation de séminaires, de passages à la télévision. Un des scientifiques de renom qui travaille pour la « guerre des étoiles » au laboratoire national Lawrence Livermore, en Californie, s'exprime ouvertement à ce sujet : « Franchement, le jeu de l'offensive, outre ses intentions quelque peu douteuses, est terriblement facile. On n'y prend guère de risques. Le succès consiste à enlever un centimètre par ci et un kilo par là ou à déplacer le centre de gravité d'un pouce. C'est un problème d'ingénierie. Les armes défensives ont, elles, à faire face à un défi réel : contre une attaque, elles doivent fonctionner efficacement, être

robustes, et ce dans le meilleur rapport coût-efficacité (9). »

La position de M. Weinberger est sans doute la plus intellectuellement cohérente chez les partisans de la « guerre des étoiles ». Il n'a pas l'intention de gaspiller des centaines de milliards de dollars à poursuivre le rêve impossible de rendre les missiles « obsolescents et impuissants » et il n'est pas davantage désireux d'engager une partie énorme de ses crédits limités pour s'attaquer au faux problème de la vulnérabilité des ICBM. M. Weinberger soutient l'IDS parce qu'il espère retrouver l'avantage dont disposaient les États-Unis lorsqu'ils avaient le monopole de la bombe et qu'ils pouvaient, en toute impunité, menacer de l'utiliser. C'est la seule et unique raison d'être de l'IDS.

En effet, un système défensif, même s'il n'est que partiellement efficace, protégerait un pays de manière tout à fait acceptable si les forces nucléaires de l'adversaire avaient déjà été décimées par une première frappe. En d'autres termes, un tel système n'a de sens que s'il est utilisé avec un armement offensif dans le cadre d'une agression. M. Reagan avait bien compris cela et, dans son discours du 23 mars, il avait rappelé que des systèmes défensifs, « s'ils sont couplés avec des systèmes offensifs, peuvent être considérés comme des encouragements à une politique agressive ». Il avait même ajouté : « ... et personne ne souhaite cela ». Personne peut-être, à l'exception - significative - du secrétaire américain à la défense. Devant la commission des forces armées du

Sénat, en février 1984, M. Weinberger déclarait : « Si nous pouvons nous doter d'un système efficace, dont nous savons qu'il rendra leurs armes impuissantes, nous nous retrouverons dans la situation où nous étions le seul pays détenteur de l'arme nucléaire, et nous ne nous en sommes pas servis pour menacer les autres (10). » Et le même M. Weinberger reconnaissait que « le déploiement par les Soviétiques d'une défense stratégique efficace est la plus effrayante perspective que je puisse imaginer (11) ».

En d'autres termes, M. Weinberger est en train de faire sienne l'opinion que les Russes ont de l'IDS, et de répéter celle du président Reagan. Et s'il lui est si facile de commencer à trembler devant les « perspectives

effrayantes » d'un système de défense soviétique, il n'en est que mieux placé pour comprendre la préoccupation des Russes à l'égard de l'orientation actuelle de la politique américaine.

Le rêve présidentiel d'un « peuple libre, confiant que sa sécurité ne repose pas sur la menace de représailles américaines immédiates pour dissuader une attaque soviétique » ne manque pas d'efficacité pour faire débours des dollars au contribuable américain et à assurer un certain soutien au Congrès. Mais ces fonds sont ensuite utilisés à d'autres fins, ce qui a conduit des membres de la communauté scientifique gouvernementale à se dissocier des proclamations de leurs supérieurs quant à de prétendus « succès » d'essais (12). Le Dr George H. Miller, qui dirige le programme de recherche sur la défense au laboratoire Lawrence Livermore, s'est déclaré « alarmé par l'ampleur des exagérations et des promesses, et par le refus de prendre ce programme pour ce qu'il est réellement : un programme de recherche dans lequel des quantités de questions restent encore sans réponse (13) ».

M. Reagan a promis au Congrès et au peuple américain un système qui mettrait fin à la dépendance des États-Unis envers la dissuasion nucléaire, qui les libérerait de la menace d'une guerre atomique et qui, de ce fait, créerait une atmosphère de confiance et de bonne volonté entre les Deux Grands. Une atmosphère que contredit chaque minute de chaque jour de l'histoire des relations entre Washington et Moscou...

Les successeurs de M. Reagan se demanderont sans doute un jour comment une démocratie disposant, pour la guider, d'une classe politique éduquée et expérimentée a pu être victime d'une aussi gigantesque supercherie.

ERIC R. ALTERMAN.

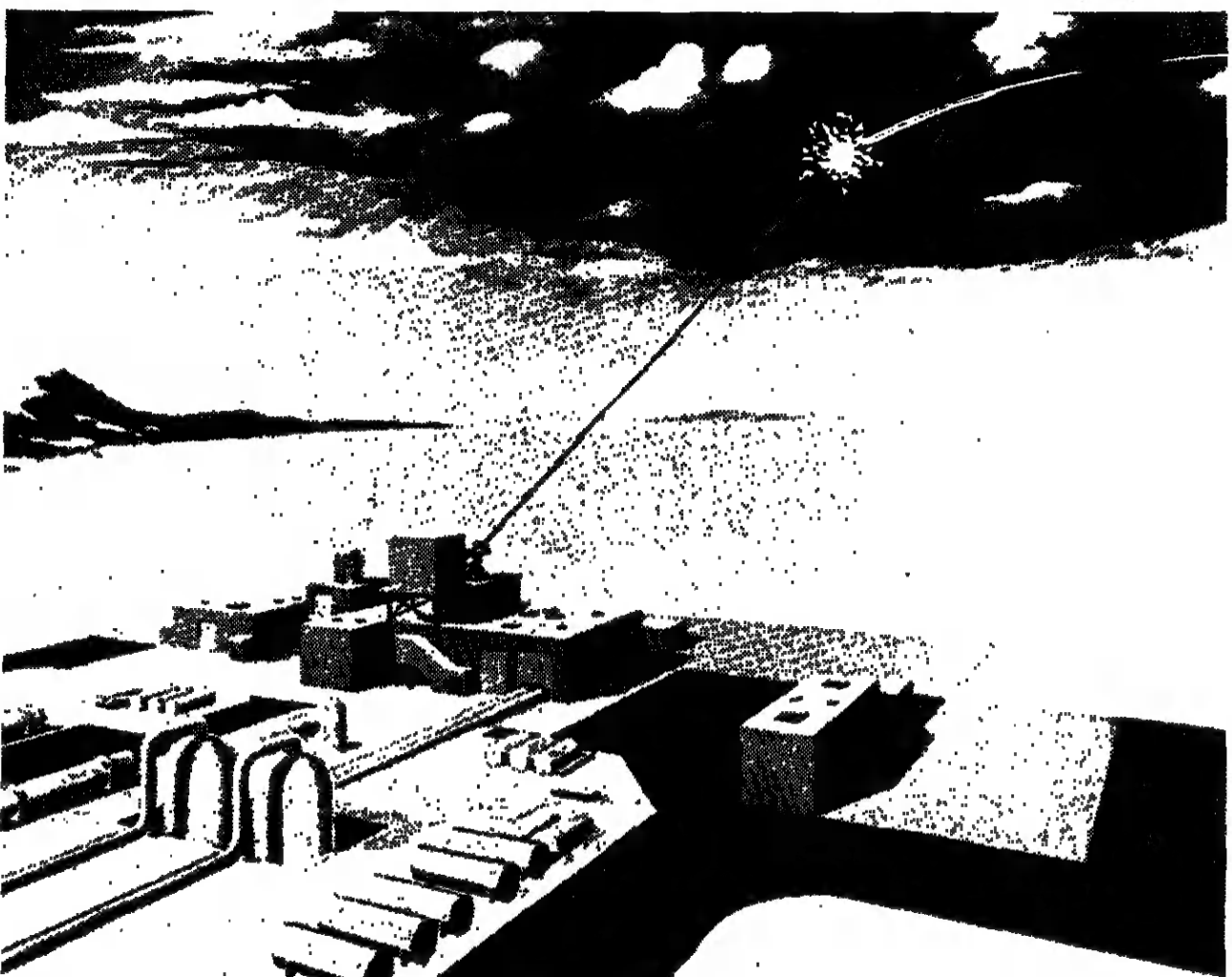
(9) Lowell Wood, cité dans William Broad, « The Scientists of Star Wars », GRANTA n° 16, hiver 1985-1986.

(10) Cité dans Union of Concerned Scientists, op. cit.

(11) Voir *The New York Times*, 8 mars 1985.

(12) On trouvera le récit d'expériences laser de 1985, indûment présentées par le général Abrahamson comme des « succès majeurs », ainsi que celui des limites de l'expérience HOE, de juin 1984, dans l'ouvrage de Carlos de Sa Rego et Fabrizio Tonello, *La Guerre des étoiles*, La Découverte, Paris, 1986.

(13) Voir *The New York Times*, 16 décembre 1985.



REPRÉSENTATION D'UN ESSAI DU LASER HAUTE-ÉNERGIE
La recherche, à tout prix, de la supériorité stratégique

(Sygma)

zones d'ombre du défi technologique

On peut envisager le déploiement de quelques dizaines de satellites, armés de petits missiles autoguidés hypervirides (10 km/seconde). Leur portée effective, un millier de kilomètres, ne saurait cependant assurer une couverture efficace face à un lancement massif de fusées soviétiques et exigerait, de surcroît, la mise en orbite d'un nombre très élevé de plates-formes spatiales.

Le tour de passe-passe auquel se livrent les responsables américains dans le débat avec les opposants à l'IDS se fonde sur la différence considérable qui existe entre une faisabilité scientifique, une capacité technique et

un déploiement effectif. Le virage vers une nouvelle conception, beaucoup moins ambitieuse, du système antimissiles américain ne pourra qu'être accéléré par l'explosion de *Challenger*. La navette, en effet, joue un rôle capital dans l'IDS : d'un côté, elle permet de réaliser certains essais, vitaux pour la poursuite du programme, de l'autre elle serait chargée, le moment venu, de transporter dans l'espace les composants-clés du système.

Une mission dans le cadre de l'IDS avait ainsi été accomplie en juin 1985 par *Discovery* : un faisceau laser de faible puissance, émis à partir d'une base

de l'armée de l'air américaine aux îles Hawaï, avait « illuminé » pendant deux minutes un petit miroir placé sur un hublot de la navette en orbite. La valeur scientifique de cette expérience est quelque peu douteuse, mais elle venait à point pour convaincre le Congrès de la nécessité de voter les crédits pour l'IDS.

Dès 1985, le général Abrahamson avait prévu d'utiliser les navettes au moins deux fois par an pour des missions liées à l'IDS, notamment celles du projet ATP d'acquisition de cibles, de repérage et de pointage (*Acquisition, Tracking and Pointing*) qui poursuit les travaux de l'ancien programme

Talon Gold. L'expérience du même nom, qui aurait dû avoir lieu fin 1988 ou début 1989, avait été annulée pour faire place à des essais ponctuels de capteurs et autres équipements nécessaires pour repérer et suivre une cible en mouvement dans l'espace. D'autres essais de certaines technologies actuellement à l'étude exigent aussi l'utilisation de la navette, notamment les programmes BSTS, de système de repérage et de surveillance de la phase de propulsion d'un missile adverse (*Boost Surveillance and Tracking System*) et SSTS, de surveillance et de repérage dans l'espace (*Space Surveillance and Tracking System*).

L'*Orient Express*, un avion qui devrait atteindre n'importe quel endroit de la planète en moins de trois heures, n'est, d'après plusieurs experts américains, qu'un prétexte pour financer la recherche sur la super-navette dont les militaires américains ont besoin (7).

Il est cependant douteux que l'*Orient Express* voie le jour avant 1995, et nul ne sait s'il aura vraiment la souplesse et la fiabilité nécessaires pour la mise en orbite de centaines, voire de milliers de plates-formes spatiales.

Les difficultés s'opposant à la mise au point rapide d'une nouvelle génération d'armes ne sont certainement pas moins importantes que celles de la logistique.

En septembre 1985 déjà, le rapport sur l'IDS du Bureau d'évaluation technologique du Congrès américain (OTA) affirmait : « Ce type d'appareillage [les lasers chimiques] serait de plusieurs ordres de grandeur au-delà des capacités actuelles (8). » Et encore : « La faisabilité du développement d'une source d'énergie très fiable, d'une puissance de plusieurs mégawatts, à temps pour le déploiement d'armes antimissiles, doit encore être démontrée (9). »

(Lire la suite page 6.)

(5) Les navettes dépendent de la NASA, qui est un organisme civil. Les militaires américains, bien entendu, cherchent depuis longtemps à se débarrasser de cette tutelle et à mettre en place des structures autonomes dans le domaine spatial.

(6) D'après les calculs de la *Strategic Defense Initiative Organization* (SDIO), le déploiement du bouclier spatial pourrait exiger 5 000 vols de la navette ou de vecteurs de même charge utile. Au rythme de 12 vols par an, il faudrait compter environ quatre siècles.

(7) Eliot Marshall, « NASA and Military Press for a Spaceplane », *Science*, 10 janvier 1986.

(8) U.S. Congress, Office of Technology Assessment, *Ballistic Missile Defense Technology*, OTA-ISC-254, Washington DC, 1985, page 149.

(9) *Ibid*, page 170.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES
AMBASSADES - CONSULATS - DIPLOMATES
ÉTUDIANTS - STAGIAIRES - NON-RÉSIDENTS

Cette annonce vous concerne

SIVAX

DISTRIBUTEUR OFFICIEL
D'AUTOMOBILES
A L'EXPORTATION

met à votre disposition
son service de ventes directes
pour l'achat de véhicules

Toutes marques - tous modèles
POUR TOUS LES PAYS DU MONDE
IMMATRICULATIONS TT - CMD - CD - K et WW.
Livraison à Paris et à l'étranger.
Tarif préférentiel TT et CD clé en main.
Une seule démarche.
Un seul interlocuteur : SIVAX.

59, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. 45-63-76-75 - Téléc. n° 280 192

Les déboires de la navette

OR la destruction de *Challenger* prive les États-Unis d'un quart de leur flotte et, surtout, imposera des délais très longs avant que les vols puissent reprendre. Pour l'armée de l'air américaine, qui vient d'inaugurer sa première base spatiale (5) à Vandenberg, en Californie (coût : 3 milliards de dollars), le coup est très sérieux.

Cela d'autant plus que, en concentrant leurs efforts sur la navette comme véhicule à tout faire, les États-Unis ont mis « tous leurs œufs dans le même panier ». Aujourd'hui, l'idée d'utiliser un seul engin spatial pour mettre en orbite des satellites commerciaux, réaliser des expériences scientifiques (civiles et militaires), mettre en place un système antimissiles, est de plus en plus contestée.

Les militaires américains pourraient compter, dans deux ans, sur un nouveau missile pour lancer leurs satellites (le programme CELV : *Complementary Expandable Launch Vehicle*). Il ne saurait, cependant, remplacer la navette dans les multiples tâches qu'exige la mise en place d'un bouclier spatial.

Dès le début, la logistique avait été considérée comme un problème gigantesque pour l'IDS. Les navettes de première génération ne peuvent transporter qu'une charge utile de 30 tonnes sur une orbite à 200 km de la Terre, et des cargaisons plus réduites sur des orbites plus hautes. Elles ne sont donc pas en mesure de placer dans l'espace les milliers de tonnes d'appareillages indispensables à un véritable système défensif (6).

En 1983 déjà, la commission Fletcher s'était penchée sur ce problème et avait conclu à la nécessité d'importants progrès dans le domaine du transport spatial. Pour mettre en orbite les capteurs, les armes et leurs sources d'énergie, il serait nécessaire de développer un véhicule spatial capable d'emporter jusqu'à 100 tonnes de matériel. Cette super-navette devrait en outre être capable de se déplacer d'une orbite à une autre pour assurer la maintenance des plates-formes spatiales.

Ce véhicule, qui devrait être plus puissant, plus souple, plus fiable et... moins cher que la navette d'aujourd'hui, a d'étranges similitudes avec le projet d'avion spatial baptisé *Orient Express* par le président Reagan, qui en a vanté les mérites dans son discours sur l'état de l'Union en février dernier.

Le « réalisme » d'une

(Suite de la première page.)

Il conviendrait alors de leur expliquer que le Congrès réduit le budget de l'IDS (5), et que, si Londres fut le premier gouvernement à conclure avec Washington un accord de participation, c'était sous une menace précise: à défaut d'une telle approbation, des « chasseurs de têtes » américains étaient prêts à débâcher les savants et ingénieurs britanniques dont les États-Unis ont besoin (6). Sollicités avec la même insistance, les Allemands crurent pouvoir obtenir des Anglais qu'ils leur révèlent amicalement la substance de l'accord. Las! le contenu en est tellement dérisoire que, invoquant un bien compréhensible devoir de discrétion, Londres refusa de communiquer un document qui l'aurait ridiculisé. Pour ne pas déplaire au grand protecteur, Bonn finit quand même par s'engager. Puis Rome agit de même. M. Chirac paraît convaincu que de tels accords sont vides. Pourquoi ne le dit-il pas?

De toute façon, le traité de 1972 prohibant les armes antibalistiques interdit aux États-Unis de livrer à une tierce puissance toute information relevant de ce domaine (7). La collaboration de certains pays à la recherche sur l'IDS sera bien, comme le craignaient les Allemands, une rue à sens unique. Priés d'apporter leur concours, les Européens, en retour, recevront des miettes inoffensives.

M. Chirac l'a fort bien dit, le 22 mai: il serait « irresponsable de rester au bord de la route », de contempler passivement les efforts déployés par les Deux Grands pour maîtriser les techniques de l'espace. D'autant que, a-t-il rappelé, la France est « la troisième puissance spatiale ». Elle ne peut tenir tête à ses concurrents qu'avec le concours de ses partenaires européens. Tout cela est en germe dans Eureka - non pas pour des objectifs martiaux, mais pour des fins pacifiques. C'est en accentuant le mouvement dans cette direction que M. Chirac se montrerait réaliste.

La première grande imposture de l'IDS est de se présenter comme un projet défensif. M. Chirac semble bien avoir gobé ce bobard: « Il n'y a pas d'exemple, a-t-il encore dit le 22 mai, que le renforcement de l'épée n'ait pas comporté un renforcement du bouclier ». Outre que le sophisme est aisément réversible, toutes les technologies du « bouclier spatial » peuvent être utilisées pour l'offensive. Ainsi les « satellites tueurs » auraient la faculté de frapper alors même que n'aurait été détecté aucun tir de fusée ennemie. De même, les grands ordinateurs de la « guerre des étoiles » seraient disponibles aussi bien pour l'attaque que pour la défense. Enfin, les physiciens de R et D Associates, organisation de recherche militaire basée à Los

Angeles, ont éprouvé le besoin de détruire une rassurante illusion en précisant que, « en quelques heures, un laser assez puissant pour faire face à la menace d'un missile balistique peut aussi détruire par le feu les principales villes de l'ennemi ». C. L. Herzberg, de l'Argonne National Laboratory, affirme que les lasers ainsi utilisés provoqueraient « une catastrophe climatique semblable à la glaciation nucléaire ». Fermes partisans d'un renforcement militaire des États-Unis, deux autres physiciens, MM. Ambert L. Latter et Ernest A. Martinelli, aboutissent à cette sobre conclusion:

« Après avoir dépensé des centaines de milliards de dollars [pour l'IDS], nous serions ramenés à notre point de

départ: la dissuasion par les représailles. Nos villes seraient les otages non plus des armes nucléaires, mais des lasers (8). »

Sous son habillage pacifique, l'IDS amplifie la menace. Chacune des composantes du « bouclier » conduit à une arme offensive plus puissante que les précédentes. La « guerre des étoiles » marque une étape nouvelle dans la course aux armements, mais avec deux caractéristiques propres: elle a besoin de centaines de milliards de dollars, de budgets sans commune mesure avec ceux que l'on a connus dans le passé; elle ne garantit nullement un équilibre, mais porte les capacités de destruction à un niveau jamais vu dans l'histoire.

Deuxième imposture, son objectif proclamé - mettre les populations à

l'abri des armes nucléaires - peut-il être atteint? En un domaine d'une telle technicité, dont les données de base échappent à l'entendement du président Reagan, on fera moins confiance à l'opinion de M. Jacques Chirac qu'au jugement de ces six mille cinq cents scientifiques américains, parmi lesquels quinze lauréats du prix Nobel, qui se sont engagés à refuser pour leurs laboratoires tout crédit destiné à financer la recherche sur l'IDS, car ils estiment le projet « mal conçu et dangereux ». Ils engagent avec eux les départements de physique des vingt premières universités américaines. Dans l'autre camp, M. Fred Seitz, ancien président de l'université Rockefeller, à New-York, n'a pu recueillir la signature que de quatre-vingts scienti-

fiques américains qui appuient l'IDS (9).

Pourquoi, sur un sujet aussi important, un débat d'une telle ampleur ne parvient-il pas aux oreilles des publics européen et français? On serait tenté d'avancer un sinistre constat: que la télévision soit privatisée ou non, que le groupe Hersant domine ou non la presse écrite, que les « news magazines » se veuillent de gauche ou de droite, tout le monde s'accorde à considérer que le Mondial est plus important que la « guerre des étoiles », que le meurtre du petit Gregory, ou la mort de Coluche (cinq pages dans le *Matin*, douze dans *Libération*, le 20 juin dernier), pose des problèmes plus passionnants que la militarisation de l'espace, et que le public, saisissant difficilement ce qui s'exprime en milliards de dollars et en années-lumière, s'intéresse plus volontiers à la météo du prochain week-end.

Tenu sous le boisseau, ce débat ne manque pourtant pas de révéler ce qui grouille dans certaines cervelles. Un exemple entre autres. Après avoir travaillé à Los Alamos pendant la guerre et provoqué la chute de Robert Oppenheimer, père de la bombe A, après avoir ensuite dirigé les travaux qui conduisirent à la bombe H, l'étonnant personnage qu'est M. Edward Teller préside depuis des années aux destinées du laboratoire de Livermore (Californie). Il joua un rôle important pour rallier M. Reagan au projet de « guerre des étoiles ». Son principal disciple est le docteur Lowell Wood, qui, dans une conférence internationale, a déclaré que les scientifiques américains sceptiques sur les chances de l'IDS pouvaient se compter « sur les doigts d'une main estropiée » (10). Estropiée comment? Par radiations nucléaires ou par laser? Cette main, en tout cas, compte quelque six mille cinq cents doigts.

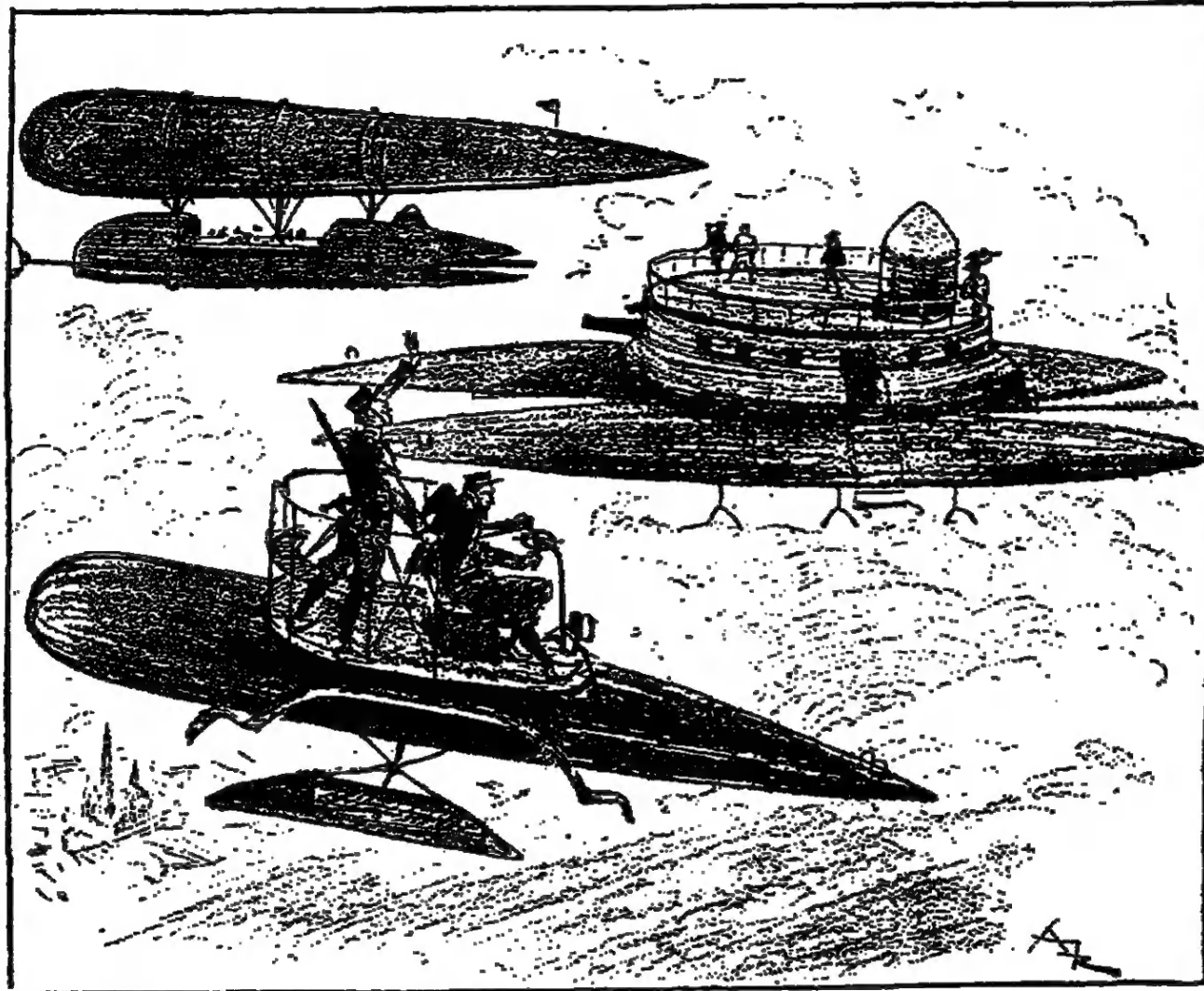
(5) Voir l'article de Fabrizio Tonello, p. 4.
(6) Lord Zuckerman, ancien conseiller scientifique de plusieurs premiers ministres britanniques, « The Wonders of Star Wars », *The New York Review of Books*, 30 janvier 1986.

(7) Cette référence au traité de 1972 figure explicitement dans l'accord « secret » que Washington a conclu avec Bonn et qui a été rendu public par la presse allemande; voir *le Monde*, 20-21 avril 1986.

(8) « Physicists Questioning Laser Defense », *International Herald Tribune*, 13 janvier 1986.

(9) *International Herald Tribune*, 15 mai 1986.

(10) Cf. l'article de Lord Zuckerman, déjà cité. Sur l'état d'esprit de l'équipe qui travaille à Livermore, voir le livre de William J. Broad, *Star Warriors: A Penetrating Look Into the Lives of the Young Scientists Behind Our Space Age Weapons*, Simon and Schuster, New-York, 245 pages.



SURVEILLANCE AÉRIENNE DES FRONTIÈRES.

ILLUSTRATION D'A. ROBIDA EN 1883 POUR UN OUVRAGE D'ANTICIPATION
Au nom d'une paix illusoire, porter la guerre dans l'espace

Les zones d'ombre du défi technologique

(Suite de la page 5.)

Les plus grands espoirs des reaganiens reposent sur le laser à rayons X, qui devrait concentrer l'énergie produite par une explosion thermonucléaire et la diriger sur des cibles, au lieu de la laisser se disperser dans toutes les directions.

Ce programme ultrasécrit, pour lequel le département de l'énergie dépensera, en 1986, 100 millions de dollars et celui de la défense 20 millions, pourrait bien cependant s'avérer incapable d'aboutir à une arme efficace. Des scientifiques américains, au courant des travaux effectués au laboratoire national Lawrence Livermore,

ont affirmé au magazine *Science* (10) que les instruments utilisés pour mesurer les résultats des essais n'étaient pas fiables, et que personne n'était donc en droit d'affirmer que des progrès avaient été accomplis.

Le scandale provoqué par ces révélations a été tel que, en décembre 1985, trente parlementaires américains ont adressé une lettre à M. Caspar Weinberger pour demander la suspension des essais et l'ouverture d'une enquête. Fin décembre, le Pentagone a néanmoins effectué un essai supplémentaire, dénommé *Goldstone*, qualifié également de « succès ».

Sur le terrain scientifique, la polémique va sans doute se poursuivre, mais là n'est pas le plus important: d'un côté, le laser à rayons X qui, pour son fonctionnement, nécessite une bombe de 500 kilotonnes à 1 mégatonne, ne remplit pas la condition posée par le président Reagan (n'utiliser que des technologies non nucléaires pour la défense antimissile); de l'autre, il pourrait bien être une arme peu fiable et difficile à intégrer dans un système défensif complexe.

Dès le lancement de l'IDS, les scientifiques qui travaillent au programme ont cherché à imaginer des solutions pour pallier la vulnérabilité des cap-

teurs et des armes déployés dans l'espace. Rien de plus simple, en effet, qu'une attaque directe contre des satellites ou des plates-formes spatiales dont les orbites sont parfaitement connues. Il en va de même pour des tentatives d'« aveuglement » du système par des explosions nucléaires ou par des « mines spatiales » qui en détruiraient certains composants-clés.

Tandis que, dans les bureaux de la Strategic Defense Initiative Organization (SDIO), il y a encore des gens pour envisager sérieusement les solutions les plus fantaisistes (dans la version secrète du rapport Fletcher, on proposait de « cuirasser » les plates-formes spatiales en utilisant des matériaux prélevés sur la Lune ou sur des astéroïdes), la grande majorité des scientifiques américains affichent ouvertement leur scepticisme. D'après un sondage conduit par l'*Union of Concerned Scientists*, 67 % des physiciens américains considèrent « improbable ou très improbable » qu'une défense antimissile basée dans l'espace puisse protéger la population américaine, et 62 % sont opposés au déploiement d'un tel système. Il y a quelques semaines, six mille cinq cents scientifiques américains, dont plusieurs prix Nobel, ont signé un appel contre l'IDS.

Ces difficultés ne découragent pas les partisans américains de l'IDS et leurs émules européens. L'idée qu'il suffit de mettre au travail beaucoup de gens intelligents et de leur donner beaucoup d'argent pour obtenir le résultat espéré reste dominante à Washington.

Renoncer à attaquer les fusées soviétiques dès leur phase de propulsion (tâche que seules les armes basées dans l'espace peuvent accomplir) équivaut, en fait, à se contenter d'un sys-

tème défensif partiel qui ne changera rien à la vulnérabilité des villes américaines. La dissuasion fondée sur la menace de représailles, plusieurs fois qualifiée d'« immorale » par M. Ronald Reagan, repose donc la base de la stratégie américaine. Ce qui n'empêchera pas le Pentagone de trouver des utilisations « offensives » aux armes « défensives » conçues dans le cadre de l'IDS.

Les conservateurs les plus sérieux l'ont compris depuis fort longtemps, et ce n'est pas un hasard si l'objectif de « rendre les armes nucléaires impuissantes et obsolescentes » a pratiquement disparu des déclarations officielles. Le but affiché aujourd'hui est bien plus modeste: « augmenter les incertitudes » chez l'adversaire (quant aux résultats d'une attaque nucléaire) et « renforcer la dissuasion » en y ajoutant une composante défensive. Au colloque organisé par le magazine *Time* le 3 juin dernier, M. Richard Perle a notamment affirmé: « Le but de l'IDS est la défense des capacités de représailles des États-Unis (11). »

Le rêve reaganien, désormais repoussé au vingt et unième siècle, ne peut cependant pas disparaître complètement. Il serait en effet difficile d'obtenir du Congrès des sommes fabuleuses pour la simple protection des bases des missiles intercontinentaux américains et de quelques centres de commandement. Surtout si, en même temps, les négociations de Genève sur les armes nucléaires continuent de piétiner.

FABRIZIO TONELLO.

(10) Jeffrey Smith, « Experts Cast Doubts on X-Ray Laser », *Science*, 8 novembre 1985.
(11) *Time*, 23 juin 1986.

Décorticages de l'IDS

L'INITIATIVE de défense stratégique de M. Reagan a suscité des flots de commentaires mais peu de travaux de synthèse. Dans une moindre mesure, il en est allé de même pour le projet Eureka qui, lui, n'a qu'un an (1).

Pour ce qui est de l'IDS, bon nombre de commentateurs et d'hommes politiques continuent de prendre pour argent comptant le discours de M. Reagan du 23 mars 1983 et d'en rester là. Pourtant, deux ouvrages remarquables sont disponibles, qui proposent un décorticage complet de la « guerre des étoiles ».

Dans le premier (2), le grand historien britannique E. P. Thompson a réuni autour de lui trois spécialistes, dont John Pike, directeur associé pour la politique spatiale à la Fédération des scientifiques américains et qui a rédigé le chapitre sur le programme soviétique ASBM. L'historique de la défense spatiale, le contenu de l'IDS et ses effets - à ce jour, désastreux sur le désarmement - sont par ailleurs décrits avec minutie. Dans l'essai de conclusion - significativement intitulé « La comète de la folie », - E. P. Thompson souligne que le « zèle eschatologique » dont relève la présentation reaganienne de la « guerre des étoiles » fait partie de la tradition populiste américaine. En 1912, nous rappelle-t-il, Theodore Roosevelt faisait déjà campagne sur les paroles de la chanson: « Nous sommes à Armageddon et nous livrons bataille pour le Seigneur ». En 1986, la culture populaire américaine flirte avec la bombe (3)...

Le livre de Carlo de Sa Rego et de Fabrizio Tonello (4) est un modèle de clarté d'exposition et une mine d'informations sur la « guerre des étoiles », sa genèse et son environnement. Les deux auteurs expliquent en particulier, dans une langue accessible, quelles sont les différentes technologies sur lesquelles travaillent les chercheurs de l'IDS. Des encadrés historiques, un glossaire très utile et une bibliographie normalement complétant ce travail de vulgarisation de très haut niveau.

A noter également un dossier très bien conçu sur la « guerre de l'espace » dans la revue du ministère de la défense, *Armées aujourd'hui* (5).

B. C.

(1) Voir les dossiers « Les ambitions d'Eureka », *le Monde diplomatique*, août 1985, et « Industrie: la vraie naissance d'Eureka », *Sciences et techniques*, janvier 1986.

(2) *Star Wars*, publié sous la direction de E. P. Thompson, Pantheon Books, New-York, 1985, 165 pages, 5,95 dollars.

(3) Voir l'article de Konrad Ege dans *le Monde diplomatique*, juin 1985.

(4) *La Guerre des étoiles*, La Découverte, collection « Repères », Paris, 1986, 126 pages, 32,50 F.

(5) *Armées aujourd'hui*, n° 110, mai 1986, 11 F. - 19, boulevard de Latour-Maubourg, 75326 Paris Cedex 07.

AUX PLANS DE PRIVATISATION

droite libérale

Deux fois lauréat du prix Nobel, le docteur John Bardeen, conseiller scientifique de la Maison Blanche lorsque M. Reagan prononça son discours sur l'IDS, estime que, à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement, seuls quelques scientifiques américains croient que le « bouclier spatial » peut être réalisé dans un avenir prévisible.

Mieux encore, M. Edward Teller lui-même déclare : « Un grand nombre de scientifiques américains, peut-être la majorité d'entre eux », sont hostiles à l'IDS (11).

Vains espoirs et convoitises

DANS un rapport rédigé à la demande du Congrès, le docteur Ashton Carter, qui bénéficia pour la circonstance du concours des laboratoires de Los Alamos et de Livermore aussi bien que de la CIA, estimait que les chances d'aboutir à « un système de défense parfait ou presque parfait sont tellement lointaines qu'elles ne devraient servir de base ni aux espoirs du public ni à une politique nationale de défense antimissile (12) ».

secrétaire à la défense, ancien président du California Institute of Technology, président de l'Institut de politique étrangère de l'université Johns Hopkins. Dans *Foreign Affairs* (17), il fait le point de l'état des recherches dans tous les secteurs concernés par l'IDS, marque l'écart entre ce qui est effectivement réalisable et ce qui pourrait déboucher sur un ensemble cohérent efficace, signale par exemple que « tout système de laser serait vulnérable à d'autres lasers », de même que tout satellite serait à la merci des contre-mesures prises par l'ennemi.

Cette conclusion suscita un émoi tellement vif que le Congrès commanda, sur le même sujet, une enquête plus approfondie (13). Celle-ci produisit un effet catastrophique dans les rangs des partisans de l'IDS, car elle signalait que l'URSS « développe avec vigueur les technologies avancées » utilisables dans la défense antimissile, sans pour autant avoir la moindre avance sur les Etats-Unis « dans l'une quelconque des vingt technologies de base » qui peuvent améliorer les capacités militaires. Le même rapport rejoignait les conclusions du docteur Ashton Carter : il est impossible, comme le promet M. Reagan, d'assurer la survie de la population américaine si l'URSS est déterminée à l'anéantir (14). Le « bouclier spatial » est un beau rêve. Mais c'est un rêve.

Tous ces documents ramènent le rêve réaganien aux réalités du laboratoire et de l'ingénierie, détruisent l'illusion d'une fantastique « ligne Maginot » de l'espace, présentent l'IDS sous son véritable jour : d'une très douteuse efficacité pour la défense, elle démultiplie les capacités offensives dans des domaines où l'URSS ne reste pas inactive. Tel est le projet auquel le président de la République a refusé d'associer la France, mais que, sans entrer dans le détail, M. Chirac approuve, acceptant sans grand examen ce qui fait reculer les meilleurs savants américains.

Un rêve onéreux, donc très attrayant pour tous ceux qui, au pays de la libre entreprise, lorgnent avec avidité les financements publics. Chacune des technologies concernées par le projet sera perfectionnée grâce à des fonds d'Etat. Cela donnera-t-il un « bouclier » tant soit peu efficace ? Chacun de leur côté, le docteur David Parnas, du Bureau de recherche navale, et le docteur Herbert Lin, du Massachusetts Institute of Technology, sont arrivés à la même conclusion : avant longtemps, il sera impossible de construire le réseau d'ordinateurs et d'élaborer le logiciel (« intelligence artificielle ») capable d'effectuer des centaines de milliards d'opérations par seconde pour coordonner avec sûreté l'ensemble des systèmes impliqués (15). Le même scepticisme est exprimé par *Armées d'aujourd'hui*, revue publiée par le ministère français de la défense (16).

Ainsi est-on amené à poser trois questions graves. Alors que la gauche serait la proie permanente de tentatives idéologiques qui faussent sa vision des choses, la droite aurait le monopole du réalisme et, seule, serait apte à servir efficacement l'intérêt national, mais :

Si le gouvernement français n'a pas pris connaissance de ces divers travaux, il peut au moins se reporter au récent article de M. Harold Brown, ancien

M. Chirac est-il réaliste en approuvant l'IDS sans tenir compte des objections et réserves formulées par le Congrès des Etats-Unis, qui tient les cordons de la bourse, et par les plus éminents scientifiques américains ?

Sert-il l'intérêt du pays en engageant dans un projet dont l'avenir est aussi incertain (car il ne peut aboutir que s'il est soutenu par les cinq présidents qui succéderont à M. Reagan) et qui, en tout cas, n'atteindra pas son objectif proclamé : l'élimination de l'équilibre de la terreur, jugé « immoral » par M. Reagan ?

Le réalisme et le souci de l'intérêt national ne devraient-ils pas plutôt inciter le gouvernement à pousser à fond la coopération européenne pour la maîtrise des technologies de pointe ?

miens contacts avec le Maghreb l'ont vite convaincu de renoncer à cette dernière prétention, qui aurait ruiné la confiance indispensable à toute politique de coopération. Les autorités réserveront donc leurs soins diligents aux immigrés « illégaux », ce qui n'empêchera nullement les terroristes de se procurer des pièces d'identité à toute épreuve. Mieux encore, on rémunérera la délation. Pourquoi s'en indigner ? « La police, dit M. Albin Chalandon, a depuis toujours ses informateurs (21) ».

Les citoyens honorables sont ainsi conviés à se transformer en indicateurs, comme de vulgaires malfaiteurs. Emporté par sa fougue libérale, le garde des Sceaux s'obstine à vouloir « chercher dans le secteur privé le moyen de construire et de financer les prisons » et veut « demander à l'initiative privée

de fournir un produit qui s'appelle une prison clés en main » (22). Avec un irréalisme dont on pensait qu'il ne le caractérisait pas, le ministre de la justice établit même une audacieuse comparaison entre les prisons et les autoroutes privées, qui, elles, pouvaient séduire les investisseurs dans la mesure où elles sont financées par le péage. Merveille du libéralisme : pour les prisons, le « péage » sera acquitté par l'Etat. Ingénument, M. Chalandon avoue ne pas avoir eu le temps d'aller voir comment les « prisons privées » fonctionnent aux Etats-Unis, mais il a accepté de recevoir « deux entreprises américaines [qui] nous ont proposé de venir ici nous montrer leurs réalisations ». La déraison n'a plus de limites lorsque, au nom de l'idéologie libérale, le pouvoir veut prendre exemple sur le pays qui bat tous les records de délinquance.

complexes... Heureusement, Louis Pauwels n'est pas à court de ressources. Un peu embarrassé, donc d'autant plus péremptoire, il se garde de s'aventurer sur ce terrain semé d'embûches, et, superbe, écrit : « Je vous passe l'analyse technique (23) ».

C'est, en effet, préférable. Une seule chose compte, qui, elle, se passe d'une trop grande technicité : le grand sabbat de la privatisation, les joyeuses bacchanales organisées pour fêter les faveurs accordées par l'Etat à ceux qui veulent moins d'Etat, les saturnales d'un capitalisme sauvage rendu à son irréfragable logique : « Messieurs, enrichissez-vous. » Voilà qui est réaliste, moderne, national.

CLAUDE JULIEN.

« Je vous passe l'analyse technique »

LORSQUELLÉ rongerait son frein dans l'opposition, l'actuelle majorité se sentait vertueuse et réaliste en s'indignant, comme un seul homme, des propos tenus par M. Paul Quilès au Congrès de Valence. Comment, on osait parler de faire tomber des têtes ? Voyez comme nous sommes tolérants et respectueux de la diversité qui fait la France ! Il va de soi que les « représentants » privés garderont M. Hervé Bourges à la tête de l'IFP, c'est de son plein gré que M. Claude Quin a quitté la direction de la RATP, il n'y a pas de chasse aux sorcières, M. Chirac n'a pas eu l'indignité de critiquer publiquement le représentant de la France aux Nations unies, et il n'a pas davantage, avec l'ambassadeur de Tunisie en France, ourdi une médiocre cabale contre l'ambassadeur de France à Tunis. Scrupuleux serviteur de l'intérêt national, le premier ministre ne pouvait attendre ces deux diplomates dans leur personne, il les a atteints dans leur fonction, dans la République qu'ils représentent.

coup plus prosaïque : l'argent. On gèle les salaires dans la fonction publique et on libère les prix dans les services : réaction. On se veut moderne et social, mais on vide de sa substance la concertation avec les syndicats comme avec les présidents d'université. On allège la pression fiscale, mais on n'acceptera pas de déficit budgétaire, car ce tour de prestidigitation que M. Reagan a raté, M. Chirac, lui, le réussira.

Pourquoi ? Mais parce que le dogme libéral est inflexible. Louis Pauwels le démontre brillamment en brossant le portrait d'un imaginaire président de la République qui, dans sa sagesse, décide de « diminuer de moitié au moins (et en supprimant la progressivité) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ». C'est ce qu'il appelle joliment une « année sabbatique de la fiscalité ». Et le miracle ne manque pas de se produire : on constate aussitôt « un formidable accroissement de la demande, un développement de l'offre jamais atteint ». Comment ? Ah ! ces matières sont décidément fort

Tout cela n'est que brochant. L'essentiel se joue sur un terrain beau-

(11) Déclaration de M. Edward Teller à W.J. Broad, op. cit.

(12) Ashton Carter, *Directed Energy Missile Defense in Space*, Office of Technology Assessment, Congrès des Etats-Unis, avril 1984.

(13) Elle fut confiée à une équipe ou figuraient des responsables des grands laboratoires travaillant pour le Pentagone, des dirigeants des principales industries produisant pour la défense, le général David Jones, ancien chef de l'état-major combiné, etc.

(14) *Ballistic Missile Defense Technology*, Office of Technology Assessment, Congrès des Etats-Unis, 325 pages.

(15) Cf. leurs articles, respectivement dans *l'American Scientist*, n° 73, 1985, et dans le *Scientific American*, décembre 1985.

(16) *Armées d'aujourd'hui*, n° 110, mai 1986.

(17) Harold Brown, « Is SDI Technically Feasible ? », *Foreign Affairs*, n° 3, 1985.

(18) Voir page 2, l'article de Philippe Mesquin, qui s'appuie sur le livre *Pilotes du 3^e type*, pour, à juste titre, parler de la « médiocrité du capitalisme français ».

(19) Voir sous ce titre le dossier du *Monde diplomatique*, février 1986.

(20) Cf. Entretien avec M. Bernasconi, *Décider*, n° 10, mai 1986.

(21) Entretien accordé au *Figaro Magazine*, 31 mai 1986, page 108.

(22) *Idem*, page 110.

(23) Louis Pauwels, « Le président Dupetit-Legrand », le *Figaro Magazine*, 31 mai 1986, page 23.

Les songes-cœurs de la prospérité et de la sécurité

LES réponses à ces trois questions paraissent assez claires. Elles surprennent d'autant moins que l'on peut tout autant douter du réalisme du gouvernement français en politique intérieure.

Si son objectif majeur est de développer et moderniser le potentiel industriel du pays, il n'est pas réaliste de drainer l'épargne individuelle et d'importants capitaux privés vers le simple rachat d'entreprises existantes, alors que ces mêmes dizaines de milliards seraient fort utiles pour créer des industries nouvelles dans les secteurs où la France est soit à peu près absente, soit obligée d'importer massivement : machines-outils, filière bois, électronique, chimie, etc. M. Chirac sait bien que la privatisation d'entreprises publiques n'est rien d'autre qu'un simple transfert de propriété et non pas un accroissement du potentiel installé. Les dénationalisations vont pourtant mobiliser de grosses ressources financières qui auraient trouvé un meilleur emploi dans un effort concentré sur les secteurs où le pays est dramatiquement en retard. Fort peu entrepreneurs, les investisseurs français préfèrent se porter acquéreurs des entreprises nationalisées par la gauche, ou des grandes banques et compagnies d'assurances nationalisées après la guerre. Ce faisant, ils savent ne courir aucun risque. Telle est la triste limite du libéralisme à la française que prône la majorité et le patronat. Le gouvernement ne peut pas ne pas le savoir : la privatisation sert non pas l'intérêt économique du pays, mais celui de certains groupes ayant rarement manifesté cet esprit d'entreprise qui, depuis longtemps, aurait dû les porter à produire ce que le pays achète à l'étranger (18).

Si un autre objectif prioritaire est de créer des emplois, alors les syndicats de salariés, véritablement « accablés à faire peau neuve » (19), seront bien obligés de dépasser la défense de leurs intérêts traditionnels et de se lancer dans une toute autre stratégie, notamment pour intervenir dans les deux domaines où se joue l'avenir du chô-

mage : définition de la politique industrielle et orientation des investissements. Les récentes grèves à la RATP, à la SNCF, à EDF, au motif de suppression de postes de travail, illustrent la permanence d'une conception de moins en moins adaptée aux problèmes de l'époque. Les syndicats peuvent-ils croire un seul instant que la privatisation, quelques faveurs fiscales pour les entreprises et de libérales facilités de licenciement stimuleront l'investissement et l'emploi ? Les ministres eux-mêmes ne semblent plus guère y compter... Les lois soumises au Parlement déterminent le futur niveau de l'emploi, et les syndicats ne bronchent pas, se condamnant ainsi à mener plus tard des barouds d'honneur, au cas par cas, lorsque seront annoncées des compressions d'effectifs. Il sera alors trop tard. Auraient-ils peur de s'aventurer sur un terrain réputé « politique » ? Mais les syndicats patronaux, non moins attachés à la défense de leurs intérêts catégoriels, n'hésitent jamais à intervenir pour infléchir à leur convenance la politique économique générale.

Si le gouvernement se croit réaliste en libérant les prix dans les services, alors il devrait écouter M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des PME, qui estime que cette mesure entraînera une hausse des prix de 15 % à 20 %. Craignant que, dans ces conditions, la clientèle ne se raréfie, M. Bernasconi demande que la TVA soit réduite de 18,6 % à 7 % (20). Telle est bien la loi fondamentale du libéralisme : solliciter les largesses de l'Etat tout en le priant de s'abstenir de toute réglementation économique.

Si l'équipe au pouvoir se veut réaliste en matière de sécurité, alors elle aurait d'abord dû éviter de s'enfermer dans une insoutenable contradiction, comme elle le fit en promettant, d'une part, de concentrer la coopération sur l'Afrique noire francophone et le Maghreb, d'autre part, d'exiger des visas pour l'entrée des travailleurs immigrés venant de ces pays. Les pre-

AFRIQUE DU SUD

LA DÉCENNIE SANGLANTE...

NOS PHOTOS SUR LES ÉVÉNEMENTS LES PLUS DRAMATIQUES DEPUIS SOWETO. NOTRE ANALYSE : DEMAIN LE CHAOS ?

MUNDIAL L'ÉPOPÉE MAROCAINE...

OÙ EST LE CORPS DE SÉKOU TOURÉ ?

ISRAËL

RÉÉVALUÉ SANS ILLUSION SES CHANCES DE PAIX...

POUR EN SAVOIR PLUS, NE RATEZ PAS LE NUMÉRO DE JUILLET



L'AUTRE MANIÈRE DE VIVRE L'ACTUALITÉ

En vente chez votre marchand de journaux

La Chine au grand vent des réformes économiques

La fenêtre ouverte et les microbes

(Suite de la première page.)

Cette réunion de plus de 7 000 responsables avait pour objet de dresser le bilan de la situation économique, d'en tirer les conséquences pour l'avenir, et de contenir les critiques de l'opposition conservatrice, enhardie par les excès commis dans l'application des réformes. M. Tian s'est engagé dans une défense et illustration de la politique des « quatre modernisations » et d'« ouverture vers le monde extérieur » impulsée par M. Deng depuis 1979, qui mérite attention par sa franchise et sa précision. En faisant tout d'abord l'étalage des succès du sixième quinquennat, il a répondu point par point aux critiques de l'économiste conservateur Chen Yun, en particulier dans ses discours prononcés en septembre dernier lors de la conférence nationale du PCC : « L'économie de notre pays est actuellement excellente, a dit M. Tian. C'est l'une des meilleures périodes que la Chine ait connues depuis sa fondation (...). Est-ce que notre réforme risque d'aboutir au capitalisme ? Voilà ce qui préoccupe nombre de gens en Chine et à l'étranger. Nous répondons : absolument pas... »

C'est un fait que le rythme de croissance a été plus rapide entre 1980 et 1985 qu'entre 1953 et 1980 - 10 % par an contre 6 à 8 %, - sans connaître les brutales variations de la première période. La production agricole a augmenté de 10,8 % par an (contre 3,5 %), soit 67 % en cinq ans ; plus 27 % pour les céréales, qui représentent toujours l'alimentation de base de la population (4). La production industrielle a augmenté de 10,6 % par an (plus 65 % en cinq ans), tandis que s'effectuait un réajustement entre les industries lourde et légère (50-50 au

lieu de 57-43) et une progression considérable de l'industrialisation rurale (5). Le pouvoir d'achat s'est accru en moyenne de 15 % par an - chiffres officiels - contre 7,6 % auparavant. Le salaire urbain moyen est passé de 762 à 1 176 yuans par an (6), et le revenu des paysans de 191 à 400 yuans. Le commerce extérieur a connu un essor (plus 72 % en cinq ans) en grande partie dû à l'envoie des importations. Enfin, le gouvernement chinois a réussi à équilibrer un budget en déficit régulier grâce à une augmentation des recettes de près de 40 %.

Mais M. Tian a reconnu que cette croissance, mal contrôlée, a créé « de nouveaux facteurs d'instabilité » s'ajoutant à des « difficultés encore assez nombreuses » : « croissance industrielle trop rapide, augmentation trop brusque des investissements, émission excessive de monnaie et diminution des réserves de devises ». Il a précisé toutefois que « le comité central du parti et le conseil des affaires d'Etat (gouvernement) ont découvert à temps ces facteurs d'instabilité et ont pris les mesures nécessaires ».

« Il faudra deux ans pour consolider la situation », reconnaissait en septembre, dans son discours de présentation du plan, le premier ministre Zhao Ziyang. A ces dérapages, M. Tian trouve trois raisons : l'absence d'une voie toute tracée - la Chine ayant rompu avec les modèles stalinien et maoïste, - le manque d'expérience et aussi, voire surtout, « les nouvelles tendances malsaines (en chinois « vents incorrects ») qui se sont fait sentir au sein du parti et dans la société et ont exercé une influence néfaste sur le développement économique et la vie sociale ».

Bavures et blocages

TANT que les réformes allaient de l'avant sans trop d'encombres, transformant jour après jour le paysage chinois, les critiques se faisaient discrètes. Les résultats étaient tellement probants après des décennies d'autarcie chaotique et de pénurie, du « grand bond en avant » au freinage des quatre fers qui accompagna la révolution culturelle. Aujourd'hui où les bavures qui accompagnent les réformes et qui sont, nous dit-on, « inévitables » -

« Quand on ouvre la fenêtre pour faire entrer l'air pur, on ne peut empêcher les microbes d'entrer eux aussi », a dit M. Deng - se font sentir dans l'économie, la vie sociale, culturelle et politique, l'opposition relève la tête. D'autant plus que les Chinois, après avoir bénéficié de la relance qui leur a donné le meilleur niveau de vie depuis des générations, et une plus grande liberté, s'inquiètent de la hausse des prix et de la généralisation de la cor-



DANS LES VITRINES DE PÉKIN
Des produits jadis considérés comme de luxe

(P. Zachmann-Magnum)

ruption. Deux forces contradictoires se rejoignent ainsi objectivement : d'une part, une population sortie du marasme de la révolution culturelle grâce aux réformes, mais qui est mécontente des agissements illégaux de certains cadres et de l'inflation ; d'autre part, les économistes et politiques conservateurs qui cherchent par tous les moyens à bloquer ou à freiner ces mêmes réformes.

Malgré ces difficultés, les changements sont frappants pour qui sait lire les chiffres ou a visité la Chine. Voilà sans doute le seul pays communiste à connaître actuellement un fort taux de croissance, y compris dans l'agriculture. La réforme rurale, avec la suppression des communes populaires et de la collectivisation, la mise au point du système des contrats, la réduction graduelle des livraisons obligatoires et l'instauration, certes partielle, des règles du marché, y a largement contribué ; le pays est pratiquement autosuffisant en produits alimentaires. L'approvisionnement des villes est mieux assuré, les queues et les pénuries d'aliments de première nécessité disparaissent, même si, comme à Pékin, il en résulte une forte hausse des prix et si une centaine de millions de paysans vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté (300 yuans et 150 kg de céréales par personne et par an).

La forte progression de l'industrie légère permet de fournir à une popula-

tion dont le pouvoir d'achat s'est sensiblement élevé une plus grande variété de produits jadis considérés comme de luxe (téléviseurs couleur, machines à laver, réfrigérateurs, radios-cassettes...), ou des vêtements moins stéréotypés, mieux coupés et de couleurs moins ternes. Certes, la production demeure insuffisamment quantitative et qualitativement, mais la Chine se dit désormais le premier fabricant mondial de machines à laver...

En même temps, on a assisté à un profond renouveau du débat idéologique. Le « socialisme aux couleurs de la Chine », qui emprunte au capitalisme ses « trucs » capables de servir au développement du socialisme, a publiquement rompu avec les modèles hérités du stalinisme, importés après 1949. Lénine lui-même n'échappe pas aux critiques, même si les références à sa « NEP » sont nombreuses. Marx aussi est remis en question. Certes, il ne s'agit pas d'abandonner le marxisme, comme certaines analyses superficielles l'avaient laissé croire en

1984. Mais il faut le moderniser, ne pas le considérer comme un dogme, ainsi que ce fut le cas pendant la révolution culturelle, quand « le marxisme et la pensée de Mao Zedong étaient pris pour la Bible (7) ».

Cette lutte contre le dogmatisme vise à la fois ceux qui se raccrochent aux théories anciennes pour contester les réformes et ceux qui se désintéressent de l'idéologie. Les Chinois qui ne croient qu'aux affaires, à l'argent et ne retiennent de la politique actuelle que l'enrichissement - l'accent mis sur la responsabilité, le profit, a fait oublier à certains que le régime était toujours fondé sur une idéologie, qui plus est, marxiste. Mais aussi les étudiants rebutés par un enseignement rébarbatif du marxisme. Le vice-président de l'université du peuple de Pékin reconnaît que beaucoup s'ennuient pendant les cours de politique et que « quelques-uns expriment même une aversion ou leur opposition à ces cours (8) ».

Intérêt pour les « petits tigres »

MAIS il n'est pas question d'abandonner le marxisme. Au contraire, sous la pression des conservateurs, tel M. Chen Yun, économiste membre du comité permanent du bureau politique, qui l'an dernier avait déploré le manque de connaissances théoriques de nombreux responsables, comme pour faire un rempart aux abus dont se rendent coupables certains cadres, une campagne pour le développement d'une « civilisation matérielle et spirituelle socialiste » a été lancée dans tout le pays. M. Deng, qui est membre du PCC depuis soixante-deux ans, l'a reprise à son compte.

Car il ne faut pas que « l'occidentalisation conduise à la colonisation ». Cette mise en garde lancée par le *Quotidien de Pékin* (9) précise que la Chine est menacée d'une « colonisation sans colonisateurs » si elle se lance dans l'occidentalisation. Les Chinois ne devraient pas confondre cette dernière avec la modernisation, qui doit être fondée « sur nos propres traditions ». Le débat se poursuit...

L'ouverture d'esprit de certains responsables se fonde à la fois sur la pragmatique nécessité d'utiliser les méthodes les plus rentables pour parvenir au communisme et sur le besoin de mieux connaître ses adversaires. De plus, le monde socialiste est divisé, et Pékin est souvent plus intéressé par les expériences occidentales de développement, voire par celles des « petits tigres ». Les nouveaux pays industrialisés d'Asie comme Singapour, Hongkong, la Corée du Sud et même Taïwan, que par les structures vieillies du modèle soviétique. Même si les dirigeants chinois regardent avec une certaine sympathie les expériences hongroise, yougoslave et polonaise, ou les efforts de M. Gorbatchev pour remettre de l'ordre dans son économie. Bien

que le poids de l'influence soviétique des années 50 apparaisse encore très souvent dans bien des aspects de la Chine d'aujourd'hui - de la qualité des services à la couleur des avions de la compagnie nationale, de l'architecture aux structures de nombreuses entreprises... - l'équipe de M. Deng semble considérer cette expérience comme globalement négative, l'exemple dont il faut se détacher.

Centralisation ou décentralisation : le débat est au cœur des réformes actuelles. En fait, il faut combiner les deux, de même que le socialisme chinois entend combiner les trois types de propriété - étatique, collective et privée, avec leurs variantes (coopératives, sociétés mixtes, sociétés avec capitaux étrangers...) - et non plus se satisfaire d'un monopole du secteur public... A condition bien entendu que ce dernier reste maître des règles du jeu et pèse d'un poids déterminant dans l'économie du pays. L'un des objectifs de la « réforme urbaine » - en fait industrielle - était de donner une véritable autonomie aux entreprises, de les rendre responsables de leurs profits comme de leurs pertes, et de remplacer les directeurs « politiques » par des technocrates ou des gestionnaires. Il faut « étendre les pouvoirs de décision

(4) En dépit de la baisse brutale de la production en 1985, qui est passée de 407 millions de tonnes en 1984 à environ 380 millions en 1985, soit un peu moins que la production de 1983.

(5) Voir « Industrialisation rurale à la chinoise », *Le Monde* daté 23-24 mai 1985.

(6) Un yuan valait environ 2,35 F en février 1986.

(7) « Étudier le marxisme avec de nouvelles exigences », *Quotidien du peuple*, 21 octobre 1985.

(8) *Quotidien du peuple*, 17 février 1986.

(9) *Beijing Information*, le 10 février 1986.

CORRESPONDANCE

Le Club de l'Horloge et le GRECE

M. Michel Leroy, secrétaire général du Club de l'Horloge, nous adresse la réponse suivante à l'article de Christian de Brie, « Les voies de la convergence », paru dans le numéro d'avril :

« Il est faux d'établir quelque filiation que ce soit entre le Club de l'Horloge et le groupe Europe-Action, qui existait dans les années 60 : aucun fondateur ni responsable du Club n'a

exercé la moindre activité dans ce groupe. Ses orientations, à la lumière des phrases que vous citez, sont parfaitement étrangères à celles du Club de l'Horloge, fondé en 1974 par de jeunes élèves de l'ENA.

« Il est abusif d'affirmer que collaborent « presque toujours » à nos travaux, des auteurs venus de l'extrême droite fascisante » : tous les partici-

pants sont attachés aux valeurs républicaines et il n'y a aucune compromission possible de notre part avec le courant du socialisme national qui s'est incarné dans le fascisme.

« Il est absurde de classer sous une même étiquette de nouvelle droite deux courants politiques dont les idées sont aussi distinctes que le Club de l'Horloge et le GRECE. Faut-il rappeler en particulier que le libéralisme revendiqué par le Club de l'Horloge est condamné par le GRECE ?

« Enfin, la présentation des thèmes de nos ouvrages est pour le moins déformée : ainsi nous n'avons jamais légitimé un « statut d'élite » (c'est-à-dire d'esclaves) pour les immigrés, ni dénoncé « l'égale accès de tous à l'éducation ».

[Que le Club de l'Horloge veuille désormais se démarquer du GRECE n'efface ni leur filiation commune ni leur longue fréquentation. Yvan Blot, fondateur et ancien président du Club de l'Horloge, enarque, a bien été un membre actif du GRECE et a écrit les phrases citées, sous le pseudonyme de Michel Norey. - C. de B.]

Provence

Propriétés exceptionnelles
dans le « VAR OUEST »

- Villas bord de mer, bastides et mas provençaux de caractère
- Terrains exceptionnels
- Vignobles

Écrire pour brochures et listes :

M^{me} Lucie Ghitti
Ghittmar Consultants SA
2256 route de Bandol
83110 SANARY-SUR-MER
Tél. : 94-29-86-64 - Téléc. : 401890F

Grand vent économiques



LES ENTREPRISES CHINOISES

Le système d'entreprise chinoise est en pleine mutation. Les entreprises d'Etat, autrefois soumises à un contrôle strict, voient leur autonomie s'accroître. Les entreprises privées, longtemps marginalisées, commencent à jouer un rôle de plus en plus important. Les entreprises étrangères, attirées par les perspectives de croissance, investissent massivement. Les entreprises collectives, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition. Les entreprises individuelles, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition. Les entreprises collectives, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition. Les entreprises individuelles, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition.

Le système d'entreprise chinoise est en pleine mutation. Les entreprises d'Etat, autrefois soumises à un contrôle strict, voient leur autonomie s'accroître. Les entreprises privées, longtemps marginalisées, commencent à jouer un rôle de plus en plus important. Les entreprises étrangères, attirées par les perspectives de croissance, investissent massivement. Les entreprises collectives, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition. Les entreprises individuelles, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition. Les entreprises collectives, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition. Les entreprises individuelles, qui ont été créées dans le cadre de la réforme, jouent un rôle de transition.

مكتبة الأمل

LA CHINE AU GRAND VENT DES REFORMES ECONOMIQUES

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1986 - 9

des entreprises d'Etat, mettre fin à la pratique de ces entreprises, de l'Etat, des responsables et du personnel de « manger à la grande marmite en fer » (c'est-à-dire de pratiquer l'égalitarisme ultra-gauchiste), transformer nos entreprises en producteurs et opérateurs relativement indépendants et seuls responsables de leurs profits et de leurs pertes. Cette réforme comprend une réforme des systèmes de planification, des finances, des banques, du commerce, de la circulation des biens, des prix et des salaires. C'est pourquoi elle rencontre des difficultés relativement importantes », a rappelé l'économiste Xue Muqiao (10).

Le contrôle des entreprises a - théoriquement - été retiré des mains des autorités locales ou du parti pour être confié à des « managers » de plus en plus souvent sortis de cours de formation sanctionnés par des examens; certes, ceux-ci sont plutôt sommaires, mais des directeurs d'entreprise qui avaient refusé de les suivre ont été publiquement blâmés. Le but de cette réforme est de revivifier l'économie urbaine, comme auparavant l'économie rurale, en libérant des contrôles administratifs et en lui donnant la possibilité de prendre des initiatives tant dans le domaine de la commercialisation. En même temps, les secteurs collectifs (dépendant des collectivités locales) et privé ont connu un développement sans précédent, profitant des insuffisances et de la lourdeur du secteur public, mais aussi de l'accroissement du pouvoir d'achat local pour la satisfaction duquel les entreprises soumises au plan d'Etat sont incapables de fournir des biens de consommation en quantité suffisante. Aujourd'hui, plus de dix-sept

millions de personnes travaillent dans les 11,7 millions d'entreprises industrielles et commerciales privées.

Mais, comme le reconnaît M. Xue, cette autonomie a rencontré beaucoup d'obstacles. Dans un pays qui, historiquement, a toujours oscillé entre un pouvoir trop centralisé qui entravait les initiatives et un pouvoir trop faible qui laissait la bride sur le cou aux autorités locales, il est difficile de trouver un juste milieu. Beaucoup d'entreprises, de responsables provinciaux et de districts, ont utilisé cette autonomie toute nouvelle pour accroître illégalement leurs profits, frauder le fisc, importer en contrebande des biens de consommation. En même temps, de nombreux responsables ont profité de l'enrichissement d'entreprises ou de « familles spécialisées » (paysans qui se sont lancés dans le commerce ou l'industrie) pour s'enrichir eux-mêmes, sans pour autant bénéficier de leurs relations pour créer des entreprises familiales qui servent d'intermédiaires obligés pour des contrats signés avec l'administration; il est pourtant interdit aux cadres et à leur famille de faire des affaires, comme vient de le rappeler en février une circulaire du comité central du PCC, jour après jour la presse dénonce de telles pratiques, annonce arrestations et condamnations de cadres ou de fils de cadres. Enfin, bien des dirigeants, à tous les échelons, refusent toujours d'admettre la nouvelle situation, qui les prive des prérogatives dont ils jouissaient depuis 1949, et continuent à vouloir régenter les entreprises. Pour reprendre le dicton populaire, les entreprises n'ont pas obtenu leur auto-

nomie, « elles ont seulement changé de belle-mère ».

La réforme est donc tiraillée entre les entrepreneurs qui veulent toujours plus d'autonomie, souvent à juste titre, et une bureaucratie qui fait de l'obstruction dès qu'elle craint d'abandonner une parcelle de son pouvoir. C'est pourquoi, lors de la conférence nationale du PCC de septembre 1985, le premier ministre, un des plus chauds partisans des réformes, a proposé une combinaison d'autonomie au plan micro-économique et de contrôle macro-économique, ce qui permettrait à la fois de contrôler les excès des entreprises et d'asseoir la stabilité que continue de peser sur elles. Cette combinaison est d'autant plus importante que le temps du plan impératif et des

livraisons obligatoires des marchandises est en voie d'être révoqué. Mais elle est aussi fort délicate à appliquer. Car, dans un régime communiste, où, par nature, le PC règne en maître et doit toujours avoir le dernier mot, il est difficile de garantir l'autonomie des gestionnaires par rapport au parti. Qui plus est, il arrive souvent que le PDG, ou le chef de la section syndicale, soit en même temps le responsable local du PC; sans aller jusqu'à l'extrême de la « joint-venture » sino-japonaise Fujian-Hitachi, qui fabrique des téléviseurs couleur à Fuzhou: son directeur est en même temps secrétaire du parti et il contrôle la section syndicale. « Ceux qui n'aiment pas travailler avec moi n'ont qu'à s'en aller », a-t-il tranquillement déclaré.

citée par ailleurs des écarts de revenus inconnus depuis 1949, si l'on excepte bien entendu les privilèges dont bénéficient les cadres supérieurs. L'égalitarisme, assimilé un peu rapidement à la révolution culturelle alors qu'il s'inscrit dans une tradition marxiste plus ancienne (« A chacun selon ses besoins »), est considéré par les réformistes comme la cause de bien des maux: faible productivité, absentéisme, manque d'esprit d'initiative, non seulement des travailleurs, mais également des entreprises. « L'efficacité économique est souvent en contradiction avec l'égalité sociale », reconnaît M. Su. M. Deng est d'autre part de l'avis que l'on doit aider certains à s'enrichir par leurs efforts avant les autres, afin qu'ils aident à leur tour les moins favorisés à prospérer: il n'est plus question de « supprimer les riches pour aider les pauvres ». Le but à atteindre reste la prospérité de tous, mais tous ne peuvent devenir « riches » en même temps. Ainsi, par exemple, selon l'ancien vice-ministre de l'agriculture du Runsheng (11), la différence de revenu moyen entre une famille paysanne pauvre et une riche est passée, en moyenne, de 1,9 fois en 1978 à 2,6 fois en 1984. Il existe aussi des décalages entre les provinces riches, ou bien gérées, et les autres.

(Lire la suite page 10.)

(10) Quotidien de l'économie, 25 janvier 1986.

(11) Discours prononcé en décembre 1985 et publié dans le Quotidien du peuple, du 27 janvier 1986.

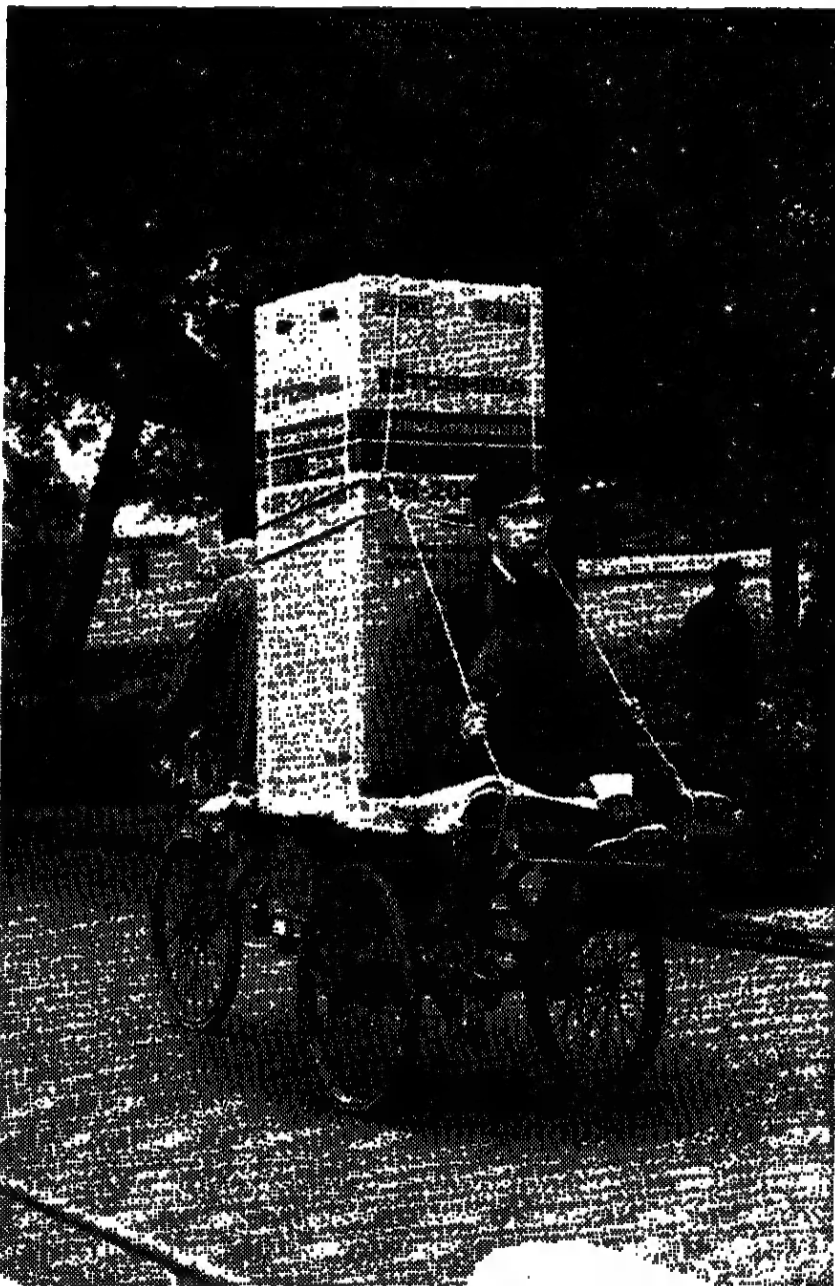
Hausse des prix et inégalités de revenus

DANS son discours du 6 janvier, M. Tian Jiyun a cité les quatre principaux problèmes qui « préoccupent actuellement les cadres et les masses populaires »: les prix, les salaires, les écarts de revenus et l'ouverture vers l'extérieur. Dans ces quatre domaines, on peut dire que les préoccupations proviennent des difficultés occasionnées par les réformes mais aussi de leurs succès. Ils remettent en effet en cause des structures économiques et mentales anciennes, des habitudes, un conformisme idéologique; car le marxisme sur lequel se fondent les dirigeants chinois s'est beaucoup éloigné des modèles classiques. Prenons l'exemple de la réforme des prix, « clé de la réforme de l'ensemble du système économique », selon M. Tian. « Un système de prix rationnel est une condition importante pour assurer un développement harmonieux de l'économie nationale. Depuis longtemps, nous avons négligé la loi de la valeur et le rôle du marché dans l'économie, et cela, ajouté à d'autres raisons historiques, a fait que notre système des prix est irrationnel et comprend des prix sans relation avec la valeur des produits. » Pour y remédier, le gouvernement a libéré les prix de la plupart des produits alimentaires et réajusté celui des céréales sur la base du système des contrats qui a remplacé les quotas de livraisons obligatoires. Le prix de vente des produits hors contrat et des « petites marchandises » est libre, celui de nombreuses matières premières industrielles est désormais « flottant » pour les entreprises non soumises au plan (collectives et individuelles). Le but est, par la libre circulation des marchandises, de stimuler les échanges, la concurrence et la production industrielle, de faire baisser les prix des produits alimentaires, réduisant ainsi le montant des subventions gouvernementales aux produits de première nécessité (estimées en 1984 à environ 20 % du budget).

Mais, dans les villes, et en particulier à Pékin, on a assisté à un dérapage des prix qui annule en grande partie les hautes de salaires. Des « primes » de vie chère - 8 yuans environ par mois à Pékin - ont dû être distribuées à la population, qui ne cache pas son mécontentement. Dans la capitale, selon des officiels, les prix des produits alimentaires auraient augmenté de plus de 50 % en six mois (officiellement 11 % à 12 % pour l'année dans les villes). La pénurie de certains produits, comme les légumes en ville, des marges bénéficiaires parfois démesurées, jointes à la méconnaissance de nombreux gestionnaires du mécanisme des prix, l'absence d'un système efficace de contrôle, en sont responsables. Le problème est d'autant plus grave qu'il intervient après plus de trois décennies de stabilité du coût de la vie, dans un pays qui n'a pas oublié le traumatisme causé à la fin des années 40, pendant la

guerre entre les communistes et le Kuomintang, par les dévaluations sauvages de Tchiang Kai-shek. Les dirigeants ont beau expliquer, avec raison, que la libération des prix est source de progrès, que la hausse du niveau de vie est largement supérieure à celle des prix, la population est obnubilée par la valse des étiquettes; qui plus est, largement dépolitisée, elle ne croit plus guère aux longues explications théoriques d'une presse officielle dont le tirage continue de baisser.

La libération des prix, la décentralisation économique, la volonté de briser la « grande marmite en fer », ont sus-



LIVRAISON D'UN RÉFRIGÉRATEUR JAPONAIS
Une importante diminution des réserves de devises

(J.-P. Laffont-Sygas)

Les « familles spécialisées »

AGÉ de cinquante ans, ancien ouvrier, M. He Jin s'est installé à son compte en 1982 comme fabricant de biscuits dans la ville de Dingxi, chef-lieu d'une des préfectures les plus misérables de Chine, dans la province du Gansu. Nanti d'une petite expérience et d'un prêt des autorités locales de 12 000 yuans à faible taux d'intérêt (entre 3 % et 11 %), il emploie désormais six personnes, gagnant entre 40 et 70 yuans par mois, dans le bâtiment qu'il s'est construit lui-même et qui lui sert à la fois d'usine, d'entrepôt, de bureau et de résidence. Il représente le cas typique d'une de ces nouvelles « familles spécialisées » encouragées par les autorités depuis la réforme rurale de 1978. Le but de cette politique, qui a permis la création de millions de petites entreprises privées, familiales ou avec quelques employés (1), est de fournir de nouveaux emplois aux jeunes et à la main-d'œuvre qui abandonne chaque année l'agriculture par millions de personnes, mais aussi de suppléer aux carences du secteur étatisé, incapable de s'adapter à l'augmentation de la demande.

Ainsi, avant l'ouverture de la petite usine de M. He, il n'existait dans la ville et ses environs, qui comptent plusieurs centaines de milliers d'habitants, qu'une petite manufacture de biscuits relevant de l'Etat, notoirement insuffisante en qualité et en quantité. L'arrivée sur le marché de M. He, suivi de sept autres « familles spécialisées », a permis d'établir une certaine concurrence. Les autorités comptent beaucoup sur ce nouveau type d'entreprises, les soutiennent, leur prêtent les fonds nécessaires pour démarrer, les aident à trouver des débouchés, à acquérir des connaissances techniques.

A quelques kilomètres de là, M. Xie Lisha a ouvert un atelier de soudure. Agé de trente-deux ans, il emploie huit membres de sa famille, tous assez jeunes. M. Xie a investi ses 200 yuans d'économies pour commencer, il y a cinq ans. Maintenant, il a 30 000 yuans en banque et désire en emprunter 100 000 autres à l'Etat pour ouvrir une petite fabrique de soude. Il compte acquérir une technologie à laquelle il ne connaît actuellement rien, en envoyant un ou deux de ses employés se former dans une usine de Lanzhou. Comme le travail se fait dehors, il n'y a pas de repos hebdomadaire ni d'horaires fixes; on s'arrête quand il pleut ou quand il n'y a rien à faire et, se plaint M. Xie, « il pleut trop souvent »; la région est pourtant semi-désertique! Aucune législation du travail ne s'applique aux « familles spécialisées ». « Leurs entreprises sont trop petites pour cela », explique le sous-préfet, qui ne voit là rien d'anormal.

Poussées comme des champignons après la pluie dans la plupart des zones rurales chinoises, puis dans beaucoup de villes, les entreprises individuelles remplissent une fonction importante; mais, en même temps, elles continuent de vivre dans un quasi-vidé juridique. Peu de textes régissent leurs activités, ce qui permet à des cadres indisciplinés de les soumettre à des pressions administratives, voire politiques, pour leur soutirer de l'argent. Mais les « familles spécialisées » constituent un des aspects les plus originaux de la réforme chinoise, et un moyen nouveau de faire pénétrer peu à peu dans les régions rurales l'économie moderne et un début d'industrialisation.

P. de B.

(1) Il existe aussi un certain nombre d'entreprises individuelles ayant plus de sept ou huit employés, chiffre considéré comme le maximum tolérable au régime communiste. Les journaux chinois ont fait état d'entreprises de ce type pouvant avoir jusqu'à deux cents ou trois cents employés. Il existe même quelques cas d'« entrepreneurs » qui possèdent plusieurs usines.

Le débat dans la presse

● Sur les idéologies étrangères et la science bourgeoise :

Il faut étudier les idéologies étrangères introduites en Chine ces dernières années et qui ont eu « un impact considérable sur la propagation du marxisme, en particulier chez les étudiants ».

(China Daily, 23 janvier 1986.)

On est passé « du rejet et de la négation à l'analyse et à l'assimilation de la science économique occidentale (bourgeoise). (...) Les économistes chinois feraient bien d'accorder une sérieuse attention à Keynes (...), à l'école néo-cambridgienne (...), aux théories de l'école néoclassique. »

(Article de M. Ma Ding dans Beijing Information, 9 décembre 1985.)

L'organe théorique du PCC, Drapeau rouge, reconnaît que « les mandistes chinois devraient étudier les philosophes occidentaux contemporains, bien qu'ils soient idéalistes et opposés au marxisme », une fois « reconnues leurs erreurs fondamentales ». Car, s'ils vont dans le sens du développement de la civilisation scientifique et humaine, « on ne doit pas ignorer leur rationalité partielle » et il peut être utile de les adapter aux réalités propres de la Chine. Le journal cite, par exemple, l'école de Frankfurt.

(Article de M. Zhang Hangsheng, quotidien Clarité, 1^{er} février 1986.)

● Sur le marxisme-léninisme et l'étude du socialisme scientifique :

« Marx, Engels et Lénine n'ont pas connu la réalité d'aujourd'hui, leurs œuvres ne peuvent résoudre tous les problèmes contemporains. C'est un fait. (...) Le dogmatisme stéréotypé a conduit le marxisme à

une crise. Pour étudier à nouveau le marxisme, il faut le prendre comme une science, un produit de conditions historiques particulières (...). Le camarade Dang Xiaoping a dit : « Le marxisme demande aux gens de chercher des réponses aux problèmes nouveaux selon ses principes et moyens fondamentaux, tout en tenant compte de la réalité. Ainsi le marxisme se développe lui aussi. »

(M. Su Shaohui, directeur de l'Institut de marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong de l'Académie des sciences sociales : « Etudier le marxisme avec de nouvelles exigences », Quotidien du peuple, 21 octobre 1985.)

« Les sujets et les méthodes ne répondent plus aux temps d'aujourd'hui, aux nouvelles responsabilités et aux nouveaux problèmes. » Il faut donc « chercher la réalité dans les faits », comme le veut le slogan à la mode. « Il faut étudier la réalité nationale et étrangère, explorer les problèmes pressants, y compris réétudier les principes cardinaux du socialisme scientifique. (...) Il faut faire des enquêtes sociales en combinant la théorie marxiste avec la pratique. »

« Certains nient que le socialisme soit assuré de prospérer alors que le capitalisme est en déclin. (...) Certains estiment qu'une société informelle est en train de remplacer la société industrielle et non pas que la société socialiste remplacera le capitalisme. (...) Pour réfuter ces inepties (...), il faut étudier sérieusement le défi lancé au socialisme scientifique par les soi-disant spécialistes de la théorie marxiste. »

(Quotidien Clarité, 10 février 1986.)

● Sur le fonctionnement du système socialiste et l'autonomie des entreprises :

« Les conditions historiques particulières ont fait qu'au début le pouvoir des pays socialistes était unique et extrêmement centralisé. Ce type de structures est positif pour un pays arriéré en transition vers le

socialisme mais il engendre de plus en plus d'inconvénients. (...) Dans un pays socialiste, un trop forte centralisation des décisions conduit facilement au bureaucratisme, ce qui est contraire aux intérêts du peuple. Par contre, si les décisions sont prises de façon trop décentralisée, ce sera l'anarchie. (...) Dans un modèle traditionnel socialiste, la répartition des ressources est réalisée par un plan impératif central. »

(M. Su Shaohui : « Les critères pour classer les systèmes socialistes », quotidien Clarité, 21 octobre 1985.)

En décembre dernier, peu de temps avant la conférence des cadres, le Quotidien des ouvriers a publié un entretien avec deux directeurs d'usine qui désiraient garder l'anonymat. Ceux-ci demandaient : « Combien de règlements (du gouvernement pour renforcer l'autonomie des entreprises) sont-ils appliqués ? (...) » « L'autonomie a en fait été interprétée par l'administration au nom du contrôle macro-économique, poursuivaient-ils. La réalité est que les entreprises n'ont de pouvoir ni sur les finances ni sur les matières premières et ne disposent que d'un demi-pouvoir sur le personnel, c'est-à-dire sur l'embauche et le licenciement des cadres. (...) Les départements administratifs intermédiaires ne veulent pas laisser le pouvoir aux entreprises. Auparavant, c'étaient des organes administratifs; à présent, ils n'ont fait que changer de nom. (...) Ils ont le pouvoir sans assumer la responsabilité tandis que nous n'avons pas de pouvoir mais nous assumons la responsabilité. » De plus, « les charges qui pèsent sur les entreprises sont lourdes. Le nombre des prélèvements de toutes formes est sans précédent. Ce qui est surprenant, c'est que beaucoup de ceux-ci sont imposés par l'administration locale. (...) Et nous n'osons pas refuser. » Quant aux systèmes de salaires (« A chacun selon son travail ») et de primes, ils se mettent en place très lentement. Et le journal de conclure que ces problèmes « sont généralisés ».

(Quotidien des ouvriers, 17 décembre 1985.)

(Suite de la page 9.)

L'an dernier, la presse a beaucoup parlé des « familles de 10 000 yuans » dans les campagnes. Aujourd'hui, pour éviter une « polarisation » — terme employé à la place de conflits sociaux, voire de classe, — la propagande a abandonné ce thème ; ces familles ne sont pas très nombreuses, alors que le nombre de paysans pauvres reste important (dix millions ont besoin d'une aide alimentaire, entre quatre-vingts et cent vingt millions vivent en deçà du seuil de pauvreté) ; bien des citadins se plaignent de voir leur niveau de vie augmenter moins vite que celui des ruraux.

Ce phénomène est normal. Même dans la situation de pauvreté dans laquelle se trouve l'ensemble de la population chinoise, il y a plus que des nuances entre les mieux pourvus et ceux qui ont moins bénéficié de trente-six ans de régime communiste. En 1985, le revenu annuel moyen paysan était de 397 yuans (134 en 1978), celui des citadins de 752 (316 en 1978). Un employé travaillant pour un étranger à Pékin peut gagner 200 yuans par mois ; dans les zones rurales pauvres, vivant encore largement en dehors de l'économie monétaire, certains paysans subsistent encore avec 50 yuans par personne et par an, compte non tenu bien entendu de leur revenu en nature (céréales, légumes...). En comparaison, des « intermédiaires », des « entrepreneurs privés » et même un certain nombre de « familles spécialisées » rurales peuvent, tout à fait légalement, gagner des centaines, voire des milliers de yuans par mois. Il en résulte parfois des conflits entre ceux qui ont des « signes extérieurs de richesse » et ceux qui n'ont pas les moyens, ou les relations, pour les obtenir. On appelle cela la « maladie des yeux rouges ». Il n'est pas étonnant non plus que, dans ces circonstances, le mécontentement se dirige vers les cadres, qui officiellement perçoivent un salaire modeste,



CEUX QUI ONT DES SIGNES EXTERIEURS DE RICHESSE ET LES AUTRES
Une intense campagne de propreté et d'hygiène

mais qui bénéficient de privilèges et d'avantages matériels importants. Ils sont donc les premiers visés par la campagne de propreté et d'hygiène qui caractérise la période actuelle.

C'est aussi dans ce contexte qu'il faut observer la campagne en faveur d'une meilleure connaissance du droit et les efforts entrepris depuis plus d'un an pour élaborer un système législatif global, cohérent, adéquat à la situation chinoise et qui s'applique à tous. Sous

l'influence d'abord du droit impérial — dépendant du bon vouloir d'un souverain omnipotent et divisé, — puis de celui hérité de l'URSS, la légalité variait avec les circonstances et les « intérêts » de la société. Désormais, la Chine veut se doter d'un appareil, qui lui permette de moderniser son économie, de l'adapter à l'ouverture sur le monde extérieur et de garantir certains droits fondamentaux de la population. Des millions de cadres, de personnes ordinaires, ont participé à des stages de vulgarisation juridique, le pouvoir ne cesse d'insister sur le fait que tous sont égaux devant la loi, même les cadres, que « la loi n'a aucun sens si elle n'est pas appliquée (12) ». « La Chine a une longue histoire de féodalisme. Dans la société féodale, le monarque avait le pouvoir suprême. (...) Nous devons faire de grands efforts pour éradiquer l'idéologie féodale et instaurer l'idée selon laquelle le pays doit être gouverné par la loi et toutes les choses doivent être régies par la loi. Les cadres du gouvernement doivent être des modèles dans l'observation et l'application de la loi (...). »

Ainsi, des lois ont été votées par l'Assemblée nationale populaire (ANP) régissant l'héritage, les investissements et les joint-ventures avec l'étranger, le droit à avoir un passeport. Un code des impôts est entré en vigueur, un code civil est en préparation. Les dirigeants ne cessent de répéter l'importance de cette politique, dont le succès conditionne en grande

partie les récentes réformes. Il n'y a en effet aucune garantie de pérennité de la politique actuelle si elle ne s'appuie pas sur un arsenal législatif cohérent, permanent, et généralisé. Mais ces grands principes sont plus faciles à énoncer qu'à mettre en œuvre. Beaucoup de responsables se considèrent toujours au-dessus des lois. Les textes continuent souvent de changer suivant

des circonstances. Le système légal chinois demeure régi par des règlements provinciaux, locaux, de branche, voire d'entreprise ou d'unité de travail, parfois incompatibles entre eux, rarement diffusés et aisément modifiables. Ainsi, par exemple, telle ou telle unité de travail (ou *danwei*) peut-elle unilatéralement fixer la liste des documents nécessaires pour le mariage de ses employés. Cette anarchie juridique est source de difficultés, par exemple pour des entreprises étrangères qui ont signé un contrat général et qui se voient opposer des règlements obscurs dont personne ne leur avait auparavant parlé. C'est pourquoi des experts en investissements étrangers en Chine (13), insistent sur la nécessité d'un « système légal unique » qui permettrait de remédier à la confusion actuelle.

Car l'« ouverture vers le monde extérieur », le *duiwai kaifang* de M. Deng, est l'un des points fondamentaux de la politique de réformes. Le phénomène est relativement récent. Pendant des siècles, sous les deux dernières dynasties Ming et Qing, la Chine se ferma obstinément aux influences et ambitions extérieures. Ces dernières finirent par triompher, et la Chine fut ouverte de force et divisée en zones d'influence et en concessions. Après 1949, pour des raisons de politique intérieure, mais aussi à cause de la politique américaine de *containment* de la Chine communiste, le nouveau régime se replia graduellement sur lui-même jusqu'à la paranoïa idéologique de la révolution culturelle. Il fallait donc une volonté forte, un homme à poigne et possédant une vision à long terme, pour imposer une nouvelle politique qui dérangeait les habitudes frileuses de tout un peuple, et surtout de ses cadres, confrontés à un monde qu'ils ne connaissaient guère et sur lequel leur pouvoir quasi mandarin n'avait aucune influence.

Marchés et capitaux extérieurs

EN dépit des difficultés économiques et politiques, le régime entend poursuivre obstinément dans cette direction, difficile, coûteuse, mais qu'il juge indispensable au développement du pays. Il sait que la Chine n'a ni les capitaux, ni la technologie, ni les techniciens, ni la capacité de formation rapide de nouvelles élites, ni l'expérience de gestion dont elle a un besoin pressant. Elle compte sur l'étranger pour se fournir dans les domaines où sa production est inexistante ou insuffisante, mais elle a aussi besoin du marché extérieur pour gagner les devises dont elle ne peut plus se passer. « Il faut cependant être conscient, souligne M. Tian, que les entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers, les entreprises de cogestion et les entreprises à capitaux exclusivement étrangers représentent un proportion très faible de l'économie nationale. Elles ne pourront par conséquent pas en affecter le développement (13) » ni

menacer l'indépendance de la Chine, tout en ayant sur son économie un effet d'entraînement.

Concrètement, cela signifie que les hommes d'affaires étrangers peuvent obtenir sans peine un visa, parfois même à l'aéroport ; que ministères, provinces et entreprises se disputent leurs capitaux. Selon M. Tian, jusqu'au mois de septembre 1985, la Chine avait utilisé 20 milliards de dollars de capitaux étrangers avec 1 300 entreprises mixtes, 3 308 entreprises en cogestion et 109 à capitaux exclusivement étrangers. Pékin a créé quatre zones économiques spéciales (ZES), sortes de zones franches comme à Taïwan ou Singapour, des « ports ouverts » comme Canton, Shanghai ou Tianjin,

(12) Article de M. Ding Zhongzhang dans le quotidien *Chang*, du 29 septembre 1985.

(13) Voir l'article de l'avocat Rodrick Macdonald dans l'*Asian Wall Street Journal*, 25 novembre 1985.

La jeep Beijing Cherokee

La jeep verte bâchée Beijing (Pékin) circule sur toutes les routes de Chine depuis plus de vingt ans. Construite sur un modèle inspiré des Soviétiques, elle n'avait guère évolué depuis la sortie du premier exemplaire en 1965. En 1979 fut arrêté le principe d'une coopération avec AMC (American Motors Corporation), filiale de Renault et fabricant de la célèbre Jeep. Il fallut plus de quatre années de négociations marathon, comme les qualifiaient les Chinois eux-mêmes, pour parvenir à un accord créant cette société mixte pour vingt ans avec 31 % de capitaux américains. Pour vaincre l'inertie de leur propre bureaucratie, les Chinois durent présenter trois rapports à dix organismes de supervision ; les Américains envoyèrent vingt équipes de négociateurs. Finalement, Pékin se résigna à monter sur place, avec des pièces détachées importées, la Cherokee XJ, sous le nom de BJ-213 Cherokee.

Par cette coopération, AMC a mis un pied sur le marché chinois et créé une base pour exporter ses produits en Asie ; les Chinois ont obtenu un transfert de technologie indispensable pour permettre de réduire à terme l'importation massive de véhicules étrangers, mais aussi une source de devises, une large partie de la production devant être exportée. Quatre cent cinquante véhicules ont été montés en 1985, deux fois plus que l'année précédente, en plus de la production des anciennes Beijing (31 000 par an) ; la joint venture espère produire 40 000 BJ-213 Cherokee en 1990, avec 80 % de pièces locales. Le bas prix de la main-d'œuvre, pourtant bien payée pour la Chine, était en outre un argument intéressant pour l'investisseur : un ouvrier gagne en effet environ 210 yuans par mois. Mais la productivité de l'usine est extrêmement faible. Avant le début de la coopération, un ouvrier produisait en moyenne 1,7 véhicule par an ; en 1984, le chiffre était passé à 5,2 véhicules. Cette même année, la productivité s'est accrue de 30 %, alors que le personnel était réduit de 60 %.

Cela ne s'est pas fait sans mal. Au début, la partie chinoise considérait qu'il ne pouvait y avoir d'accroissement de la production sans augmentation des effectifs. La gestion de l'entreprise était divisée en trente sections, chaque chef de bureau étant flanqué d'adjoints au rôle non défini... Ces services ont été unifiés, les chefs n'ayant plus d'adjoint et se voyant confier des responsabilités précises.

En avril, au moment où l'on pensait que l'opération avait pris son rythme de croisière, on apprit qu'AMC avait décidé d'arrêter les chaînes de production pendant trois mois, la partie chinoise ne payant pas ses dettes et ne fournissant pas à la société mixte les devises nécessaires pour importer les pièces détachées. La crise était ouverte et risquait d'avoir un effet psychologique catastrophique. Elle montrait en effet aux partenaires étrangers potentiels que, en dépit de ses promesses et de sa politique d'ouverture, la Chine n'était pas capable — ou désireuse — de remplir ses obligations contractuelles.

Pékin ne pouvait laisser les choses en l'état, Washington non plus. Après la visite du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, les deux parties sont parvenues à un accord pour la reprise de la production. La part de pièces détachées fabriquées en Chine sera augmentée, et un nouveau « plan de développement » de l'entreprise signé prochainement. Tout est bien qui finit bien... Du moins en apparence, car le leçon à tirer de cette affaire, et qui rejoint l'analyse plus générale d'un spécialiste de la Manchester Business School, c'est que les joint-ventures doivent s'entourer de garanties extrêmement précises et contraignantes de la partie chinoise sur la fourniture et l'utilisation de devises étrangères, dans cette période de déficit commercial croissant. Plus encore, cette affaire montre que les engagements à long terme sont souvent illusoires et qu'il faut se tenir prêt à renégocier en permanence en fonction de l'évolution de la conjoncture chinoise. Ce qui n'est pas toujours facile.

P. de B.



CONSTRUITE SOUS LICENCE AMERICAINE
Cela ne s'est pas fait sans mal

« U » Par AIMÉ SAVARD

N homme sur quatre est chinois : si approximative que soit cette assertion (1), elle a au moins le mérite de rendre sensible le poids démographique de la Chine. La République populaire a été le premier Etat dans l'histoire à atteindre et dépasser le milliard de citoyens. Ce fait est, naturellement, une préoccupation centrale pour les dirigeants de Pékin, qui se sont donnés pour objectif de moderniser leur pays et de faire bénéficier leur peuple d'un minimum de bien-être matériel lui permettant d'échapper à la faim, à la misère, à la hantise du lendemain.

« Si, à la fin du siècle, nous ne parvenons pas à limiter notre population à 1 200 millions d'âmes, ce serait un bien lourd fardeau autant pour la Chine que pour le monde », écrivait en juillet 1984 la revue officielle *Pékin-Information*. Pour atteindre ce but, les autorités chinoises ont mis en œuvre une politique extrêmement rigoureuse de limitation des naissances. C'est un fait nouveau : bien qu'une propagande en faveur du planning familial ait été faite par moments, à partir de 1960, et que Zhou Enlai se soit efforcé, sans grands résultats, de la relancer après 1970, le pouvoir maoïste a, pendant trente ans, négligé le problème de la démographie. Le réveil, depuis 1979, n'en a été que plus brutal.

La politique de l'enfant unique, lancée à ce moment-là et renforcée avec la création, en 1981, de la commission d'Etat du planning familial — qui a rang de ministère — est aujourd'hui l'une des politiques démographiques les plus volontaristes et les plus contraignantes du monde.

Les cadres d'Etat, les salariés et d'une manière générale les citadins ne sont pas autorisés à avoir plus d'un enfant, sauf

exceptions approuvées par les autorités dans des cas bien précis (premier enfant handicapé, conception par un couple qui se croyait stérile et avait déjà adopté un enfant, etc.). Les paysans sont encouragés à faire de même. On admet pourtant généralement qu'ils donnent naissance à un deuxième enfant, mais « en aucun cas » à un troisième.

Pour atteindre ces objectifs, une grande latitude est laissée aux autorités régionales et locales, tant pour l'éducation des couples que pour définir les primes qui doivent encourager les familles n'ayant qu'un enfant et les sanctions à prendre contre les autres. On entend ainsi, en haut lieu, faciliter une

meilleure adaptation de la politique de l'enfant unique aux réalités concrètes du terrain. Mais en pratique, ce souci de décentralisation livre le contrôle du planning familial aux pouvoirs locaux avec tous les abus que cela peut entraîner.

Les avantages dont bénéficient les familles titulaires de la « carte d'enfant unique » varient donc d'un endroit à l'autre. Ils incluent généralement une augmentation du congé payé de maternité, une allocation mensuelle, une prime d'inscription dans les crèches, les jardins d'enfants, les écoles et même à l'Université, des tours de faveur pour l'obtention d'un logement, d'un emploi ou de certains biens de consommation (appareils ménagers, bicyclettes...).

Pressions et sanctions

EN revanche, le couple qui donne naissance à un deuxième enfant en ville, ou à un troisième à la campagne, perd tous ces avantages. Il doit parfois même rembourser les allocations perçues pour le premier enfant et subir une diminution de salaire. « Ces mesures sont justes », expliquent les responsables du planning familial, car ces familles alourdissent les charges de la société. »

A cela s'ajoute la pression morale extrêmement forte exercée par les comités de quartier et les responsables des unités de travail pour dissuader un couple qui attend un second enfant de laisser la grossesse atteindre son terme. De la même façon, lorsqu'une famille compte déjà deux enfants, l'un des deux parents peut être pratiquement contraint d'accepter la stérilisation. Chaque entreprise, chaque bureau, chaque atelier doit, en beaucoup d'endroits, respecter des normes fixant le nombre de naissances annuelles parmi son personnel. Quand ces normes risquent d'être dépassées, il arrive que l'unité de travail insiste auprès

d'un jeune couple afin qu'il retarde la première naissance.

Le responsable du bureau du planning familial de Canton reconnaît bien volontiers le recours à ces méthodes, qu'il qualifie pudiquement de « travail politico-idéologique auprès des couples ».

C'est dans ce domaine des pressions et des sanctions que l'arbitraire des petits chefs locaux s'exprime le plus fortement. Officiellement, selon la commission nationale du planning familial, il est interdit de contraindre une femme à avorter ou un individu à se faire stériliser. « Mais le pays est vaste et il peut arriver que des cadres locaux, dont le niveau de formation politique est insuffisant, le fassent », concède M. Shen Guo Xiang, porte-parole de cette commission. Nous nous efforçons de l'empêcher quand nous en avons connaissance. La réussite de la politique de l'enfant unique repose sur la combinaison entre la direction de l'Etat et la libre consentement des masses. »

Manifestement, la commission nationale, à Pékin, ne se soucie pas trop de la

des zones ouvertes comme l'île de Hainan. Mais cette véritable « chasse aux devises » a parfois eu l'effet inverse à celui recherché. L'avidité de certains Chinois prêts à tirer au maximum les ficelles pour soutenir de l'argent au partenaire étranger, considéré comme une « vache à lait » inépuisable, la baisse de la qualité pour maximiser le profit, les taxes indirectes ponctionnées sur les hommes d'affaires étrangers : loyers, prestations, charges démesurées, salaire du personnel parfois égal sur celui de son homologue occidental, mais empêché par l'administration... (14), s'ajoutant dans certains cas au non-respect des réglementations,

signés, ont donné de la Chine une nouvelle image, plutôt négative. Jusqu'au milieu de l'an dernier, les initiatives locales ont été encouragées. Mais elles étaient devenues incontrôlables, et certaines d'entre elles avaient dégénéré en contrebande de téléviseurs ou de voitures, fonctionnant des milliards de dollars sur les faibles réserves en devises du pays (14 milliards de dollars au début de 1985, la moitié environ un an plus tard). Depuis, les contrôles se sont resserrés. D'autant que certains conservateurs en ont profité pour établir un lien entre le développement des « tendances incorrectes » et l'ouverture.

M. Deng Xiaoping est âgé, et ses successeurs n'ont pas encore fait seuls l'expérience du feu. Si les difficultés économiques et les déviations qui les accompagnent devaient se poursuivre, si l'ouverture devait rapporter moins que prévu, si M. Deng venait à disparaître avant ses rivaux et à laisser la situation en son absence irrégulière, la situation pourrait se répéter sur un mode répété de l'importance. C'est pourquoi il a mis les bonchins chinois dans la réforme de l'économie depuis 1979, ainsi que dans la création d'une économie de droit, au risque, parfois, d'être obligé de faire marche arrière ou de freiner de manière déconcertante.

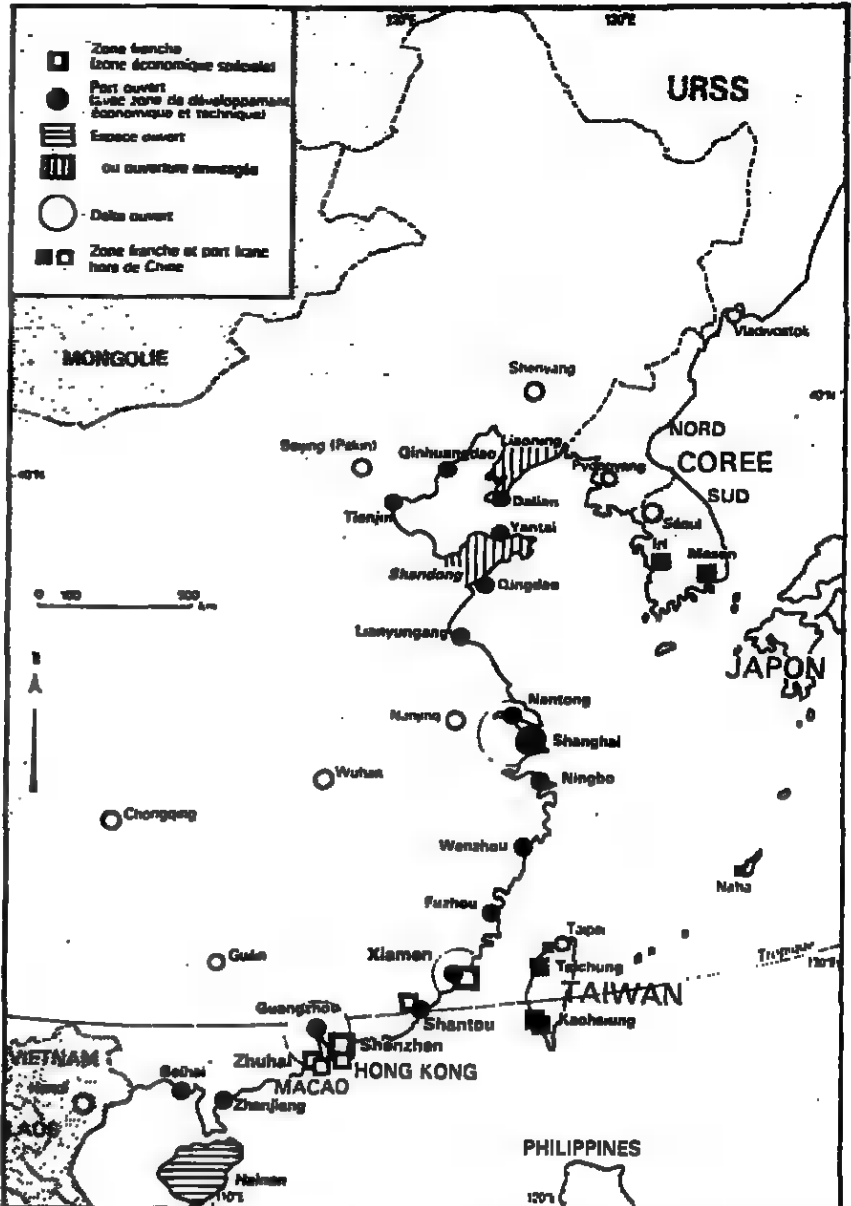
Ces progrès, ces changements, peuvent paraître limités, même par rapport à ceux d'autres pays de l'Asie d'Extrême-Orient. Ils sont souvent plus quantitatifs que qualitatifs, et dans certains domaines de haute technologie, la Chine prend chaque année du retard sur l'Occident. Mais il faut aussi voir d'où vient la Chine, et les difficultés qu'elle a dû affronter pour surmonter le handicap causé par les exodes de millions (Grand Bond ou sans, collectivisation...) et par la révolution culturelle. L'erreur serait de se montrer trop pressé. M. Deng ne dit-il pas qu'il faudra attendre le milieu du XXI^e siècle pour que la Chine parvienne à un niveau de développement aussi élevé ? Mais peut-on faire des prévisions à si long terme ?

PATRICE DE BEER.

(14) Un appartement pour beaucoup d'affaires étrangères à Pékin coûtait en début de 1986 entre 8 000 et 7 000 dollars par mois, charges non comprises ; le salaire de « joint-venture » avec la firme Occidentale Pékin-Hong Kong était de 100 dollars par mois. M. Deng, pour l'exploitation de la plus grande mine de charbon à ciel ouvert, faisait capoter les Chinois ayant demandé que les salaires des mineurs chinois soient alignés sur ceux des mineurs américains.

(15) Voir notre article dans le Monde daté 19-20 janvier 1986.

(16) Voir notre article dans le Monde du 25 janvier 1986 intitulé « Avoir une compréhension plus claire des SEZ à travers l'expérience de Shenzhen ». Cet article fut reproduit, puis « annulé » sans explication par China News Agency, ce qui semble indiquer qu'il aurait suscité des contestations.



(D'après l'Atlas des zones franches et des paradis fiscaux, Payard-Reclus, Paris, 1986)

L'OUVERTURE AU CAPITALISME OCCIDENTAL. Dans le Sud, les quatre zones économiques spéciales de Zhuhai, Shenzhen, Shantou et Xiamen s'inscrivent dans un dispositif complexe sur tout le littoral, où l'ouverture au capitalisme occidental devrait servir de tremplin à l'industrialisation du pays.

Les zones économiques spéciales

LES zones économiques spéciales, et en particulier celle de Shenzhen, qui jouxte Hongkong, sont l'exemple typique de la politique d'ouverture, de ses succès, mais aussi de ses difficultés, ainsi que des débats politiques et théoriques qu'elle suscite en Chine (15). Ouvertes depuis cinq ans pour recevoir les technologies étrangères et pour servir de tremplin aux exportations chinoises, elles ont jusqu'à présent essentiellement servi de base d'importation de produits de consommation. Shenzhen connaît un déficit commercial considérable. Les entreprises créées, qui sont assez nombreuses, font appel à des technologies peu avancées ; beaucoup d'investissements sont venus de Chine même, des provinces ou des ministères faisant de la spéculation dans l'immobilier, le commerce ou l'import-export.

Mais les textes qui régissent Shenzhen sont parfois contradictoires. Les investisseurs étrangers qui s'y installent visent avant tout l'immense marché chinois ; or la Chine, soucieuse de retrouver rapidement ses dépenses, veut avant tout exporter, dans un souci de la conservation et de la mise en valeur de son territoire. Des restrictions sont mises à la vente des produits des ZES vers l'intérieur de la Chine. En même temps, les restrictions mises aux importations de Shenzhen gênent les acheteurs de produits étrangers et de technologie indispensables pour se placer face à la concurrence. Les hésitations des responsables, faisant parfois un pas en avant, parfois un pas en arrière, découragent les investisseurs et les banquiers, qui, tout en restant persuadés de la volonté d'ouverture à long terme de Pékin, sont préoccupés par des mesures de circonstance qui risquent, en fait, de remettre en cause la crédibilité à long terme des réformes. Dans ce débat, les partisans de l'exportation à tout prix pour les ZES semblent l'avoir emporté, à un moment où l'énorme déficit commercial inquiète les dirigeants du pays, où les incertitudes choquent la population.

Un article du Quotidien de l'économie (16) est venu relancer le débat.

On voit cependant que le principe même de l'orientation vers l'exportation des ZES, car « une économie de marché fonctionne toujours dans les deux sens et les exportations sont faites afin de permettre les importations ». Il préconisait la « politique des deux fronts », c'est-à-dire que les ZES s'ouvrent à la fois vers l'extérieur et vers le reste de la Chine. Si on coupe Shenzhen de son hinterland, « c'est comme si on lui liait les mains derrière le dos ». Shenzhen ne doit pas être privée de ses possibilités de développement, mais elle doit importer plus et vendre dans le reste du pays, à servir d'entrepôt à Hongkong, à faciliter les échanges et à respecter des règles très strictes (interdiction d'importer certains produits, encouragements pour d'autres, règles de douanes et fiscales pour la zone de Chine...).

On voit cependant que le principe même de l'orientation vers l'exportation des ZES, car « une économie de marché fonctionne toujours dans les deux sens et les exportations sont faites afin de permettre les importations ». Il préconisait la « politique des deux fronts », c'est-à-dire que les ZES s'ouvrent à la fois vers l'extérieur et vers le reste de la Chine. Si on coupe Shenzhen de son hinterland, « c'est comme si on lui liait les mains derrière le dos ». Shenzhen ne doit pas être privée de ses possibilités de développement, mais elle doit importer plus et vendre dans le reste du pays, à servir d'entrepôt à Hongkong, à faciliter les échanges et à respecter des règles très strictes (interdiction d'importer certains produits, encouragements pour d'autres, règles de douanes et fiscales pour la zone de Chine...).

Chine-France : Accroître l'effort et la présence des entreprises

« NOS angles de vue diffèrent, mais nos conceptions générales se rejoignent », a déclaré M. François Mitterrand à l'issue de sa rencontre avec M. Hu Yaobang. La visite que le secrétaire général du PC chinois a effectuée en France et dans plusieurs pays de la CEE témoigne en effet de l'intérêt que Pékin porte à l'Europe. Ce voyage, marqué par des regards protocolaires exceptionnels, a permis de dégager de réelles convergences politiques, d'affirmer une volonté commune de s'inscrire en dehors de la politique des blocs, et de discuter des difficultés qui se profilent à l'horizon des relations économiques. Le commerce entre les deux pays a connu un bond en avant au début des années 80. En 1985, il a culminé à 4,4 milliards de francs d'importations et 6,9 milliards d'exportations, dépassant de 40 % les résultats de l'année précédente. La Chine est ainsi devenue, derrière le Japon, notre deuxième marché dans la région Asie-Océan et les secteurs où la France a percé (énergie,

transports, et communications) correspondent à une priorité de la partie chinoise. Plusieurs grands contrats ont été signés en 1985, et d'autres sont en voie de ratification. Parmi eux, un contrat de coopération industrielle et commerciale à Danyang-Bay, centrale thermique à Hongkong, et un contrat de coopération industrielle et commerciale à Canton. Il s'ajoute à cela un grand nombre de projets de coopération technique et de dizaines d'accords de coopération technologique. Pourquoi alors ces inquiétudes que l'on sent poindre ? C'est que la balance commerciale de la Chine, équilibrée en 1984, a accusé un déficit de 7,6 milliards de dollars en 1985. Un certain nombre de réajustements sont donc en cours à Pékin pour réduire les importations. Dans le même temps, la Chine exige des investisseurs financiers plus souples pour accomplir ses achats et un meilleur transfert de technologies. A ces obstacles, s'ajoutent les difficultés à pénétrer sur le marché chinois : après une période d'euphorie, les

entreprises françaises les ont mesurées ; et comme cela arrive trop souvent, certaines adoptent un comportement timoré et manquent de suivi dans leurs efforts (1). Les discussions avec MM. Chirac et Mitterrand ont permis de lever certains obstacles. La France a promis un effort dans les domaines technique et technologique ; la commission économique mixte franco-chinoise, créée au niveau ministériel, travaille à une coopération qui s'étend aujourd'hui à de nombreux domaines (présence de 1 500 bourgeois français en France, enseignement du français à la télévision chinoise, multiplication des jumelages...). A. G.

(1) Voir Chine Express, lettre bimensuelle d'informations économiques et d'opportunités d'affaires, 11, quai d'Orléans, Paris.

DÉVELOPPEMENT par couple

manière dont on interprète sur le terrain la notion de « libre consentement des masses », mais elle est aussi fermement les principes. Les responsables ont été invités par les médias de la presse occidentale qui présentent la politique de l'enfant unique comme une mesure de libération de l'homme. Ils ont été gênés lorsqu'on évoque devant eux la répression, dans certaines régions, d'un phénomène qui a touché la Chine : l'infanticide des filles. Des parents y ont de nouveau recours pour l'enfant unique, soit un garçon - considéré a priori comme une meilleure garantie pour les vieux jours. « Il s'agit de crimes qui sont poursuivis comme tels », affirment les autorités de Pékin, tout en reconnaissant qu'on a enregistré en 1985 un total de 108,47 meurtres pour 100 filles.

« Nous combattons ces effets pervers », déclare M. Chen Xiang. Mais nous ne pouvons pas pour autant renoncer à notre politique de l'enfant unique sous peine de compromettre définitivement toute possibilité de développement de la Chine. »

Le lien de résidence

Sur les grandes villes, la main-d'œuvre non qualifiée provient en général de campagnes lointaines. Les « paysans » - comme on les appelle de nos jours - sont logés, pour la durée du chantier, dans les villes où ils travaillent. Mais leurs familles ne peuvent demeurer avec eux et ils doivent retourner dans leurs districts d'origine lorsqu'on n'a plus besoin d'eux... à l'heure où ils ne sont plus nécessaires ailleurs. Ainsi, une importante population d'immigrés de l'intérieur.

Si un jeune homme de Pékin et une jeune fille de Canton, qui se sont connus par correspondance à l'université, décident de se marier, ils devront accepter de vivre séparément pendant un an avant de leur mariage. L'épouse pourra plus facilement aller rejoindre à Pékin avec son mari si elle trouve un autre Pékinois qui souhaite vivre à Canton.

Depuis quelques années, cependant, les autorités paraissent plus souples sur ces problèmes. Il arrive même souvent qu'un cadre soit affecté à quelques centaines de kilomètres de sa famille. 580 000 couples séparés à cause de leur travail ont pu être réunis au cours des cinq dernières années. Il en resterait au moins 1 000 000, seize des vingt-neuf provinces chinoises (2).

Malgré ces efforts récents, la réglementation chinoise, qui interdit aux citoyens de vivre où ils le souhaitent, peut apparaître comme une atteinte à la liberté individuelle. Faut-il cependant reprocher aux dirigeants du pays le plus peuplé du monde de chercher à maîtriser le développement urbain ? Faut-il laisser des villes déjà saturées continuer à croître ? Shanghai s'accroît de manière anarchique avec d'immenses faubourgs bidonvilles, à l'image de certaines mégapoles du tiers-monde ?

ARMÉ SAVARD.

(1) La population totale du globe s'est accrue de 4 800 millions d'habitants entre 1962 et 1982, la République populaire de Chine comptait officiellement 1 008 millions. Avec Taiwan, Hongkong et Macao, la population chinoise atteignait environ 1 034 millions. Il faudrait ajouter à ce chiffre celui de l'importante diaspora chinoise répandue sur tous les continents pour atteindre, plus ou moins, le quart de la population mondiale.

(2) Ces couples ont au moins une consolation : dans un pays qui ignore encore presque complètement les congés payés, ils bénéficient d'un mois de vacances pour se retrouver.



UNE FAMILLE AVEC SON ENFANT UNIQUE. Combattre la direction de l'Etat et le libre consentement des masses

Un seul enfant

La Chine a une population de 1,1 milliard d'habitants. C'est le deuxième pays le plus peuplé du monde, après l'Inde. La croissance démographique est restée élevée, malgré la mise en œuvre de la politique de l'enfant unique. Selon les projections, la population chinoise pourrait atteindre 1,5 milliard d'habitants d'ici 2050. Cette explosion démographique pose de graves problèmes pour le développement économique et social du pays. Les ressources naturelles sont de plus en plus épuisées, et la pression sur les terres agricoles s'accroît. De plus, le chômage et la pauvreté sont devenus des problèmes majeurs, en particulier dans les zones rurales. La politique de l'enfant unique, bien que visant à réduire la croissance démographique, a également entraîné une série de problèmes sociaux, tels que le déséquilibre du genre (plus de garçons que de filles) et le vieillissement de la population. Ces défis nécessitent une approche intégrée pour assurer un développement durable et équilibré pour la Chine.

ÉBAUCHE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE

Les Nations unies au chevet de l'Afrique

CONSACRÉE à l'Afrique, la session spéciale des Nations unies s'est achevée le 1^{er} juin à New-York par l'adoption, à l'unanimité, d'un *Programme d'action de l'ONU pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990*. Ce texte, qui a dû sacrifier à une tonalité obligatoirement « consensuelle », reflète cependant plus qu'un unanimité de façade. Reste à la communauté mondiale la rude tâche de le mettre en pratique.

Par CLAUDE BRISSET

Tout au long du printemps, aux Nations unies, les grandes capitales occidentales et l'Afrique, experts et diplomates ont peaufiné les documents préparatoires de cette conférence, la première de ce genre. Jusque-là, des décennies, des années, des journées avaient été proclamées à maintes reprises par les Nations unies, toujours sur des questions « universelles » (eau, transports, l'énergie, les femmes, la paix...) ; jamais encore une approche intégrée pour tout un continent n'avait prévalu. C'est ainsi qu'une fois, malgré quelques réserves émanant du groupe des 77 : individualiser les problèmes de l'Afrique, c'était, craignaient-ils, entamer la solidarité des non-alignés, dans l'attente d'un échec précédent.

Cela dit, le consensus ne s'en est pas moins établi, au fil des semaines et pendant la conférence elle-même, sur la spécificité des problèmes qui se posent à l'Afrique. Dans un document diffusé à New-York avant l'ouverture de la session (1), les instances exécutives des Nations unies soulignent que l'on peut prévoir en Afrique, pour 1995, « un revers par rapport à l'inférieur à celui du début des années 80 », alors que les projections des experts permettent d'annoncer « une croissance positive pour toutes les autres régions du monde ». Contient le plus pessimisme de la planète, l'Afrique est ainsi le seul à s'appauvrir.

Deux de nombreux pays subsahariens, le produit intérieur brut habitant est tombé à son niveau des années 60. A moins que la communauté internationale ne sache mieux le répit de l'année 1986, « le déclin économique et social de l'Afrique se poursuivra durant toute la décennie, avec les graves et nouvelles catastrophes d'une plus grande ampleur que celles de 1974-1975 ».

Pourquoi ? Pourquoi le continent noir s'est-il en point laissé distancer non seulement par l'Amérique latine mais aussi par la majorité des pays d'Asie ? Pour des raisons internes que l'analyse des experts réunis à New-York, y compris ceux de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont lucidement analysées : manque de politique économique à la suite des indépendances, séquelles du colonialisme, insuffisance des stratégies de développement agricole, catastrophes climatiques répétées, embellissement de la démographie... Mais les raisons externes ne manquent pas : chute des prix des produits de base - à l'exception de l'Afrique du Sud - et des minerais, - crise énergétique, pénurie de devises, absence d'investissement dans

la dette... Le tout sur un fond d'instabilité politique chronique et d'insécurité qui s'ajoute à une pénurie chronique de biens d'équipement secondaires et à la faillite du système de transports et de communications.

Si les Nations unies ont prolongé l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), il y a vingt-cinq ans l'autosuffisance alimentaire chuterait de 31 % à 34 % en Afrique du Nord, et de 31 % à 56 % dans l'Afrique subsaharienne. Le déficit céréalier, actuellement de l'ordre de 25 millions de tonnes, atteindrait 100 millions de tonnes.

Chiffres vertigineux, qui ne sont que des projections, mais que la situation actuelle et l'évolution récente rendent dangereusement crédibles. Aujourd'hui, 150 millions de personnes vivent dans des zones frappées par la sécheresse et la désertification, 15 millions d'Africains sont dans une situation d'urgence vitale. « L'Afri-

gerait l'injection, au cours des cinq prochaines années, de 11 milliards de dollars par an d'aide financière extérieure à des conditions de faveur (3). Les engagements prévus ou escomptés devraient permettre d'atteindre 8,5 milliards de dollars, à combler un déficit annuel de 2,5 milliards de dollars. Mais la Banque estime que nombre de pays d'Afrique ont mené des efforts courageux que les donateurs extérieurs devraient aider à consolider en accordant une assistance financière accrue ».

Car, les flux de l'aide, malgré l'émotion suscitée par la famine de 1984, ont sur une pente déclinante. Comme le souligne M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, « l'aide publique au développement a chuté de plus en plus vite depuis 1982, elle est de plus en plus limitée aux activités extérieures au développement, comme la promotion des exportations - des pays industrialisés ».

L'OUA rejoint l'analyse. Selon l'organisation panafricaine (4), le redressement des économies du continent suppose la mise en œuvre d'un programme quinquennal qu'elle estime à 128,1 milliards de dollars. Les Etats africains, dont certains ne manquent pas de ressources, devraient pouvoir en mobiliser eux-mêmes 82,5. L'assistance extérieure devrait donc fournir 45,6 milliards de dollars, soit cinq fois, soit 9,1 milliards par an.

Car le débat était bien là. S'agissait-il d'une conférence d'annonce de contributions à chacun, ou d'un appel à des promesses chiffrées, difficilement vérifiables ? Un bien d'une conférence de programmation, de réorientation des politiques où chacun expliciterait sa position ?

ils auraient souhaité voir les créanciers leur promettre des conditions plus douces, ce qu'ont d'ailleurs fait les Canadiens, les Néerlandais et les Danois, dont les engagements financiers en Afrique ne sont pas, au demeurant, démesurés.

Tel n'est pas le cas de la France, premier créancier de l'Afrique subsaharienne et deuxième bailleur d'aide au continent, après les Etats-Unis. Paris a déclaré fermement qu'elle maintiendra l'approche « par cas ». Si, disait-on dans la délégation française, l'on efface l'endettement de l'Afrique, celle-ci apparaîtra plus que jamais comme un « risque majeur » et sera davantage exclue des circuits de l'économie mondiale. Ce serait, a précisé M. Michel Aurillac, ministre français de la coopération, le même de la « fausse dette solidaire ». La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ne se sont pas prononcés dans un sens précis.

Le document final adopte donc une formulation mesurée, à laquelle tous

les partenaires ont pu rallier : pour résoudre les problèmes considérables que pose cette dette, « les mécanismes existants doivent être mis en œuvre avec souplesse et, le cas échéant, être améliorés ».

Second point d'achoppement : le montant de l'aide. La pression des Occidentaux, notamment de Washington et de Londres, était forte pour qu'aucun engagement financier ne soit pris. Paris non plus ne tenait guère à en prendre, mais souhaitait le final mentionner expressément la nécessité d'une aide supplémentaire par rapport au volume actuel. La formule compromise satisfait les uns et les autres, y compris les Africains. Elle indique : « La communauté internationale reconnaît que les pays africains ont besoin de ressources additionnelles » ; elle s'engage « à n'épargner aucun effort pour fournir des ressources suffisantes » destinées à appuyer et compléter les efforts de développement de l'Afrique ».

Le recul des stéréotypes

La session de New-York a aussi permis - à la surprise de beaucoup - de considérer l'Afrique avec leurs partenaires extérieurs. Les délégations africaines, d'ailleurs, ont été l'un des points les plus positifs de la réunion de New-York.

Pourtant, certaines positions stéréotypées n'auraient pas manqué. Celle des Etats-Unis notamment, par la voix de M. George Shultz, disant : « Nous croyons fermement que nous sommes prêts à travailler avec vous ».

aide de l'Occident, de ses monopoles et de ses banques, ainsi que les séquelles du colonialisme. A quoi les Africains répondaient, avec quelque irritation, que l'Afrique avait un développement en provenance de l'Est et qu'elle n'était pas si faible qu'on le disait.

Mais ces discours schématiques n'ont occupé que fort peu le devant de la scène. Comme l'a déclaré dès l'ouverture M. Abdou Diouf, président du Sénégal et président en exercice de l'OUA, « la crise aura eu des effets bénéfiques. Elle aura projeté une lumière sur nos défaillances et nos erreurs d'orientation ». Elle aura montré aussi au monde que « la paix ne pourra être réelle et totale tant que tout un continent, l'Afrique, est menacé par la famine, la maladie, l'ignorance et l'incertitude du lendemain ». Répondant à cette exhortation liminaire, le document final apparaît comme la synthèse d'un long travail, celui des Africains et celui d'un grand nombre d'experts du développement.

Parmi ceux-ci, M. Edgard Pisani, qui avait présidé le comité préparatoire de la session de New-York, et qui, fort de son expérience européenne, proposait la création de véritables « marchés communs » en Afrique (5) et rappelait qu'il était nécessaire de « fournir à l'opinion internationale une image objective de l'Afrique, avec ses sécheresses, ses désordres, ses famines et ses maladies, sans doute, mais surtout avec ses ressources, sa vitalité, sa détermination, sa jeunesse, son importance dans l'équilibre du monde ».

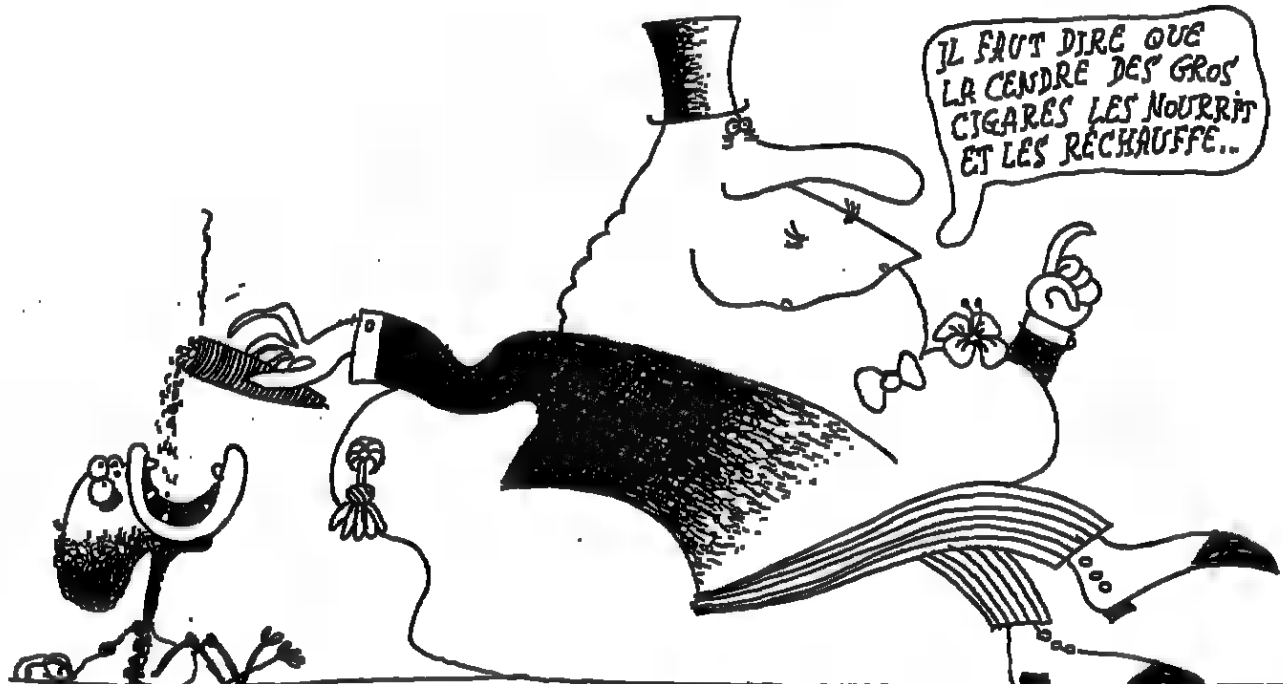
(1) Document de travail sur la situation économique critique en Afrique, note du secrétariat de l'ONU.

(2) Voir « Le rôle de la communauté internationale », Le Monde diplomatique, avril 1986.

(3) Le Programme d'un ajustement structurel en Afrique subsaharienne (1986-1990) Banque mondiale.

(4) La Situation économique critique en Afrique, document de travail préparé pour la session de New-York.

(5) M. Edgard Pisani avait préparé un document qui a servi à l'élaboration du texte final. Ce document a été présenté au comité préparatoire.



(Vasquez de Sola)

que compte la plus forte proportion de réfugiés de la planète : 4 millions, sur un total de 10 millions. Le continent noir est aussi la seule région du monde où, selon le Fonds international de secours à l'enfance (UNICEF), la mortalité infantile et juvénile a augmenté depuis vingt ans.

Les indicateurs économiques et financiers sont aussi très alarmants. L'encours total de la dette des pays subsahariens se montait en 1985, selon le Fonds international de secours à l'enfance (FMI), à 100 milliards de dollars. Le chiffre atteint les 175 milliards de dollars, selon l'OUA, si l'on inclut l'endettement de l'Afrique du Nord. Dans certains pays, la balance des paiements d'exportation, et même au-delà, s'engouffrent dans le déficit de la dette (2).

Persone, à New-York, n'a manqué le tableau des experts, et qu'une stratégie visant au redressement des économies africaines devra intégrer tous les aspects du développement, dépasser la notion de « remède d'urgence » - même celle de « crise » - pour affronter les perspectives à long terme. Les divergences apparaissent pourtant sur le chiffre de l'entreprise de redressement.

Selon la Banque mondiale, le redressement des économies africaines exi-

Co fut, en fait, malgré toutes les précautions de langage, les deux à la fois. Le texte final reprend donc les grandes lignes de l'analyse et les chiffres de l'OUA. Mais le document n'indique pas que les 45 milliards de dollars d'aide extérieure soient annoncés. Il précise simplement : « L'Afrique s'engage à fournir le cadre nécessaire au lancement de programmes à long terme de développement et de croissance socio-économiques ». La communauté internationale s'engage à aider l'Afrique à atteindre son objectif.

Il s'agit donc, selon le texte lui-même, d'un « cadre d'orientation », à l'intérieur duquel les pays africains s'engageront sur la voie de profondes réformes. En particulier, ils s'engageront le quart de leurs investissements au développement agricole ; mettront en œuvre des mécanismes d'alerte rapide pour détecter précocement les famines ; lutteront systématiquement contre l'extension du sida. En outre, on voit la Banque mondiale et de la Banque mondiale, ils amélioreront la gestion de l'économie par des mesures d'ajustement des prix de change, d'allègement de la dette, de réduction des salaires, en gelant les emplois dans le secteur public. Enfin, les pays africains s'engagent à « améliorer radicalement les systèmes d'éducation » pour diminuer la dépendance à l'égard des experts extérieurs, et à freiner la fuite de devises. Le document mentionne aussi la nécessité de « s'attaquer aux problèmes de la fécondité et de la mortalité excessive, de l'urbanisation accélérée, de l'exode rural », l'un des aspects les plus pressants, les Africains s'engagent à en prononcer publiquement.

Pendant plusieurs jours, les discussions ont été achoppées à deux points, d'abord à la dette. Les Africains, d'un côté, ont déclaré qu'ils ne demandaient pas son annulation. Mais

expérience du développement est un guide pour les politiques économiques. Selon l'économie de l'initiative privée, ajoutait le secrétaire d'Etat, c'est la voie de l'avenir, car « le dirigisme gouvernemental peut endommager les économies et nuire à la croissance que les calamités naturelles ».

A l'autre extrémité de l'échiquier, M. Youli Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, déclarait que l'Afrique payait aujourd'hui « le prix de la prétendue

MOBILISER LE POTENTIEL SCIENTIFIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

La Fondation Nord-Sud

Le redressement du développement des pays du tiers-monde dépend largement des possibilités qu'ils ont de fonder leurs choix sur des connaissances et sur des expériences concernant les milieux (physique, biologique, humain), les technologies, les stratégies (techniques, économiques, sociales, culturelles). Mais à cet égard, la France dispose, dans ses universités et ses organismes de recherche, d'un potentiel scientifique remarquable dont une bonne partie (65 %) se consacre à la recherche pour le développement. Mais il ne suffit pas qu'une « demande » et une « offre » existent pour qu'elles se rencontrent. Il faut souvent, pour cela, des mécanismes souples, non bureaucratiques.

C'est le souci qui a présidé à la création de la Fondation Nord-Sud (association pour la formation par la recherche et pour le développement), par trois grands organismes de recherche, le CNRS, l'INSERM, l'ORSTOM, ainsi que par trois organismes non gouvernementaux, le CCFD, la CIMADE et le GRET, premier objectif d'offrir des bourses de formation à des jeunes experts du développement de leur pays. Ces bourses seront de six à douze mois, le stage devant se dérouler dans un laboratoire de recherche - public ou d'entreprise - avec, sous la présidence de la fondation, M. Alain Ruellan, l'ambition de « leur transférer un peu de nos connaissances ; leur faire découvrir leurs difficultés, leurs problèmes et essayer d'en tenir un peu compte dans nos priorités scientifiques ».

La fondation veut susciter l'engagement de jeunes entreprises, des collectivités locales et des universités pour essayer d'accueillir annuellement une centaine de stagiaires des pays en voie de développement.

(Fondation Nord-Sud, 53, rue Monge, 75005 Paris - Tél. 46-77-23-31.)

Calendrier des fêtes nationales

1^{er}-31 juillet

| | |
|------------------------|--------------------|
| 1 ^{er} RWANDA | Fête de l'ind. |
| 1 ^{er} CANADA | Fête nationale |
| 4 ETATS-UNIS | Fête de l'ind. |
| 5 ALGERIE | Fête de l'ind. |
| 5 VENEZUELA | Fête nationale |
| 6 MALAWI | Fête nationale |
| 11 MONGOLIE | Fête nationale |
| 14 FRANCE | Fête nationale |
| 14 IRAK | Anniv. procl. Rép. |
| 19 NICARAGUA | Fête de la révol. |
| 20 COLOMBIE | Fête nationale |
| 21 BELGIQUE | Fête nationale |
| 23 POLOGNE | Fête nationale |
| 23 EGYPTE | Fête nationale |
| 26 LIBERIA | Fête nationale |
| 26 MALDIVES | Fête nationale |
| 28 PEROU | Fête de l'ind. |
| 30 VANUATU | Fête de l'ind. |

- En France sur la Côte d'Azur -

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le cadre de la verdure à
"LA CHARMERIE" à CIMIEZ (NICE)
Diplôme d'Etat de l'Etat

Internat - Externat - Demi-pension

ANNÉE SCOLAIRE

Cours élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES

du 4 Août au 29 Août

مكتبة الأمل

APRÈS LE DÉPLACEMENT VERS LE SUD DE 600 000 PAYSANS

Une pause dans le transfert des populations en Ethiopie

ADDIS-ABEBA ■ récemment annoncé la suspension, jusqu'en 1987, du transfert vers le Sud fertile des populations victimes de la famine. Cet exode forcé a été dénoncé par de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et a donné lieu, dans la presse internationale, à de violentes polémiques.

En déplaçant, depuis octobre 1984, six cent mille personnes, le gouvernement du colonel Mengistu prétendait sortir l'Ethiopie de la dépendance alimentaire; un objectif qui demeure d'une dramatique actualité.

Par GIORDANO SIVINI ■

Des millions dignes de Pol Pot ?

C'est ce qu'ont affirmé, au long de l'année, des organisations comme Médecins sans frontières en France, Survival International au Royaume-Uni et Cultural Survival aux Etats-Unis. Cette dernière a même accusé le régime éthiopien d'affamer les populations des zones en dissidence afin de les contraindre à émigrer (1). Par leur radicalité, ces critiques cherchaient à faire pousser Washington dans la voie des sanctions à l'égard de l'Ethiopie et à inverser la position officielle américaine (2), qui s'était traduite, en 1985, par une aide alimentaire de 190 millions de dollars, soit le quart du total reçu par Addis-Abeba (3).

Ces choix américains s'expliquent par l'importance stratégique de la corne de l'Afrique, mais aussi par des pressions internes. La Maison Blanche ne pouvait rester insensible à la forte mobilisation de l'opinion publique en faveur des victimes de la famine, alors que d'énormes quantités de céréales étaient stockées dans les silos. Mais, à la fin de 1985, les autorités américaines ont, en particulier, l'agence de coopération US-AID, exprimé des réserves très fortes contre les déplacements de populations multipliant les pressions pour que tous les habitants se

raillent à leurs camps. Principal argument utilisé : l'aide alimentaire renforcée par le régime révolutionnaire.

Le titre d'un article du *Wall Street Journal* du 17 janvier 1986, « Today Holocaust », donne une idée de la violence des attaques. A la fin de l'année dernière, le Parlement européen de Strasbourg adoptait, à l'initiative de différents groupes politiques, des résolutions similaires. Le résultat ne s'est pas fait attendre : les appels de coopération présentés à l'Ethiopie, y compris ceux des Nations unies, s'abstiennent de collaborer au programme de déplacement. Pourtant, à la fin de 1984, un vote unanime de l'Assemblée générale de l'ONU avait approuvé explicitement une aide à la réalisation du transfert des populations. Pourtant l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et la Communauté économique européenne avaient prouvé à de multiples occasions techniques du projet, et les résultats étaient positifs. En outre, le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu, avait personnellement contacté le représentant des Nations unies dans sa capitale et sollicité sa médiation pour régler au respect des droits de l'homme, bafoués même les détracteurs des

Mais, face à la situation d'urgence créée par la famine, le gouvernement a décidé en octobre 1984 de déplacer, avant 1985-1986, 600 000 familles — soit plus d'un million et demi de personnes — du Tigré, du Wollo et de Shoa vers le Sud, passant outre aux difficultés liées à l'occupation du climat (paludisme et mouche tsé-tsé) et aux rapports avec les populations autochtones. Le parti unique, le Parti des travailleurs d'Ethiopie (PTE), a alors assumé directement la responsabilité de l'opération, la RRC et les différents organismes d'Etat se cantonnant dans un rôle logistique. Une commission présidée par le colonel Mengistu lui-même a choisi, après consultation des lieux, les zones de colonisation.

Cette logique a entraîné une évaluation des problèmes techniques et humains que le PTE a tenté de pallier par des mesures d'urgence. Parallèlement, les effets de cette mobilisation (contribution volontaire des salariés, participation des étudiants et des enseignants à la construction des villages dans les zones vierges, appui des populations autochtones aux opérations d'installation) ont été pris en compte par les responsables éthiopiens des réalisations.

La décision de grande envergure prise en octobre 1984 s'explique par des considérations politiques de fond : la prolongation de la famine impliquait, pour les populations sinistrées, une dépendance prolongée vis-à-vis de l'étranger. Le projet d'assistance, initialement limité par les gouvernements étrangers, se voit trouvé dans des situations analogues (notamment les autres pays de la bande sahélo-saharienne affectés par la sécheresse), à un des inconvénients que le régime a voulu éviter : affaiblissement des capacités de production internes et accroissement de la dépendance par rapport à l'étranger. Par ailleurs, l'aide alimentaire apportée aux colons engagés dans la mise en valeur de nouvelles terres pouvait être utilisée de façon productive. Il s'agit là d'un choix pertinent, mais qui a été miné sur le plan opérationnel par de graves carences techniques, organisationnelles et financières ainsi que par un certain manque de souplesse politico-idéologique.

Le calendrier et les modalités d'exécution du programme de déplacements ont été imposés par l'ampleur de la famine, la situation d'urgence, l'insuffisance de moyens et le manque de préparation des structures et des effectifs. De plus, l'orientation autoritaire typique des actions d'urgence dans des situations de sous-développement a été renforcée par le système centralisé du pouvoir et par les tensions politiques internes. Certaines organisations humanitaires ont dénoncé la condition de sélection des personnes à déplacer, la division des familles et le transport, à partir des témoignages directs et d'une enquête effectuée dans des camps de réfugiés du Soudan, auprès des personnes ayant fui les zones de dévastation. Toutefois, il faut replacer ces informations dans un cadre plus global.

La moitié des familles déplacées ont fini dans des établissements de type « intégré », c'est-à-dire à l'intérieur d'associations paysannes existantes, surtout dans les zones de production du café. Les autres ont été orientées vers des établissements dits « traditionnels », c'est-à-dire dans des zones vierges, où leurs conditions de vie étaient d'autant plus difficiles qu'elles ne connaissaient pas l'écosystème local. De nombreux villages ont été érigés dans des zones qui ne sont pas marécageuses durant la saison des pluies et où il est impossible de trouver de l'eau potable. Les taux de mortalité élevés, partout supérieurs à ceux des zones de provenance à l'époque de la famine, témoignent de la dureté des conditions sociales et de production (8). A Pawe (85 000 colons), sur la base des données collectées auprès du PTE, la mortalité a été extrêmement élevée : en quinze semaines (d'octobre 1984 à janvier 1986), près d'un quart des colons ont décédé, ainsi que la moitié des enfants de moins de cinq ans.

Les populations des zones de colonisation vivent dans des conditions dramatiques. Cette situation a conduit l'Italie à lancer un programme d'urgence du Fondo Aiuti Italiani pour la zone de Pawe, et à élargir ainsi la brèche dans le mur de la non-intervention qui a dramatiquement limité la présence des organisations internationales dans les phases opérationnelles du programme. Celle-ci aurait pourtant pu influencer les modalités de sa mise en œuvre. C'est ce qu'a écrit Oxfam, une organisation non gouvernementale qui a opté pour une approche participative : « Quand nous avons la preuve que les déplacements comportent des actions coercitives (...) nous protestons auprès des

autorités éthiopiennes. Sur la base de l'expérience de l'an passé, nous avons trouvé une solution beaucoup plus efficace que les grandes dénonciations publiques (9). » La suspension des transferts devrait maintenant faciliter la participation négociée des organisations de coopération qui prennent en compte la volonté éthiopienne d'orienter l'aide internationale vers des projets productifs.

- (1) J.-W. Clay, « The Search for Food », Cultural Survival Inc., US House of Representatives, Washington DC, 18 octobre 1985.
- (2) Exprimée dans la « President Determination » n° 85-20, qui affirme : « Les informations disponibles ne justifient pas l'application de sanctions à l'Ethiopie ». Le régime éthiopien pratique actuellement une politique visant délibérément à affamer les populations. » Human Rights and Food Aid in Ethiopia, House of Representatives, US Government Printing Office, Washington DC, 1986, pp. 172-181.
- (3) Op. cit. p. 181.
- (4) Mesfin Wolde-Mariam, « Vulnerability to Famine in Rural Ethiopia 1958-1977 », dans J. Rubenson, *Proceedings of the Seventh International Conference of Ethiopian Studies*, Addis-Abeba, 1985.
- (5) Ethiopia, *Recent Economic Developments and Future Prospects*, vol. 1, Banque mondiale, 1984, p. 1.
- (6) A.-P. Wood, « Spontaneous Agricultural Resettlement in Ethiopia, 1950-1974 », dans J. J. Clarke, L.A. Kossel, *Redistribution of Population in Africa*, Heinemann, London, 1982, p. 161.
- (7) RRC, *The Challenges of Drought, Ethiopia's Struggle for Relief and Rehabilitation*, Addis-Abeba, 1985.
- (8) Pour les estimations et conditions de vie dans la zone de Pawe, cf. G. Sivini, « Famine and the Development Program in Ethiopia », *Africa*, Rome, 1986, n° 2.
- (9) « Unethical Humanitarian Approach in Ethiopia », *African Business*, n° 90, février 1986.

Répondre à une situation endémique

EN Ethiopie, les famines ont une dimension endémique, non seulement à la suite de la sécheresse, mais aussi à cause des invasions de sauterelles et de chenilles et des épidémies, des épizooties et des éphyties. La grande famine de 1889-1892 avait provoqué la mort d'un tiers de la population. Des tragédies plus circonscrites ont marqué, à plusieurs reprises, notre siècle. De 1951 à 1977, quatre-vingt-onze des cent deux districts du pays ont connu à différents moments une famine qui a affecté 22 millions de personnes, avec un taux de mortalité évalué entre 10 % et 20 %. Deux famines, en particulier, ont atteint une ampleur nationale : en 1943 et en 1973-1975 (4). Les capacités de production des régions du Centre et du Nord ont progressivement diminué à la suite de l'appauvrissement des sols et de l'affaiblissement des forces productives paysannes. Un indice significatif de la gravité de la situation est l'absence de réserves alimentaires et la détresse généralisée dans les périodes de soudure. Les rapports sociaux — d'exploitation et d'appropriation — qui ont caractérisé l'empire éthiopien sont à l'origine de cet état de choses. L'indigénisme traditionnel du Négus face aux conditions de vie rurales a cependant devenu manifeste que lors de la famine de 1973-1975, lorsque les forces de l'opposition, surtout des étudiants et des intellectuels, ont renversé l'immense régime des paysans du Wollo : cette dénonciation a contribué à la chute du régime.

Le gouvernement révolutionnaire, quant à lui, a tenté d'un premier temps de rétablir l'écosystème — par le réajustement et la valorisation des ressources en eau — et d'alléger la pression démographique dans le Nord en déplaçant les populations. Les difficultés financières, le poids des dépenses militaires et la faiblesse des aides internationales jusqu'en 1983 n'ont pas permis de résultats décisifs, bien que l'administration éthiopienne puisse se prévaloir d'une plus grande efficacité et de meilleures capacités techniques que la majorité des pays africains (5). De cette façon, il n'aurait été possible d'obtenir des résultats qu'à moyen et à long terme; c'est pourquoi de nombreux observateurs ont convenus qu'il était opportun de miser sur les déplacements de populations.

Dans la période impériale, de 1950 à 1974, l'exode spontané des hauts plateaux du Wollo avait affecté plus d'un million de personnes (6). Quelques programmes de déplacement avaient déjà été lancés et avaient alors été

encouragés par l'US-AID en une époque où, il est vrai, l'Ethiopie recevait la moitié de l'aide militaire accordée à l'Afrique par les Etats-Unis. A partir de 1976, Addis-Abeba prévoit d'organiser de façon systématique la colonisation, elle est chargée, en 1979, le Relief and Rehabilitation Committee (RRC), en vue d'inscrire ses efforts dans l'ensemble des programmes d'aide et de reconstruction (7). Cependant, les déplacements effectués sont restés de portée modeste, et les évaluations ont fait ressortir des erreurs de conception. Au moins deux et des résultats médiocres. Il apparaît donc nécessaire de redéfinir typologies et méthodologies dans le cadre d'un plan décennal de développement qui, selon une hypothèse de la RRC, aurait dû concerner 200 000 familles en dix ans.

Volonté individuelle et coercition

D'APRÈS un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, la mortalité durant la famine a atteint au moins quatre ou cinq fois le taux normal (2,2 %). On a parlé de 300 000 morts en 1984. Les camps organisés par la RRC dans le Wollo (à l'exception du grand camp de Tsalia) ne disposent d'aucune donnée, on a enregistré, de juillet 1984 à juin 1985, 41 111 morts, dont 41 % de moins de quinze ans. Organisés à partir de camps, les opérations de déplacement ont été faites dans des conditions peu propices au respect des droits individuels.

Les transferts ont entraîné surtout ceux qui avaient dû recourir aux aides d'urgence. Les centres d'assistance sont devenus des lieux de détresse. La première phase de l'opération, qui a duré en gros trois mois, visait surtout à alléger — grâce au déplacement des personnes adultes valides et des membres de leur famille — la pression sur les camps de réfugiés. 42 % du total des déplacements ont eu lieu durant ces trois mois, et 40 % dans les quatre mois suivants, avant la nouvelle saison des pluies. Cette deuxième phase a concerné les groupes qui n'étaient pas à même d'assurer leur subsistance avec le lopin de terre dont ils disposaient. Cette logique, qui ne prend pas en compte les choix individuels, se fonde sur l'incapacité de la collectivité à maintenir sur place. Le programme ne reposait donc pas sur des choix personnels (même si ce terme a été utilisé par

les autorités éthiopiennes pour répondre aux critiques), mais sur des exigences économiques et sociales.

Au moment de la déclaration de l'état d'urgence, le 23 septembre 1984, les rapports familiaux et sociaux étaient déjà complètement détruits. Le phénomène n'était pas nouveau : lors de la famine de 1973, les groupes à la dérive qui cherchaient de l'aide étaient constitués de femmes et d'enfants, tandis que les hommes, au moins dans un premier temps, restaient pour travailler sur leurs terres. Le fait qu'un grand nombre de familles soient restées vivantes de façon permanente à la suite d'une longue séparation (citation qui fait référence à 1973) rappelle que la rupture des liens familiaux fait partie de la destruction sociale globale et ne peut être inversée — sauf marginalement — comme une conséquence des modalités opérationnelles du programme de déplacements.

Par contre, les transferts de populations ont été effectués avec des moyens limités (des médicaments et dans certains cas des avions non pressurisés), ce qui a accru les souffrances et provoqué un nombre sans aucun doute élevé de décès. En outre, le manque d'organisation n'a pas permis de connaître les destinations finales — établies dans les camps de transit en fonction des conditions d'accueil des zones de colonisation. Les colons ont été répartis dans les différents villages suivant leur ordre d'arrivée, sans qu'il ait tenu compte des facteurs sociaux et ethniques.

75.0%

DE RECUS AUX

BAC

Une Tradition TOURNÉE VERS L'AVENIR

LES COURS MEURANT

Bobliements d'enseignement secondaire et supérieur privés

6° AUX TERMINALES ABCDGH

- Limités par (quinze élèves),
- Horaires renforcés,
- Laboratoires de Informatique,
- Hébergement,
- Activités sportives et culturelles,
- Encadrement strict
- Option langues étrangères : arabe, chinois,
- Cours de : juillet - août - septembre,
- Internat, externat, demi-pension,
- Internat garçons / Internat filles,

CLASSES PREPARATOIRES

HEC - ESCAE - ESSEC - Sc-Po

BTS (diplômes d'Etat)

Secrétariat - Comptabilité - Publicité - Tourisme - Action Internationale - Commerce International

BOSTON - BAC INTERNATIONAL - USA - BAC FRANÇAIS

Contrôle régulier des Enseignants par des Inspecteurs agréés de l'Université.

PARIS / LE RAINCY / SAINT-GERMAIN-EN-LAYE / BOIS-LE-ROI / LE HAVRE / LYON / STRASBOURG / SAINT-ETIENNE / CHALON.

4, place Franz-Liszt

COURS MEURANT

(1) 48.24.19.00

Membre de la Fédération Européenne des Ecoles

Pour recevoir une documentation sur la ou les formations de votre choix, remplissez et renvoyez ce bon et adressez-le aux cours MEURANT, 4, place Franz-Liszt - PARIS 75010.

M., Mlle, M. Prénom

Adresse

Ville

Code Postal

Tél.

☐ secondaire ☐ classes préparatoires ☐ BCP ☐ Comptabilité-Secrétariat

☐ internat ☐ HEC ☐ BTS ☐ Comptabilité-gestion

☐ Ville ☐ ESCAE ☐ ESSEC ☐

☐ BAC aux USA ☐ Sciences Po ☐

* Professeur de sociologie politique à l'université de Calabre (Italie).

ALORS QUE LA FRANCE ACCROIT SA PRÉSENCE

Le consensus national s'effrite en Guinée

DEUX ANS après la mort de Sekou Touré, l'enthousiasme se dissipe en Guinée. La multiplicité des périls sur le plan interne, l'absence d'unité du Comité militaire de redressement national (CMRN) et la crise économique ont conduit le général-président Conté à s'appuyer largement sur la France. La présence au début de l'année à Conakry de trois cents parachutistes français, qui ont procédé à des missions de protection des points sensibles, illustre le retour du pays dans l'espace francophone.

Par AMADOU OURI BAH

Formé le 23 décembre 1985, le troisième gouvernement du général Conté a enregistré la démission de M. Jean-Claude Diallo, ministre de l'Information et de la culture. Symbole des Guinéens vivant à l'étranger, M. Jean-Claude Diallo a été nommé à la tête du gouvernement et aux postes administratifs de la période dictatoriale. Les conflits d'intérêt qui se sont manifestés autour de l'organisation de la fonction commerciale, les prévarications au sein de l'Etat et les rivalités pour le pouvoir ont ébranlé la patience de celui qui apparaît comme proche du président.

Elle-même divisée, l'armée est secourue par les milices locales qui agissent en dehors de l'Etat. La « fraternité armée » a pris le pas sur la « fraternité des armes ». La présence des troupes françaises sur le sol guinéen a été perçue comme une preuve de l'absence d'unité. Depuis que l'armée du pouvoir lui a échappé au profit de M. Conté, le malaise s'est accru au sein du CMRN. Cette situation n'a plus qu'un rôle fictif et les principaux membres sont divisés dans le pays.

L'exécution sommaire de proches de M. Conté au lendemain du la démission du coup d'Etat du colonel Diarra Traoré le 4 juillet 1985 a terni l'image du régime (1), alors que les présumés auteurs du putsch manqué croulaient dans les geôles (2). Les associations humanitaires et les familles des disparus de l'époque de la terreur ont le sentiment d'être flouées. Le régime a choisi d'effacer la vérité pour éviter la retentissement d'un procès public des tortionnaires des camps de la mort. Ainsi, en deux ans, les auteurs de la mort d'innombrables victimes multiples et imprévus sont parvenus à disparaître profondément la cohésion du tissu national (3).

C'est dans cette atmosphère que le général Conté a imprimé un tournant brutal à la politique. La constitution de son troisième gouvernement est marquée par une entrée massive de civils, notamment de Guinéens venus de l'étranger. Le président a saisi l'occasion pour mettre à l'écart les principaux prétendants à la présidence : les capitaines Faciné Touré et Mamadou Baldet.

Dans la foulée, il a mis en œuvre les recommandations du FMI : désengagement de l'Etat de la gestion des principales entreprises commerciales ; réduction des deux tiers de l'effectif de la fonction publique ; réforme du système bancaire et monétaire (4).

A l'exception de la Banque centrale, les banques guinéennes sont remplacées par trois banques d'établissements français : la Banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO), la Banque nationale de Paris (BNP) et la Société générale. L'objectif est de détourner des fonds publics, les anciennes institutions financières du pays sont remplacées par des banques françaises.

Les autorités ont procédé à la démission du syli au profit du franc guinéen (50 FG = 1 FF), nouvelle monnaie nationale. Cette réforme a été précédée par une

forte dévaluation, de l'ordre de 1 500 % : de 1 dollar pour 240 sylys, on est passé à 1 dollar pour 340 sylys (soit 240 FG). Maintenant, le franc change flottant, la nouvelle monnaie est partiellement convertible sous forme d'enchères organisées périodiquement par la Banque mondiale à l'intention des opérateurs économiques locaux en Guinée. L'objectif est de faciliter à moyen terme l'entrée de la Guinée dans l'Union monétaire africaine (UMOA) et sa réintégration dans le franc, ainsi que d'éradiquer le marché parallèle.

La Guinée a bénéficié de concours financiers de la plupart des banques de l'Union occidentale. La Banque centrale de coopération économique française lui a accordé, au début de cette année, un prêt d'accompagnement de la restructuration monétaire, de l'ordre de



JOUR DE MARCHÉ À CONAKRY
Une pénurie dans l'approvisionnement des cartes de ravitaillement

220 millions de francs. Avec 524 millions de francs en 1985, la Guinée est de loin le pays qui a obtenu de la Banque mondiale le plus important. Le réajustement monétaire a été également facilité par un virement de 10 millions de dollars du FMI et de la Banque mondiale pour couvrir les besoins immédiats en devises étrangères. Le total cumulé au 30 juin 1985 des concours de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'International Development Action (IDA) s'élevait à 390,6 millions de dollars. Dans le cadre de la réorganisation du pays, la Sodegu est une filiale de Thomson, a signé un contrat de 5,5 millions de dollars d'assistance technique pour la gestion de l'économie nationale.

La suppression, le 15 février 1986, du « Programme commerce » (PLC), regroupement de commerçants locaux, malgré les professions de foi politiques de M. Jean-Claude Diallo. Dans l'optique de ses initiatives, le PLC devait se substituer aux circuits de distribution étatiques, pour contenir l'inflation galopante et assurer le ravitaillement de la population. La poursuite de l'expérience aurait sapé le fondement de la domination de la bureaucratie étatique et déplacé le centre du pouvoir réel vers les commerçants. Mais, peu préparé à faire face aux besoins pressants de la population, le PLC a commis des erreurs dans le choix de ses partenaires. Le circuit de distribution lui sur pied fut l'œuvre de la main de l'ancien système étatique, qui parvenait à créer la pénurie dans certains points de vente pour accroître de façon illégitime leurs marges et éliminer le PLC.

Depuis lors, l'appareil d'Etat a le monopole de la désignation des commerçants autorisés à vendre des denrées de base. Ils sont les seuls habilités à se ravitailler auprès de la Société guinéenne de commerce (SGC), organisme mixte où l'Etat détient 40 % du capital ; la Société commerciale pour l'Ouest africain (SCO) et la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO), anciennes compagnies coloniales françaises, se partagent, à parts égales, les 60 % restants. Structure concurrente du PLC, la SGC a contribué activement à l'éviction de son rival. Elle est sur pied sous la houlette de la France et de la Caisse centrale de coopération économique, cette société gère aussi les 220 millions du prêt d'accom-

plissement de la réforme monétaire. Elle assure l'approvisionnement de la Guinée en denrées de première nécessité (6). L'opposition entre la SGC et le PLC est la classique affrontement entre le capital national et étranger. La maîtrise du circuit de commerce des produits agricoles et l'instauration d'un quasi-monopole dans les échanges extérieurs du pays ont aiguillé les convoitises. Ensermé dans un faisceau de liens hostiles locaux et étrangers, le PLC était condamné à disparaître : les intérêts étrangers triomphaient. Ainsi la France occupe aujourd'hui une position dominante ; elle est devenue le premier fournisseur de la Guinée, en conquérant un tiers du marché local : un niveau comparable à celui qu'occupe l'ancienne métropole en Côte-d'Ivoire. Pour l'année 1985, le volume des exportations françaises s'est accru de 515 millions de francs. Ce qui n'a pas empêché la chute du ravitaillement de refaire leur apparition.

Elle avive la frustration des plus démunis devant le gaspillage matériel des possédants. Conakry est l'une des villes de l'Ouest africain où le parc des Mercedes est le plus important. Principaux bénéficiaires de ce pouvoir parabolique, les membres de l'ancien pouvoir tentent de maintenir par tous les moyens leurs privilèges. Dans un champ social marqué par le fil d'un consensus artificiellement maintenu pendant un quart de siècle au prix de millions de victimes, l'irruption du commerce sur le devant de la scène a perturbé ce fragile équilibre politique et social.

La fracture nationale qui, au sein de l'unité pour le redressement national, s'est estompée, s'approfondissent. Il est traditionnel d'imputer aux commerçants locaux les difficultés conjoncturelles. Dès 1964, Sekou Touré décapita le « parti d'inspiration

bourgeoise ». En 1975, le régime attribua le nom collectif infamant de « Sheytane » (Satan) aux commerçants. Les victimes du dictateur, quelques semaines avant sa mort, furent les marchands. Plus que son prédécesseur, le général Conté n'a cherché à se concilier ce groupe social. Il a explicitement accusé les « diamantaires » de la communauté malinké d'avoir trempé dans la tentative du colonel Diarra Traoré de le renverser.

L'origine de la fortune des commerçants guinéens est variée. Certains ont prospéré à l'ombre de la dictature, tandis que d'autres, les plus puissants, ont accumulé leurs richesses hors les frontières. Dynamiques, se sont installés dans les zones frontalières, où ils ont pu se faire une place. Les plus puissants, les plus riches, les plus influents, les plus dangereux, les plus malinkés, les plus de la culture des Doulas du dernier, ils font jeu égal avec la communauté libanaise dans les pays limitrophes. Omniprésents dans le secteur informel, éparpillés à travers tout le continent, en particulier au Sénégal, ils disposent d'une grande puissance financière qui inquiète un pouvoir d'Etat frileux.

La fragilité du gouvernement, la dilution des responsabilités, la chute de l'armée, ont renforcé le sentiment d'instabilité ethnique et le mécontentement. L'ethno-stratégie, inaugurée par Sekou Touré en 1975 dans sa déclaration de guerre aux Peuls, a fait de la

La situation ethnique dans les sphères gouvernementales et administratives, le partage du pouvoir, la création d'un ministre-résident pour chaque région administrative, qui correspond à la répartition géographique des principales ethnies : Soussou, Malinké, Peul, — l'affectation des préfets uniquement à la ville dans les régions originaires, ont approfondi les clivages.

Ce malaise insidieux à des pratiques héritées de l'ancien régime a été illustré par la mise en place des conseils de quartier durant le mois d'avril 1986. Ce sont les chefs de famille qui ont payé les impôts électoraux. Tout candidat doit savoir lire et écrire en arabe ou en français, et pouvoir par conséquent écrire un plan de développement de son quartier. Ces élections — l'organisation desquelles des conseillers français ont apporté un concours actif — excluent la consultation la grande majorité des habitants, le but est d'empêcher la victoire d'une majorité négative composée essentiellement de sans-travail et de faux chômeurs. Le conseil comprend six membres élus, quatre autres sont nommés par l'imam du lieu. Cette ségrégation culturelle, économique et politique à l'égard de la majorité de la société marque la restauration des anciennes structures du pouvoir ; conseil islamique et représentants du Pouvoir révolutionnaire local (PRL).

La poursuite de l'ethno-stratégie

Le poids excessif de Conakry par rapport au reste du pays aggrave le malaise. Uniquement préoccupées du ravitaillement de la capitale, les autorités négligent les autres régions, accordant la tâche selon laquelle on assiste à l'érection d'un « Etat sous-état » en Basse-Guinée. Les Soussous, ethnique à laquelle appartient le général Conté, pâtissent le plus de la tentative de désengagement de l'Etat du circuit économique et commercial.

M. Sekou Touré, pour pérenniser son règne, avait tenté de transformer la communauté indigène en une population docile et asservie, obligée à vivre dans la misère que le pouvoir voulait bien distribuer. Par le ravitaillement, le pouvoir tient le pays ; il ne se contente pas d'acheter les consciences, il achète aussi les vies. Cette réalité justifie les hésitations du gouvernement actuel à marquer les limites de l'application des réformes libérales recommandées par le FMI.

Concentrée en Haute-Guinée, la communauté malinké adopte un profil depuis les événements du 4 juillet 1985. Bien que les tenants de l'ancien pouvoir recrutent essentiellement en son sein, elle ne fut point épargnée par la dictature, la déclaration du président qualifiant cette tentative de putsch et « coup d'Etat ethnique » avait suscité une indignation unanime. A l'heure actuelle elle est la principale victime du chassé-croisé ethno-administratif.

Marginalisés par le régime de Sekou Touré, les Peuls constituent la majorité de la population. Lourde pénalisation par les purges successives, qui ont décimé ses élites — dont Diallo Tello, premier ministre général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), — ils sont le plus représentés parmi les unités dont le nombre est estimé à 1 millions de personnes. La délocalisation de la capitale familiale à la suite de l'exil, la dispersion et la démantèlement de ses élites, le tribut très lourd qu'elle a dû payer à l'époque de la terreur ont entraîné la déliquescence politique de cette communauté qui dispose néanmoins d'un potentiel humain et intellectuel considérable.

Les rivalités interethniques, le vide politique, l'absence d'une alternative démocratique crédible, obscurcissent les perspectives. Le poids du passé, la survivance d'une mentalité féodale, la lutte pour le maintien des privilèges, les déséquilibres régionaux, le manque d'intérêt vis-à-vis du problème paysan et l'incapacité de l'Etat à prendre en charge les aspirations de la population civile ont fait de la Guinée, par le passé terre d'asile et d'immigration pour des populations persécutées du fait de croyances religieuses ou de la traite négrière, berceau d'empires pluriethniques, aujourd'hui gué par le syndrome tchadien.

- (1) Voir « Conscience africaine » en Guinée, le Monde diplomatique, août 1985.
- (2) D'après des sources non confirmées, le colonel Diarra Traoré aurait combattu aux mauvais traitements. Pour protester contre la torture, l'équipe médicale du docteur Jaffe, président de l'association AVRE, a quitté la Guinée en 1985 (association AVRE, 125, rue d'Avron 75010 Paris).
- (3) Le Monde diplomatique, 1985.
- (4) Voir Tableaux, Washington DC, 1986.
- (5) Le Monde, samedi 31 mai 1986.
- (6) Horoya, quotidien guinéen du 15 mars 1986.
- (7) L'Etat africain, Paris, numéros 1 à 6.
- (8) Situation ethnique et conjoncturelle au 30 juin 1985, direction générale de la Conakry.



LE LABORIEUX ACCORD ENTRE MM. BALAGUER ET MAJLUTA
Un succès des pressions de l'ambassade américaine à Saint-Domingue

AU LENDEMAIN D'ÉLECTIONS CHÈREMENT DISPUTÉES

République dominicaine: la porte à droite

Par notre envoyée spéciale FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

NOSTALGIE du temps passé où la République dominicaine semblait moins rude. « Avec Balaguer, le peuple aura à son retour l'ancien président Joaquín Balaguer (1966-1978), cet octogénaire couronné jadis d'éminentes fonctions sous la dictature du général Trujillo. Il est aveugle, malade et ne s'en cache point : « Vu mon grand âge et mes infirmités, vous vous doutez que, si je me représente, c'est uniquement par sens du devoir national », nous avait-il confié avec un mince fillet de voix, assis au centre d'une bibliothèque où portraits et photos (Francisco Franco, Richard Nixon, Jean-Claude Duvalier, Chiang Kai-shek, entre autres) étaient rangés. S'acquiesçant à son état physique, 41,66 % des Dominicains ont mis leur confiance en lui, l'ancien candidat du Parti révolutionnaire social-chrétien, le PRSC, conservateur, membre des forces armées dominicaines. Dans un lieu bien choisi : redresser la barre en cette heure de crise économique et sociale aiguë. N'est-il pas resté dans bien des mémoires comme le « grand balaguer », celui qui fit connaître par tout le pays les « multinationales » (port d'Haïti), immeubles coossés pour le climat moyen, écoles, hôpitaux, jardins publics ; celui qui fit de la capitale, Saint-Domingue, un centre urbain moderne, et qui briga pour les paysans de l'intérieur, au plus grosse somme, une timide réforme agraire ?

Cui, dans ses intentions, mais il bénéficiait alors d'une bonne conjonction extérieure, le sucre se vendait bien, on le récoltait en l'absence de violence des droits de l'homme, en violant la Constitution de la République, un accord des privilèges exorbitants au haut commandement militaire, en laissant s'enrichir indûment quelques centaines d'arrivistes.

Discorde au sein du « Parti de l'espoir »

C'EST LA. C'est tellement vrai que l'aspiration à la démocratie, aux libertés d'expression, de réunion, de protestation, à plus d'égalité, fut la cause première de la création du Parti révolutionnaire social-chrétien (PRSC, social-démocrate), d'abord en 1978, puis en 1982 (1). Balaguer n'est de père, d'un cheveu d'ailleurs, les élections du 16 mai 1986, au cours desquelles 3 millions de citoyens élurent à la présidence et à la vice-présidence, 30 sénateurs, 120 députés, 98 maires et conseillers municipaux. Mais quel dépit, quelle rage, la création du PRD, M. Juan Bosch (cinquante et un ans), battu par une marge très étroite (il a recueilli 39,46 % des suffrages) a-t-il dû finalement, après avoir provoqué pendant quelques jours une véritable révolution, à accepter un nouveau décompte des voix, s'incliner devant la patriarcale aveugle !

Certes, Balaguer n'est pas un homme comme coquer à la présidence M. Carlos Morales Troncoso, quarante-cinq ans, ingénieur de son état, un patron (le aimé et respecté), affirmant les responsabilités du syndicat maison de la Lactan Serrano Corporation, l'ancien Gulf and Western (2), immense entreprise sucrière, hôtelière, agro-industrielle, qui emploie quelque cinquante mille personnes. Pourquoi ? D'abord parce que ce digne descendant des familles les plus huppées de l'oligarchie traditionnelle, qui fut vice-président du Conseil inter-américain du commerce et de la production (CICYP), a tout pour tranquilliser les États-Unis, dont on sait la jalousie qu'il leur inspire - aujourd'hui comme en 1978 - le succès de la « révolution démocratique » dans cette île qui la géographie donne une position stratégique singulière.

Ensuite parce que ce technocrate, jusqu'ici étranger aux jeux politiques, donne une

image de compétence, d'intégrité et, surtout, d'intégrité. Milliardaire, mais réputé honnête, ce qui n'est pas le cas de M. Majluta. Aussi bien, les réformistes ont-ils mis leur campagne sur la corruption qui gangrène, même eux, l'appareil d'État depuis que le PRD est aux affaires.

Mais, au-delà du scandale dans l'histoire de M. Balaguer l'explication de la déroute subie par le parti au pouvoir, et déjà bien usé, alors que certains lui prédisaient l'avenir hégémonique du PRI mexicain ? Non, évidemment. Le PRD paye avant tout les fruits de sa gestion délicate - le désenchantement populaire est immense - et de ses divisions internes.

La « Structure » de Majluta - le titre, assez vague, ne recouvre en fait qu'un modeste diplôme du comptable - n'est apparu à aucun moment, lors de la campagne présidentielle, comme un défenseur d'idées, un porteur de programme. N'ayant ni la bouche que l'appel à la production et à la productivité, formule magique, se transformant lui-même comme un « bolide sans frein », (un carro sin freno), il roulait pour satisfaire ses ambitions personnelles, égoïstes. Trois réformistes : les immenses pannesaux publicitaires où s'étaient son visage ne portaient pratiquement jamais le sigle du PRD. Et pour cause. Cette candidature a été l'objet de critiques sévères, mettant aux prises les trois tendances qui ont déchiré pendant les dernières années le « Parti de l'espoir », dont le symbole est une torche blanche éclairant la route : la « Transition » du président sortant, M. Salvador Jorge Blanco, jadis de renom qui avait mis sa réputation au service de la stabilité des régimes politiques ; le « Bloc révolutionnaire » à gauche animé par M. Juan Francisco Peña Gómez, jadis jouissant d'une

image réelle, celle populaire d'un homme propre, mais aussi d'un rang sur la scène internationale, en sa qualité de vice-président du Transnationaliste anti-iste, où il soutient des thèses progressistes, par exemple le propos du Nicaragua sandiniste ; enfin le « Structure », une machine montée en 1983 par les partisans de M. Majluta en vue de le propulser au pouvoir, et qui s'est convertie en parti légal, affilié à l'Internationale latine.

« Cela ne vous gêne-t-il pas d'être appuyé à la fois par deux formations - le PRD et la Structure - qui se réclament de pensées fort différentes ? », demandons-nous à M. Juan Bosch. « Non, car, dans une telle situation, il parcourait les routes de l'Est - Saint-Martin, El Sibao, Higüey -, au lieu d'une tournée aux États-Unis, où il s'était notamment montré avec la communauté des cubains de Floride. « Accablé », avait-il répondu, un homme aux lèvres ; des gens me ont plusieurs fois au rassemblement derrière moi, je n'y suis pour rien. » Le caractère pragmatique du personnage éclate là.

En fait, tous les moyens lui ont été bons pour arriver de la course le chef « naturel » du PRD, M. Peña Gómez, dès lors que ce dernier, après avoir consacré vingt ans de sa vie aux tâches militaires et à l'attente de 1982 il remplira la charge importante de ministre de l'Intérieur, avait annoncé à la fin de l'année 1984 ses intentions de briguer la présidence. Il s'agit d'un homme, ce qui constitue un handicap dans cette nation où les militaires sont en majorité, il aurait rompu la tradition selon laquelle le pays est régulièrement gouverné par des civils, bien que ceux-ci ne représentent que 15 % de la population. Dans son entreprise, il était à moitié

appuyé par le président Blanco, avec la gestion duquel il s'était solidarisé, mais finissant au bout du « démarquage » entre le parti et l'État (3).

Certes, l'élection soulevait malades et inquiétudes à Washington. C'est l'une des raisons pour lesquelles fut débauché sur place un « commandant » musclé, M. Louis Kilday. Lorsqu'en novembre 1985 se tint la convention nationale du PRD, à l'hôtel Concord, un des plus beaux de la capitale, des gangs font irruption parmi les délégués, par leurs tirs de revolver, empêchant un décompte normal des votes. Étranges élections primaires, il faut donc quelles les deux rivaux s'abstiennent d'insultes, et prétendent tous deux avoir gagné... Rien n'a pu empêcher les deux candidats du concordato, même si, en février 1986, un « pacte de l'union » tenta de rétablir une unité de façade. M. Majluta fut choisi pour briguer la présidence, et on décida que les dirigeants des deux courants désigneraient chacun leurs candidats sur les listes à pourvoir, en proportion de leur influence respective. Ce compromis a entraîné un désastre sensible à la base du PRD : quelque 350 000 adhérents regroupés dans 15 000 comités populaires.

Désastre doublé de colère face à la pratique non de la démocratie, mais de la dédémocratie (art de désigner du doigt), dont un exemple nous fut donné lors de la nomination extrêmement houleuse qui se déroula, le 26 mars 1986, à Santiago-de-Cap-Haïtien. Les militaires, propriétaires de gros domaines, constituent dans cette ville un groupe de pression très influent sur la vie politique à l'échelle nationale. Que se passa-t-il alors ? Les militaires, soucieux par l'éternité, s'accrochaient avec ferveur le nom du maire de leur choix, M. Carlos Morales Troncoso, homme simple, modeste, mais qu'il était fait ses preuves. Tout d'un coup, joué dans leur rival, M. Majluta, sous l'emprise du clan des Guzman (4), avait résolu de proposer pour ce poste un industriel, M. Miguel Talia. Résultat de cette « cuisine » : le PRD est aujourd'hui en pleine libre dans son système électoral national, le Romano, San-Pedro-de-Macoris, Barahona.

Révolte contre le FMI

AU DÉGOUT ressenti à la vue des luttes fratricides, s'est ajoutée la montée d'un formidable mécontentement parmi les couches sociales-démocrates, composé surtout des latifundiers du pays. (2) Il est le progrès dans les conditions de vie, tant promis après la phase de « consolidation de la

(1) Le 16 mai 1982, le PRD obtint pour la première fois le soutien conjoint des trois pouvoirs avec M. Bosch comme ministre de l'Intérieur, 17 des 27 sénateurs, 120 députés du pouvoir législatif (qui désigne les juges).

(2) Après qu'elle eut été démise depuis 1967 d'excellents bénéfices en République dominicaine - où elle possédait dans la région Est un empire de près de 200 000 hectares - la transnationale Gulf and Western décida, en juillet 1984, de vendre ses propriétés. Une grande partie du capital passa aux mains d'une famille de Cubains exilés en Floride, les frères Fanjul, tandis qu'une autre était rachetée par des Dominicains fortunés, dont M. Carlos Morales Troncoso.

(3) Cf. Bernard Cassen, « La République dominicaine à la recherche d'un pacte social », *Le Monde diplomatique*, mai 1983.

(4) Antonio Guzman, grand propriétaire foncier qui avait accédé à la présidence de la République en 1978, se suicida le 3 juillet 1982 d'une balle dans la tête. Il avait été coopté à ce poste par le comportement scandaleux de certains de ses proches, ainsi que par celui de hauts fonctionnaires (douanes, loterie nationale, Institut dominicain de l'assurance sociale, travaux publics, Institut de stabilisation des prix, etc.) qui expatrièrent vers des banques étrangères des millions de dollars de l'État au Trésor public. Aujourd'hui, son épouse, et plus encore sa fille Sonia Guzman, cherchent à peser d'une certaine manière sur la vie politique.

Chronologie

- 1492 : Découverte par Christophe Colomb de la « Hispaniola », puis arrivée d'une expédition qui marque le début de la colonisation espagnole en Amérique. Fondation de Santo-Domingo quelques années plus tard, sur la rive du fleuve Ozama. La population indigène est exterminée et remplacée par les esclaves des Caraïbes et d'Afrique.
- 1515 : La production du sucre se développe, mais que se font de nombreux troupeaux, parfois sur des terres inhabitées.
- 1630 : Une centaine de Français accostent sur la côte nord. Ils forment d'abord « sociétés » : boucaniers, flibustiers, « habitants » ou cultivateurs. Ces derniers se multiplient et construisent des villes importantes, parmi lesquelles Cap-François, actuellement Cap-Haïtien.
- 1697 : Traité de Ryswick qui met fin à la guerre entre l'Espagne et la France ; celle-ci se voit reconnaître le droit de se maintenir dans sa colonie de Haïti.
- 1795 : Par le traité de Bâle, l'Espagne cède à la France la partie orientale de l'île.
- 1804 : Proclamation de la République de Haïti, née de la grande insurrection des esclaves conduits par Toussaint Louverture deux ans plus tôt.
- 1822 : Début de l'occupation française de la partie espagnole de l'île.
- 1844 : Etablissement de la République dominicaine, fruit de l'activité politique menée par des jeunes gens de la petite bourgeoisie, sous la direction de Juan Pablo Duarte. Les Dominicains feront face, par la suite, à plusieurs invasions étrangères.
- 1916 : Les guerres américano-espagnoles, en 1899, du général Ulysses Heureux, amènent l'intervention de l'infanterie de marine des États-Unis. Cette occupation a pour principal but l'achat de terres destinées à la culture de la canne à sucre.
- 1930 : Les premières élections démocratiques portent à la tête de l'État Rafael Vasquez.
- 1930 : Coup d'État du chef de l'armée, le général Rafael Leonidas Trujillo. Mis en coupe réglée, le pays va vivre trente ans de terreur.
- 1961 : Exécution de Trujillo par des opposants. Son vice-président, M. Joaquín Balaguer, lui succède.
- 1962 : M. Juan Bosch, président du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), est élu président de la République après vingt-quatre années d'exil.
- 1963 : Renversement du président Juan Bosch par un coup d'État militaire.
- 1964 : Une fraction de l'armée, soutenue par les secteurs populaires de la capitale, tente de renverser l'ordre constitutionnel. La « Révolution d'avril » sera le prétexte d'une intervention ordonnée par le président Lyndon Johnson au nom du « danger » communiste.
- 1966-1978 : Régime autoritaire du président élu, M. Joaquín Balaguer.
- 1978 : Victoire aux élections présidentielles d'Antonio Guzman, candidat du PRD, parti que M. Juan Bosch avait quitté en 1973 pour fonder le Parti de la libération dominicaine (PLD).
- 1981 : Suicide d'Antonio Guzman. Après s'être démarqué de la gestion de son prédécesseur, le candidat du PRD, M. Salvador Jorge Blanco, est élu à la présidence.

Peuples noirs - Peuples africains

Extrait du *NUMERO 1* :
Le Tripoli qui pleure à Pretoria qui rit
L'Afrique dans le monde (suite)
Cheikh Anta Diop, l'honneur de penser
L'Algérie (roman réunionnais)

Ce numéro, 160 pages : 47 F - Abonnement annuel (six numéros) : 270 F

Ecrire à : Editions des Peuples noirs
82, avenue de la Porte-de-Champs, 75009 ROUEN (France)
PEUPLES NOIRS, PEUPLES AFRICAINS
la seule grande publication francophone contrôlée de A à Z par des Africains

Édité par la SARI, le Monde
André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro
de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

Economie internationale

Option DEA-UEJ de l'économie de Grenoble

SÉMINAIRES : Théorie de l'économie internationale. - Problèmes monétaires et financiers internationaux. - Relations internationales des pays socialistes.

COURS : Économie des armées. - Économie industrielle internationale. - Système bancaire international et endettement. - La coopération internationale.

ÉQUIPE : W. Andreff, G. de Bernis, R. Borrelli, P. Bye, J. Calvet, J. Fontanel, B. Gerbier, P.-F. Gonod, J. Métais, A. Samuelson, et des fonctionnaires de l'ONU.

Inscriptions à adresser avant le 15 juillet à :

UER SCIENCES ÉCONOMIQUES, BP 47X, 38040 GRENOBLE CEDEX

ÉVITER LA CONTAGION DU MAUVAIS EXEMPLE BRÉSILIEN

L'offensive des Etats-Unis contre l'informatique latino-américaine

(Suite de la première page.)

Cinq accords sont alors signés. Cinq sociétés, spécialisées sur un marché, voient donc le jour avec l'aide, au départ, de partenaires étrangers (1) qui apportent licences et le savoir-faire, et surtout participent à la construction d'usines sur place. La même démarche est adoptée dans le domaine des périphériques, où cinq sociétés locales travaillent sur licence étrangère. Cette politique est coordonnée, depuis 1979, par un organisme, le *Secretaria Especial de Informatica* (SEI), rattaché au

au ministère de la science et de la technologie.

Aujourd'hui, le marché brésilien de l'informatique est divisé en deux secteurs : du micro au moyen ordinateur, en passant par les périphériques ; les grands et très grands ordinateurs. Le premier est strictement réservé aux compagnies brésiennes nées des « joint ventures ». Les importations y sont pratiquement exclues. Le second, dit « ouvert », est surtout pris en charge par IBM, Burroughs et ABC-Bull. Les importations y sont contrôlées et doivent faire l'objet d'un accord des autorités brésiennes.

Une industrie qui exporte

QUELQUES jours avant l'élection de Tancredo Neves, le 11 octobre 1979, le Parlement brésilien vote, à l'unanimité, une loi sur l'informatique qui renforce les pratiques protectionnistes en vigueur depuis 1975. Jusqu'alors, on considérait le Brésil comme une « île » dont le capital était pour plus de 90 %, brésilien. Aux termes de la loi de 1984, il faut désormais que la totalité du capital

soit brésilien. Si les sociétés locales qui fabriquent les micro et mini-ordinateurs ont gardé des liens technologiques avec leurs fournisseurs de licences, elles n'ont plus avec eux aucune liaison financière. Pour développer une informatique qui bénéficie à une industrie nationale naissante, le SEI a favorisé l'implantation de réseaux d'informatique dans les administrations et les grandes sociétés, de préférence à une informatique centralisée à base de grand ordinateur. Pour ces réseaux informatiques, le Congrès brésilien a adopté, il y a dix mois, la norme internationale OSI, au grand dam d'IBM qui défendait sa norme SNA.

En 1984, IBM contrôle 70 % du marché ouvert, Burroughs 10 %. Ces deux entreprises ont des filiales et des usines locales : depuis trente-cinq ans pour IBM et vingt-deux ans pour Burroughs. Un troisième groupe tente de s'insérer entre les deux : ABC-Bull. La société française, installée depuis très longtemps au Brésil, n'y occupait qu'une place marginale. En 1983, elle a signé un accord avec le groupe brésilien privé ABC, une conglomerat (210 millions de dollars de chiffre d'affaires) qui a des activités dans l'électronique, les transports, l'agriculture. Bull a d'abord cédé la licence de ses mini-ordinateurs, qui sont maintenant produits sur place par une filiale à 100 % d'ABC. Une filiale commune a ensuite été créée sur les grands ordinateurs, qu'elle commence à assembler. La majorité du capital votant est dans les mains d'ABC, mais le management est sous le contrôle de Bull. En un an, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 25 millions de dollars et fait passer sa part sur le marché ouvert de 5,3 % à 6,3 % (2).

C'est encore peu par rapport à IBM, mais la firme américaine a réagi d'autant plus vivement que la coopération entre ABC et Bull peut donner des idées à d'autres entreprises. Ainsi, des sociétés brésiennes de mini-informatique négocient avec Fujitsu pour examiner les conditions de fabrication de grands ordinateurs compatibles IBM. La multinationale peut également craindre que le gouvernement ne lui demande de transférer certaines de ses technologies, voire d'accueillir du capital local dans sa filiale. Bref, elle ne voudrait pas que la nationalisation brésilienne de la micro et mini-informatique contamine la grande informatique.

Cette politique nationale brésilienne a eu d'incontestables résultats. En 1980, sur un parc installé de 1,6 mil-

liard de dollars, la production locale n'entrait que pour 7 %. En 1984, pour un parc de 4,3 milliards de dollars, la part des produits nationaux est passée à 22 % (voir tableau ci-dessous). La balance commerciale du secteur informatique est certes déficitaire de 100 millions de dollars, mais le Brésil est devenu exportateur de micro et mini-ordinateurs. En 1984, il en a vendu à l'étranger pour 250 millions de dollars. A l'image de ses industries d'armement et d'aéronautique (voir l'encadré sur la page), l'informatique brésilienne va devenir peu à peu un secteur avec lequel les Occidentaux devront compter sur les marchés tiers.

Cette stratégie industrielle et nationaliste présente cependant des inconvénients. Le contrôle très strict des importations (qui répondent à la demande de décaler les soldes commerciaux pour rembourser la dette extérieure) bloque le développement de certains secteurs économiques, en ne leur permettant pas de bénéficier des temps des technologies les plus modernes.

Les responsables brésiliens de la politique informatique semblent avoir pris conscience du phénomène. Ils ont ainsi modifié un projet de loi sur les logiciels. Ce texte qui devait être adopté prochainement, autorisera la création de sociétés à capital mixte, brésilien et étranger. Cette disposition pourrait être élargie par la suite — après les élections de 1985 — à d'autres secteurs du marché de l'informatique, notamment à toutes les applications liées aux télécommunications.

Les pressions des Etats-Unis et d'IBM se sont ouvertement exercées, le 11 mai dernier, lors du voyage-éclair à Brasilia du sous-secrétaire d'Etat américain, M. John Whitehead. Elles se sont poursuivies dans le cadre de la Banque mondiale où Washington, qui avait vainement tenté de bloquer un prêt de 500 millions de dollars pour le développement hydroélectrique du Brésil, a néanmoins réussi à retarder le vote sur un autre prêt, de 450 millions de dollars celui-là, destiné à des projets agricoles (3). Ces pressions, visant à amener le Brésil à remettre en cause sa politique, sont d'autant plus fortes qu'un autre pays d'Amérique latine,

l'Argentine, a tenté de suivre la même voie. Certes, le marché de l'informatique y est huit fois moins important qu'au Brésil. La valeur du parc installé est de 1 milliard de dollars, les livraisons, en 1985, atteignaient 120 millions de dollars. IBM contrôle la moitié de ce marché et dispose d'une usine locale qui fabrique des imprimantes exportées dans le monde entier.

En 1983, après le départ des généraux, le nouveau gouvernement de M. Raul Alfonsín décide de mettre en place une politique informatique similaire à celle du Brésil : restriction des importations d'ordinateurs ; création d'une entreprise nationale de l'informatique ; lancement, en 1985, d'un plan industriel connu sous le nom de Résolution 44. L'objectif est d'inciter, dans certains domaines, des industriels étrangers à transférer peu à peu leur technologie à des sociétés locales.

IBM contre-attaque

La machine IBM s'est alors mise en marche. C'est d'abord par le biais de la vente de matériel d'occasion que le géant de l'informatique se présente aux appels d'offres. La Résolution 44 est contraire à la philosophie et à la politique que la firme américaine a toujours eue de par le monde : pas de transfert de technologie à des tiers ; développement des fabrications locales, mais à travers des filiales contrôlées.

Dans un premier temps, IBM a lancé planer la ressource d'une formation de son usine d'imprimantes. Outre le problème social, d'environ 100 millions de dollars de moins pour les exportations argentines. Second temps, le lobbying IBM s'est déployé sur un vaste front. Une bonne partie de la presse et des milieux d'affaires (notamment les utilisateurs de mainframe IBM) ont contesté la Résolution 44 qui, selon eux, ne mettrait pas suffisamment l'accent sur les exportations et donnerait trop de protections aux firmes retenues.

Apparemment, l'offensive commence à porter ses fruits, car des divisions sont apparues à l'intérieur de l'équipe de M. Alfonsín. La Commis-

Quatre segments du marché sont retenus : les micro-ordinateurs, les périphériques, les réseaux et les systèmes d'ingénierie bancaire. Pour répondre à l'appel d'offres lancé par le gouvernement, les candidats devaient avoir un capital majoritairement argentin et proposer un plan de développement des fabrications locales. En contrepartie, les lauréats bénéficieraient d'une protection douanière pendant cinq ans, que les divers avantages fiscaux.

En octobre dernier, les résultats de la préjudication ont été connus : deux sociétés locales pour les ordinateurs personnels, avec des technologies d'Olivetti et de Wang, et une société pour les micro-ordinateurs. Il s'agit d'une entreprise argentine, de Burroughs, liée à une société locale, et de Bull qui a, pour la circonstance, « argentinisé » le capital de sa filiale. Bull et Burroughs étaient également retenus pour les réseaux bancaires.

sion nationale de l'informatique prévoyait, à l'instar du Brésil, le développement d'une informatique distribuée avec des produits fabriqués par une industrie nationale. Une partie du gouvernement et de la technocratie ont une orientation qui milite pour une informatisation du pays à partir de grandes entreprises d'ordinateurs. Mais qui a toujours été celle d'IBM.

Un décret vient de paraître qui demande aux entreprises retenues par la préjudication de reformuler leurs offres en intégrant dans leurs éléments : leurs investissements locaux en recherche et leurs perspectives d'exportation. Enfin, la rumeur d'un accord d'IBM s'amplifie. La multinationale accepterait de céder à une société au capital argentin certaines de ses technologies sur les petits systèmes informatiques. La démarche est habile. Dans un pays où le chauvinisme détourne souvent l'opinion des vrais enjeux nationaux, elle permet à une partie de la presse de crier victoire : « L'Argentine a fait plier le géant ». Elle permet surtout, si IBM réussit à valider sa substance la Résolution 44, au géant de « bécotter » un marché qui risquerait de lui échapper peu à peu.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Il s'agit de Data General, Fujitsu, Nixdorf et de la société française Logabex, depuis lors reprise par Olivetti.

(2) ABC-Bull a obtenu un contrat d'une valeur totale de 12 millions de dollars pour la livraison de sept grands ordinateurs aux chemins de fer brésiliens. En 1983, la société a dégagé un bénéfice de 0,6 million de dollars.

(3) *International Herald Tribune*, 24 juin 1986.

Le projet France-Brésil

Pour s'inscrire dans la durée, les grands projets de coopération entre deux pays ont tout d'abord à s'appuyer sur une curiosité active pour le partenaire et, si possible, sur une relation réciproque des opinions. Si le volume des échanges entre la France et le Brésil est assez important, il est cependant largement inférieur pour la France (3,56 milliards de dollars d'exportations, matériel composé de produits manufacturés, contre 10,08 milliards d'importations, principalement de tourteaux, de soja, de café, d'huiles et de minerais), mesure des deux nations — au-delà des mythes — est finalement assez peu connue de l'autre.

L'ami pour rendre les deux pays mutuellement familiers qu'a été lancé le projet France-Brésil qui, lancé en 1980 pour célébrer le centenaire de la « première » du genre, s'appuyait sur les administrations des deux pays — mais faisant une très large place aux collectivités territoriales, aux associations et aux acteurs privés. — Il se concrétisera par des manifestations décentralisées de trois ordres : culturelles, éducatives, audiovisuelles, scientifiques, industrielles, économiques, touristiques, sportives, universitaires, etc.

Pour tout renseignement sur le contenu de ce projet, s'adresser à : Direction du projet France-Brésil, 101 rue Courcelles, 75017 Paris.

M. Philippe Dechartre vient d'être élu président de l'Association France-Tunisie, où il succède à Louis Périé, ancien résident général de France à Tunis, récemment élu. Colonel des Forces françaises de l'intérieur (FFI) pendant la Résistance, M. Philippe Dechartre a été ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Il est actuellement président du mouvement *Jeune République* (gaullistes de gauche).

PARTS DE MARCHÉ DES CONSTRUCTEURS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE (estimations)

| AMÉRIQUE LATINE | | BRÉSIL | |
|----------------------------------|--------|----------------------------------|-------|
| IBM..... | 52 % | IBM..... | 56 % |
| BURROUGHS..... | 13 % | BURROUGHS..... | 15 % |
| NRC..... | 8 % | | |
| Autres sociétés américaines..... | 10 % | Autres sociétés américaines..... | 1 % |
| BULL..... | 2,5 % | BULL..... | 3 % |
| Sociétés brésiennes..... | 14,5 % | Sociétés brésiennes..... | 25 % |
| TOTAL..... | 100 % | TOTAL..... | 100 % |

Armement : l'autre défi

Par DANIEL SOLANO *

L'ÉMERGENCE d'une industrie de l'armement au Brésil n'est pas un phénomène surprenant. Au cours des trente dernières années, ce pays s'est doté d'une base industrielle capable de développer de la sidérurgie, de l'automobile, de l'aéronautique et de biens d'équipement à grande échelle. L'industrie d'armement fabrique du matériel militaire.

Ce secteur rassemble environ trois cent cinquante entreprises employant cent mille personnes. La gamme des produits est relativement large puisqu'elle va des fusils aux missiles en passant par les bombes, les engins blindés et les avions d'entraînement. Un étude récente (1) classe le Brésil au rang de quatrième producteur d'armes (compte non tenu des grands pays industrialisés exportateurs) pendant la période 1980-1984, après l'Inde, l'Israël et l'Afrique du Sud. Il est aujourd'hui le premier producteur d'armes parmi les pays en voie de développement et le cinquième dans le monde. L'industrie a produit 80 % de la production d'armements exportés.

Cette percée s'explique surtout par le fait que les industriels ont visé juste en offrant des matériels moins avancés du point de vue technologique, mais tout aussi robustes et, surtout, moins chers que ceux des pays industrialisés. C'est le cas par exemple des engins blindés *Chavali* et *Urutu* construits par la société Engesa.

Au total, le Brésil a livré du matériel militaire dans trente-trois pays du monde, les Etats du Proche-Orient étant ses clients privilégiés. La société Embraer a vendu cent vingt avions à l'Egypte, et des avions à l'Irak. Des discussions se poursuivent avec l'Arabie saoudite pour l'assemblage de ce type d'un nouveau blindé d'Engesa, l'Osorio, spécialement adapté aux conditions du désert. La Libye, de son côté, vient de signer un contrat d'achat d'armes (notamment des missiles *Stinger* et des roues *EE-II Urutu*, *EE-9 Jararaca*) d'un montant de 1 milliard de dollars (2).

Une originalité : la plupart des produits ont été conçus par des Brésiliens eux-mêmes. Certains matériels complexes (sous-marins, par exemple) sont fabriqués sous licence, ou

grâce à des accords de coopération industrielle avec des firmes étrangères (comme l'italienne *Alpi*, pour des sous-marins italiens).

Dans le secteur de l'aéronautique, un effort de recherche et de formation des personnels a été engagé dès les années 40 par l'Etat brésilien. L'institut technologique de l'aéronautique en particulier, les pouvoirs publics et le secteur privé collaborant étroitement. Le *Embraer* a été créé à l'initiative du gouvernement, qui a ensuite ouvert le capital au secteur privé tout en conservant la direction de l'entreprise. Le développement des *Embraer* a été favorisé par l'initiative d'entreprises privées (Engesa, Bernardini, etc.) qui se sont diversifiées dans le domaine militaire.

Les problèmes financiers du tiers-monde limitent aujourd'hui les possibilités de vente. La chute du prix du pétrole réduit les capacités d'achat des Etats du Proche-Orient et rend difficiles les opérations de compensation (trois d'armements contre livraisons de pétrole). Les problèmes politiques, ainsi, l'interception, en 1981, d'un avion libyen transportant des armes vers le Nicaragua a gelé les contrats avec la Libye.

Actuellement, les exportateurs tentent de se réorienter vers les pays industrialisés. En mars 1985, l'armée de l'air britannique a décidé d'acheter cent trente avions *Tucano*. Pour arracher le contrat, face à la concurrence du Suisse *Pilatus*, *Embraer* s'est associé avec une entreprise de Belfast, *Short Brothers*, chargée d'assembler les avions sur place. Un contrat plus important (portant sur cent cinquante exemplaires) pourrait être signé prochainement avec l'armée de l'air britannique.

Le rapprochement avec les pays industrialisés n'est pas seulement économique : il est aussi technologique. Le pays aspire à fabriquer des produits plus sophistiqués et recherche des associations avec des industriels occidentaux : la construction de l'avion *AMX* en est un exemple. *Embraer* a eu, au cours des derniers mois, des contacts avec des sociétés étrangères (dont Dassault) en vue de construire un commun avion de combat pour les années 90. Mais la situation difficile des finances publiques a conduit, semble-t-il, les autorités de Brasilia à différer un projet trop coûteux.

(1) Michael Brzoska et Thomas Ohlson, *Arms Production in the Third World*, Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI, 1986.

(2) Voir *le Monde*, 17 juin 1986.

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 Paris - Tél. 43-54-05-97

LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DU DROIT HUMAINITAIRE

A. PEDONE - Institut Henry Dunant - UNESCO
1 volume 360 pages - 150 F

Organisation des Nations unies

- L'industrie dans le monde : changement structurel et interdépendance \$15.
- Bulletin économique pour l'Europe, 1985 \$17,50
- Manuel relatif à l'emploi de consultants dans les pays en voie de développement \$12.
- Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1985 \$17,50
- Bulletin annuel de statistiques du gaz, 1984 \$11.
- Bulletin annuel de statistiques des transports, 1984 \$27.

Dans les revues...

CORRESP

Sacrifier le dogn

NDANCE

■ Au sommaire de CPE BULLETIN, une note sur l'enseignement des mathématiques aux Etats-Unis, et l'analyse des stratégies de capital-risque dans le domaine des biotechnologies en 1990 (N° 27, mai dix numéros par an abonnement).

Le PROJET consacre un ensemble à l'immigration, sous un titre significatif : « La France avec les immigrés ». Ceux-ci, Maghrébins surtout, « sujets politiques » et qui « interrogent notre société ».

Organisation mondiale de la santé

CORRESPONDANCE

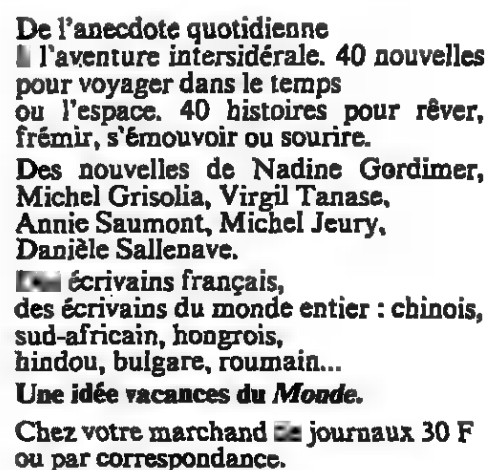
Sacrifier le dogme ou l'économie?

Toutefois est-il que, ce choix, ils l'ont
 depuis plusieurs déjà, depuis
 que le dollar n'est le pente
 en, en vertu du raisonnement que j
 poser, on aurait pu s'attendre
 de la hausse du dollar entraînait celle des
 Or, grâce politiques restrictives
 en place qui, par différents
 moyens, abouti à baisse du pouvoir
 d'achat, c'est l'inverse qui a produit.
 Cette baisse accrue à coup affecté
 l'investissement l'activité économique des pays
 tropéens autres liquidités
 accumulées n'avaient été drainées par
 l'union qui peu près à la par époque

En **fin** analyse, cet endettement n'est que la concrétisation des contradictions internes d'une politique depuis cinq ans, qui, avec un dollar dépensé, pense pouvoir faire deux profits en même temps : une première fois en le prêtant à un taux réel très élevé, une deuxième fois en le récupérant par l'exportation de produits manufacturés. C'est un **double jeu** dont les hommes ne sont pas capables qu'elle ne peut durer ni longtemps, si l'on n'y met fin.

C'est pourquoi il faut penser à supprimer elle-même, mais alors, bien entendu, de la pire façon : par la déflation mondiale.

40 Nouvelles



Le Monde

BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE

prénom

adresse _____

code postal _____ localité _____

nombre d'exemplaires _____ x 33 F (frais d'expédition inclus) = _____ F.

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO 5, RUE DES ITALIENS 75437 PARIS CEDEX 8

[illegible]

10. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 284: 2689-2695.

1

L'OLP prise aux

Un point final est mis à trente années de très proche coopération entre la Jordanie et les Etats-Unis. Cette déclaration du roi Hussein montre bien à quel point l'image de Washington s'est détériorée parmi les Arabes « modérés ». Plusieurs signes ont récemment témoigné des sentiments unilatéralement pro-Israéliens de la Maison Blanche : du Congrès : refus de livrer certains types d'armements à l'Arabie saoudite, passivité face aux efforts de règlement prônés par le souverain hachémite, sous-estimation du drame palestinien. Pourtant, n'est-ce pas Mme Thatcher, un proche allié, qui reconnaissait que la sécurité d'Israël serait assurée seulement par « la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien » ? De plus, tous les interlocuteurs du premier ministre britannique en Cisjordanie lui ont confirmé qu'ils considéraient l'OLP comme leur seul représentant. Le retour des combattants palestiniens au Liban démontre que, malgré de nombreux revers, l'organisation de M. Yasser Arafat reste un interlocuteur obligé. Pour l'avoir trop souvent oublié, l'Occident a, au cours de ses vingt dernières années, entretenu le désespoir d'un peuple et encouragé le terrorisme. — A. G.

Par JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD *

Avec la création de l'Etat d'Israël, en 1948, la Palestine disparaît de la carte du monde. Les Palestiniens, privés de patrie, se retrouvent hors-la-loi, dans un monde où le système international ne leur reconnaît que le statut de réfugiés. Ils ne leur reste que le droit de la lutte armée. L'action terroriste, sans être exclue, est reléguée au second plan au service d'une stratégie visant à faire reconnaître une identité nationale.

Maïs, en septembre 1970 — le Septembre noir — pour les Palestiniens, l'armée jordanienne écrase les fedayin sous les bombes; l'OLP est contrainte de quitter la Jordanie où elle disposait de l'essentiel de ses forces. Durant l'été 1982, l'armée israélienne envahit le Liban et assiège Beyrouth pendant près de trois mois; l'OLP part à nouveau en exil, perdant sa dernière base relativement sûre aux frontières de l'Etat d'Israël. Ces deux dates marquent un renouveau de l'action terroriste; non seulement en Israël et dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, mais aussi sur le théâtre international. Dans ce dernier cas, et surtout depuis 1982, les activités des opérations sont devenues à la fois plus nombreuses et plus meurtrières. Tandis que M. Yasser Arafat est engagé dans la recherche bien aléatoire d'un règlement politique, la plupart des attentats commis ces dernières années dans le monde lui ont compliqué la tâche et ont porté atteinte à la crédibilité de l'OLP. En ce sens, on peut parler aujourd'hui d'un « terrorisme de désaffection » qui s'est substitué au « terrorisme d'affirmation » des années 70.

La ligne politique de la direction est en effet marquée par des divergences de l'organisation et par des groupes qui n'en font pas partie. Les uns et les autres, à des niveaux divers, cherchent à l'aide de pays arabes. On retrouve ainsi toutes les contraintes et contradictions qui pèsent sur la stratégie de l'OLP — depuis sa création en 1964, — et sur la cause palestinienne, enjeu de rivalités politiques entre les régimes arabes, surtout après la fin de 1948.

Le Fath de M. Yasser Arafat, créé en 1959, s'efforça précisément de briser cette situation et d'affirmer un nationalisme palestinien indépendant de l'arabisme. Sa démarche, simple et difficile, s'appuyait sur deux principes. Une identité : le nationalisme palestinien; un objectif : la libération totale de la Palestine; un moyen : la lutte armée.

C'est dans cette structure qu'il convient d'emblée, d'appréhender la portion de lutte armée. Les dirigeants du Fath représentent à leur manière la formule classique des mouvements de libération nationale : un peuple opprimé qui se bat. La lutte armée apparaît aussi comme le moyen d'affirmer l'identité palestinienne dans une région où la question du nationalisme n'est toujours posée en termes très complexes; elle doit aussi permettre de transcender de multiples allégeances contradictoires (arabe, palestinienne, religieuse...).

Le passage à l'action s'effectue le 1^{er} janvier 1965. Les opérations de lutte armée de l'OLP ont une importance telle que la Fath demeure une organisation isolée. Tout bascule avec la débâcle arabe de juin 1967. Les dirigeants du Fath s'imposent aussitôt, et de nombreux Palestiniens rejoignent ses rangs. Le projet de lutte armée exerce alors pleinement

fonction mobilisatrice, surtout auprès des jeunes qui forment la première génération née en dehors de la Palestine.

Lorsque, au mois de juillet 1968, s'ouvre la quatrième session du Conseil national palestinien (CNP), la position du Fath est donc particulièrement forte, d'autant qu'il est au centre du prestige de sa récente victoire dans la bataille de Karameh (en mars). Les principaux axes de la charte de 1964 sont adoptés à son initiative et reflètent ses analyses. Ainsi l'article 1^{er} du nouveau texte stipule que « la lutte armée est la seule voie valable pour la libération de la Palestine. Il s'agit d'une stratégie d'ensemble et non d'une simple phase tactique. Le peuple palestinien... affirme également son droit à avoir une vie normale en Palestine, ainsi qu'à l'autodétermination et à la souveraineté sur ce pays ». Quant à la nation arabe, son rôle est clairement fixé : « Elle doit notamment... offrir à fournir au peuple palestinien toute l'aide et tout le soutien matériel et humain possibles (article 15) ». Enfin, « le peuple palestinien rejette toute solution de remplacement à la libération totale de la Palestine et toute proposition visant à la liquidation du problème palestinien ou à son internationalisation (article 21) ».

Que recouvre une telle position stratégique dans la pratique ? A l'origine : un projet de guérilla tel qu'il a été théo-

risé et mis en œuvre par les différents mouvements de libération nationale maïs, surtout au Vietnam et plus encore en Algérie, les hommes du Fath ont accueilli et encouragés aussitôt après l'indépendance.

Dès cette époque, les responsables du Fath ont conçu dans le détail une véritable stratégie de guérilla; voici, par exemple, un extrait d'un de leurs documents fondamentaux publié en 1960 : « La préparation matérielle de la révolution (c'est) de l'argent, des armes, des munitions de départ et du repli des commandos, des opérations de reconnaissance dans les régions occupées par l'ennemi... (C'est) étudier les conditions stratégiques, militaires et économiques ainsi que les points vitaux pour lui en vue de leur destruction selon les plans tracés... (C'est) l'étude de la tactique antiguérilla de l'ennemi. (1) ».

Le déroulement de la lutte devait comporter quatre étapes : 1. frapper le fuy; 2. confrontation limitée; 3. occupation temporaire; enfin 4. occupation permanente.

Dans un tel projet d'ensemble, l'action terroriste n'est pas exclue; mais elle n'est qu'un élément d'un système opérationnel multiforme impliquant un ensemble d'initiatives organisées, structurées et planifiées au service d'une stratégie. La question de la tactique de la lutte armée n'est même pas posée; on ne peut dire que le territoire national puisque c'est, par définition, l'enjeu fondamental : il faut libérer la Palestine.

Pendant quelque temps, ce projet a connu un début d'application concrète : du printemps 1968 à l'automne 1970. Le nombre des opérations connaît une spectaculaire progression : 114 de juin à décembre 1967; 789 en 1968; 390 en 1969 et 2176 de janvier à fin août 1970 (2). Elles ont été menées à Eilat, dans le Néguev, en Haute-Galilée, en Cisjordanie et à Gaza. Leur nature correspond à l'encadrement du processus de guérilla marqué par de nombreux sabotages d'objets stratégiques et militaires : installations hydrauliques, usines ferrées, raffinerie, télégraphiques, fabrique de mitrailleuses... Egalement de nombreux accrochages avec l'armée israélienne, le plus important près d'une frontière : dans le secteur de Jéricho, le long du Jourdain, dans le Golan, dans la région de Kiryat-Shmoneh... Et aussi l'occupation — très éphémère — d'un village (El-Hemmé, le 2 mai 1969). Mais, à cette époque, les opérations consistaient surtout en des actions terroristes, notamment par des explosions de mines et des attentats à la grenade ou à la bombe.

Les contradictions de la lutte armée

BEAUCOUP de Palestiniens ont vu le sentiment que ces formes d'action conduiraient à des transformations rapides de la situation. Mais l'élan vient à briser dans la guerre... contre les forces armées jordanienues. Installés depuis la fin de la guerre de juin 1967 dans le royaume hachémite, les organisations palestiniennes ont conquis une large autonomie. Elles attirent sur la Jordanie les représailles israéliennes et exercent le pouvoir du roi Hussein. Après une série d'affrontements, celui-ci décide de se débarrasser de l'OLP. Ce sera chose faite en juillet 1971. Désormais, la lutte avec Israël est interdite aux fedayin.

Les opérations en Israël ont été les territoires occupés enregistrent alors une régression d'autant plus forte que les mesures de sécurité adoptées par Israël sont devenues plus efficaces : renforcement du dispositif le long du Jourdain et du Golan, « pacification » de Gaza au moyen de méthodes particulièrement brutales et expéditives. On compte 100 opérations en 1972, 117 en 1973 (surtout pendant la guerre), 390 en 1974. Par la suite, leur nombre diminue au-dessous de 100 par an. Et, en 1980, elles retombent au niveau de 1965.

Après 1971, ce type d'opérations change de manière : pratiquement plus de sabotages économiques et beaucoup moins d'accrochages avec l'armée israélienne (3). Apparaissent certaines formes d'actions terroristes dont les effets militaires sont absolument nuls, mais dont les effets psychologiques sont énormes, mais désastreux pour les Palestiniens. Ainsi, par exemple, une fusillade aveugle à l'aéroport de Lod en 1972, qui fait plusieurs victimes de l'armée et de blessés. Puis, à partir de 1974, les retentissantes prises d'otages qui se déroulent à peu près selon le même

scénario : un commando-suicide s'empare de civils israéliens et les séquestre; l'armée attaque de manière frontale, le bilan est très lourd. La première affaire de ce genre est menée en avril 1974 par le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) à Kiryat-Shmoneh, pour exiger la libération de fedayin détenus en Israël. Une autre — identique — a lieu quelques semaines plus tard à l'initiative du Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (FDPLP) : occupation d'une école à Maalot, pour le même but.

A en juger par ce qui s'est passé sur le terrain depuis une vingtaine d'années, le projet initial de lutte armée, fortement inspiré de l'exemple des luttes de libération nationale, a guère été appliqué pour des raisons tenant à la nature du conflit et à la structure de l'OLP. Plusieurs éléments ont empêché pour mener une guérilla faisable défaut aux combattants palestiniens, de d'abord le nombre et le terrain. Sans doute cet énorme handicap eût-il été surmontable si les combattants avaient pu disposer de bases sûres. Or, non seulement il n'en existe aucune, mais encore les territoires des Arabes arabes limitrophes représentent souvent des dangers plus menaçants que le territoire israélien.

En face, au contraire, les Israéliens disposent d'abondantes ressources (humaines, militaires, technologiques...), à commencer par la formidable cohésion nationale de leur armée.

De plus, l'OLP n'est, en aucune façon, une organisation fortement centralisée ou hiérarchisée, mais une institutionnelle se compose de toutes les branches du peuple palestinien. Dans ce système fédéraliste, chaque groupe participe à la décision et en gardant son autonomie sa person-

nalité. Certes, cette constitution singulière lui confère une incontestable représentativité, qui fonde pleinement sa capacité à parler au nom de tous; mais, en même temps, elle affecte — parfois gravement — son aptitude à prendre une décision (4).

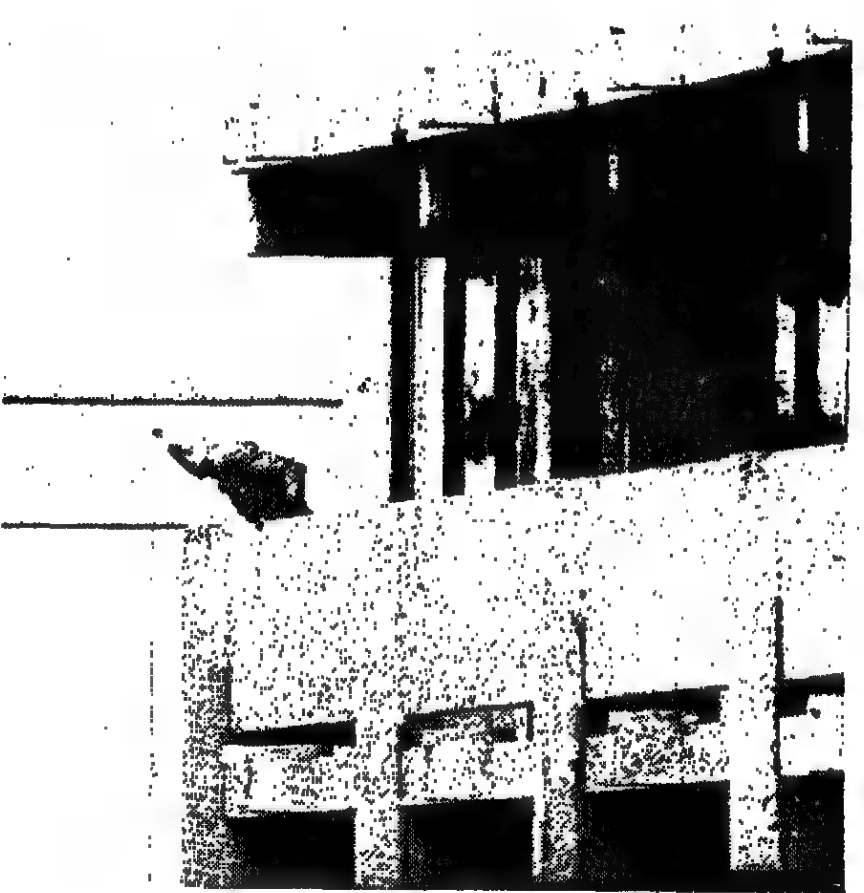
La lutte armée, tout en gardant sa place centrale dans la structuration de l'identité palestinienne, a été lourdement freinée par ces contradictions internes. D'où la difficulté à comprendre que, au moins pour les motivations de sa mise en œuvre, les Palestiniens n'aient procédé à aucune évaluation politique et stratégique d'ensemble. Tout se passe comme si l'action au jour le jour, au gré de la conjoncture, s'était substituée à la réflexion sur les difficultés et les spécificités du combat sur le terrain.

En pratique, chaque groupe constitutif de l'OLP agit en qui lui paraît opportun, même si cela peut heurter de plein fouet la ligne officielle de la centrale palestinienne à un moment donné; et même quelquefois pour heurter cette ligne officielle... Ainsi, quand le FPLP-CG décide l'opération de Kiryat-Shmoneh, c'est bien pour faire échouer une tentative de rétablissement d'un règlement politique qui apparaissait au sein de l'OLP. Et quand le FDPLP entreprend une action analogue à Maalot, ce n'est pas pour s'opposer à un règlement politique en faveur duquel il s'est prononcé, mais pour rétablir ses positions affaiblies au sein même de l'organisation palestinienne...

puisqu'il s'agit de se faire connaître et donc reconnaître. Certains d'entre eux, telle M^{lle} Leila Khaled il y a une quinzaine d'années, sont devenus de véritables héros.

Au-delà des acteurs directement impliqués, l'organisation qui a à l'origine de l'opération terroriste la revendique aussitôt : sauf exceptions, les principaux coups sont le fait d'organisations très structurées et dotées de solides capacités opérationnelles. Ainsi, pendant cette période (jusqu'en 1972), le FPLP de M. Georges Habbache s'est « spécialisé » dans les opérations d'avions, dans toute la résistance palestinienne qu'il approuve, et l'OLP finit, d'une manière ou d'une autre, par assumer l'acte, qu'il s'agisse d'opérations entreprises par le FPLP ou par le Septembre noir. L'OLP s'est toujours prononcé en faveur du principe des détournements d'avion; mais il ne pouvait être question de condamner définitivement une organisation comme le FPLP, importante et représentative. Tous les dirigeants de M. Yasser Arafat à cette époque consistaient à transformer l'ancienne OLP en une organisation réunissant toutes les sensibilités palestiniennes, et l'exigence d'unification l'emportait sur toute autre considération.

Pour le Septembre noir, qui surgit sur la scène du Proche-Orient en novembre 1971, après les affrontements avec les Jordaniens, le problème est différent. Son émergence correspond à une phase très particulière de l'histoire du mouvement



JEUX OLYMPIQUES DE MUNICH, EN SEPTEMBRE 1972. Un massacre qui a contribué à ternir l'image des Palestiniens.

Quoi qu'il advienne, à de rares exceptions près, l'OLP couvrira officiellement l'opération entreprise, même si elle a des conséquences négatives.

Sur le théâtre international, le problème se pose en termes beaucoup plus complexes. Les actions sont plus nombreuses, et l'efficacité de leurs résultats apparaît plus difficile à évaluer; elles peuvent être opposées, mais aussi, parfois, convergentes : ainsi lorsque deux groupes antagonistes se rencontrent — objectivement — dans l'exploitation et le développement politiques d'un événement particulier.

C'est par rapport à cette luxuriante complexité qu'il convient de situer la question du terrorisme et de distinguer deux logiques visant, l'une à affirmer l'identité palestinienne, l'autre à déstabiliser l'OLP (5).

Le sens de cette affirmation est clair : nous sommes Palestiniens, nous existons; le monde n'a pas le droit d'oublier l'injustice qui a été faite à notre peuple; il a, au contraire, le devoir de reconnaître la légitimité de notre cause et de la réalité politique de nos droits nationaux.

Les dirigeants des mouvements sont aisément identifiables, à plusieurs niveaux. Sur le terrain, d'abord, ils ne cherchent pas à rester anonymes. Il est même arrivé que, non seulement leurs noms soient connus, mais aussi que leurs photos soient largement diffusées par l'organisation à laquelle ils appartiennent. Quoi de plus normal, puisqu'ils sont considérés comme les combattants d'une juste cause; pourquoi se cacher

ment palestinien, si peut-être les hauts responsables du Fath ont été le moyen pour canaliser d'éventuels débordements de leur propre base. Ils ont conduit, dirigé et organisé les opérations qui auraient pu être probablement éclatées ici ou là de manière incontrôlée, tant le désespoir était profond chez beaucoup de Palestiniens. Comme l'a écrit Xavier Baron : « Septembre noir en 1972-1973 illustre l'état d'âme de la résistance au territoire du Fath (6) ». Voici un exemple de ce qu'il en est sur ce sujet en janvier 1972 : « Les jeunes qui ont participé à la libération de la Palestine ont été les premiers ministres jordanien » et ont vu l'expression légitime d'une lutte nationale sur des fronts différents. Je ne suis pas le chef d'un parti, mais un militant chargé par ses frères d'assumer des responsabilités. Pour cette raison, je réponds de la défense du mouvement et de ses militants qui portent le drapeau de la Palestine et de la libération. Ce qui s'est produit est la conséquence

(1) Ce document nous a été communiqué par un chercheur palestinien qui termine actuellement à Paris une thèse sur le Fath.
(2) Fiches du monde arabe, n° 1851.
(3) Nadia Benjelloun-Ollivier, La Palestine, Paris, 1984, pages 71 et suivantes. Voir aussi Gérard Chailand, Terrorisme et guérillas, Flammarion, Paris, 1985.
(4) Alain Gresh, OLP, histoire et stratégie, SPAG-Papyrus, Paris, 1983, p. 33.
(5) C'est aussi la distinction proposée, à quelques nuances près, par Percy Knap dans le numéro spécial d'Esprit consacré aux terroristes (septembre-octobre 1984).
(6) Xavier Baron, Les Palestiniens, un peuple, Le Sycomore, Paris, 1977, p. 213.

* Maître de conférences en science politique à l'université de Nancy-II.

مكتبة الناصر

AUX ACTIONS DE DÉSTABILISATION

pièges du terrorisme

des persécutions... C'est l'expression de la volonté de « une nation... » (7). Une telle remarque ne relève pas seulement de l'idéologie, c'est le constat d'une réalité : le terrorisme d'affirmation dispose d'un soutien populaire. Ces opérations ont pour but de mettre en « une identité palestinienne, et les Palestiniens s'y reconnaissent... ». Autre caractéristique : l'époque : l'importance considérable accordée aux médias. La presse mondiale utilise comme le vecteur porteur d'une « identité » l'auteur de l'opération cherche à se mettre en scène pour bien montrer les intentions qui l'animent : les objectifs qu'il poursuit. Il occupe l'espace médiatique pour tenir un discours politique. Ici, le terrorisme ne parle ni de lui-même ni pour lui-même ; mais au nom des siens, sachant que, à défaut d'être entendu, il sera au moins écouté. Et il déploie alors une thématique invariable centrée sur l'idée de la légitimité de son combat.

organisations... Mais, très rapidement, une vive « concurrence » surgit entre les organisations palestiniennes sur une question centrale : la possibilité de s'engager ou non dans une recherche de règlement politique. Pour certaines d'entre elles, accepter de participer à une telle démarche reviendrait purement et simplement à capituler ; un front du « non » se forme alors regroupant le FPLP, le FPLP-CG, le Front de libération arabe (FLA) et le Front populaire palestinien (FPP). Dans un communiqué, le FPLP de M. Georges Habbache explique qu'il faut « continuer le combat pour les droits pour redresser cette injustice historique [dans laquelle l'OLP a été engagée] et imposer une ligne politique révolutionnaire ferme » (8).

Cette fois, les auteurs des opérations appartiennent, par le relais de leurs organisations, à l'OLP même s'ils agissent sous le couvert d'un groupe créé pour la circonstance (de fait, dès 1973, on peut reconnaître un grand nombre de sigles souvent éphémères) (10). Ainsi, derrière les Aigles de la révolution palestinienne - qui s'en prend en 1979 à des objectifs égyptiens, - ou encore la Saïka, dans le chef, Zouheir Mohsen, était un membre influent du comité exécutif de l'OLP et, surtout, un fidèle partisan du pouvoir en place à Damas.

de l'Achille-Lauro, à une affaire extraordinairement confuse qui tourne, pour le chef de l'OLP à la catastrophe politique. On ne saurait exclure que nombre de tels coups aient été commis « le soutien » l'approbation de certains Etats arabes, au terme d'une « série » de relais « de cloisonnements étanches. Mais cette collusion est encore plus patente lorsque les actes de terrorisme sont le fait de groupes extérieurs à l'OLP. Alors, l'objectif n'est plus seulement d'entraver la réalisation d'un choix politique, mais aussi de porter atteinte à l'identité même de l'organisation. Deux types de « coups » spécifiques sont désignés :

tionaux « d'une éventuelle négociation politique. Ainsi ont été « de nombreux responsables qui partageaient la même volonté » privilégié la tentative « débat politique » ; en particulier, en Europe occidentale, Saïd Hammami, Ezzedine Kalak, Naim Khader, Issam Sartawi, et bien d'autres ;



SOLDATS ISRAËLIENS DANS UNE VILLE DE CISJORDANIE. Une occupation étrangère qui alimente le nationalisme d'un peuple

les « négatifs » l'emportent, le raisonnement de l'immédiatisme de la réprobation citée, le gain est nul, voire se transforme même rapidement en lourde perte : les Palestiniens voulaient se faire entendre, ils se sont fait condamner.

Outre le danger, l'OLP a cherché à changer de cap à partir de 1974, suite de la reconnaissance internationale. Après avoir été « reconnu » en tant que seul et unique représentant du peuple palestinien, l'organisation a admis à titre d'observateur aux Nations unies tandis que son président y est reçu en chef d'Etat au novembre 1974.

Cette nouvelle orientation est liée à un inflexionnement stratégique plus global : la douzième session du CNP qui se tient au Caire, au début de juin 1974, adopte un programme politique transitoire en dix points. Après avoir réaffirmé le rejet de la résolution 242 du Conseil de sécurité et la décision d'utiliser tous les moyens - notamment la lutte armée - pour libérer le territoire palestinien, ce « préconise l'établissement d'un « pouvoir national sur une parcelle de territoire palestinien libéré ». Ainsi, pour la première fois, l'éventualité de la « nation » d'un Etat palestinien (bien que le texte ne figure pas) sur une partie de la Palestine paraît implicitement admise. La lutte armée perd le caractère prioritaire qu'elle revêtait jusque-là, elle n'apparaît plus comme le seul moyen de combat.

Un nouveau comité exécutif comprenant des représentants de toutes les

méthodes, mais je ne pourrais empêcher certains les utilisent...

De surcroît, dans une situation déjà confuse survient une série d'opérations qui lui sont étrangères mais que l'opinion publique tend naturellement à lui imputer - comme si, soudain, l'OLP avait acquis le redoutable privilège d'avoir le monopole du terrorisme...

En 1974, le comité exécutif comprend des membres du Fath, de la Saïka (prosyrienne), du FPLP, du FDPLP, du FLA et du FPLP-CG, plus des personnalités indépendantes. Chacune de ces organisations défend ses propres positions sur la question internationale du terrorisme sur le plan international ; chacune a les moyens opérationnels de passer à l'action ; chacune est confrontée en son sein à des minorités capables d'agir de manière indépendante, voire de faire scission ; chacune, enfin, dispose de « spécialistes... ». Le président de l'OLP n'est pas en mesure d'exercer un contrôle sur ces multiples articulations « nationales », « secrètes », surtout dans un domaine où la transparence équivaut à un danger mortel. Sans compter, naturellement, que lui-même peut le faire échouer en utilisant certaines pour faire ce qu'il a dit qu'il ne ferait pas... Enfin, tout cet agencement de « multiples » et enchevêtrés « nationales » et « secrètes » (et quelquefois « étroite alliance ») des Etats qui entendent à tout prix faire prévaloir leurs propres intérêts stratégiques. Toutes les conditions sont réunies pour favoriser l'émergence d'une autre logique : celle de la déstabilisation.

Autre exemple d'embarras : la direction « l'OLP de l'intérieur » même de l'organisation : les déclarations contradictoires. En septembre 1976, à la suite du détournement d'un avion néerlandais qui venait de Nice, l'OLP avait condamné « les actes de terrorisme commis hors des territoires occupés par Israël » ; mais le FPLP publia un communiqué ambivalent où, tout en condamnant les « actes de terrorisme », il affirmait qu'il continuerait à attaquer « les milieux militaires et économiques d'Israël dans le monde entier » (13).

De telles contradictions virent en réalité à l'embarras l'OLP en matière de question la ligne politique qu'elle a - majoritairement - « d'adopter et d'appliquer. Des « minoritaires » en son sein utilisent cette méthode pour empêcher la réalisation d'une stratégie « solution politique ». A cet égard, la répétition de certains enchevêtrements, à onze ans d'intervalle, est révélatrice : en novembre 1974, alors que l'OLP vient de remporter d'importants succès aux Nations unies, un commando attaque à Dubaï un avion de British Airways ; il menace d'attaquer un passager toutes les cinquante minutes s'il n'obtient pas la libération de prisonniers palestiniens et si la Grande-Bretagne ne renonce pas la déclaration Balfour. L'image de l'OLP en est gravement affectée. En octobre 1985, M. Yasser Arafat, engagé dans de subtiles approches diplomatiques, est attendu aux Nations unies à l'occasion du quarantième anniversaire de cette institution ; et voici qu'il se voit soudain confronté, avec le détournement

CETTE logique s'avère très efficace : il y a parfaite adéquation entre l'intention poursuivie et l'effet obtenu. Les instigateurs veulent une « nationalisation » de leurs actes ; ils veulent développer un syllogisme très simple : on ne discute pas avec une organisation terroriste ; l'OLP a toujours eu recours à des actions terroristes, donc on ne discute pas avec l'OLP. Ainsi, chaque épisode terroriste est immédiatement exploité par Israël pour écarter l'OLP de tout règlement politique et éviter ainsi d'écarter de manière frontale la question essentielle : celle de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. L'initiative diplomatique de M. Shimon Peres en direction de la Jordanie s'inscrit dans ce schéma, l'objectif étant de marginaliser complètement les dirigeants de l'OLP pour conclure avec Amman une série de « Camp David travailliste ».

Pour l'OLP, il y a de son avenir. Dans une période particulièrement difficile où, à la suite des graves revers subis au Liban, sa marge de manœuvre paraît bien réduite, toute action terroriste perpétrée sur la scène internationale risque de l'exclure davantage encore du jeu politique. Pour ceux des droits sont nés, on s'acharne que parce qu'on se bat et que sans qu'on se batte. Mais la remise en cause de certaines formes de la lutte armée est devenue une nécessité si l'on veut d'un règlement politique de principe prioritaire. Avec ses initiatives de 1985, en particulier la « déclaration du Caire » dans laquelle M. Yasser Arafat a condamné tous les actes terroristes commis sur la scène internationale, l'OLP semble décidé à s'engager dans cette voie, comme d'ailleurs elle avait tenté de le faire à plusieurs reprises dans le passé. Face aux éléments qui la contestent de l'intérieur, ce choix est d'autant plus « risqué » à assumer qu'il implique un renouveau de la lutte armée qui ne peuvent avoir de sens que si de nouvelles perspectives diplomatiques sont ouvertes. Sinon, naturellement, il ne s'agit que d'un piège à dupes.

On voit à quel point une telle stratégie est « risquée » aux attaques de tous bords. La rupture intervenue au début de 1986 avec le roi Hussein et l'OLP montre que les multiples blocages ont déjà produit leurs effets.

En octobre 1985, les Etats de la Communauté européenne estimèrent que seule une solution juste, durable et globale pouvait « mettre fin au climat de tension dans la région qui est à l'origine des actes de violence et de terrorisme ». A l'inverse, si rien de positif ne survient sur le plan politique et si le « climat de tension » persiste, il faut s'attendre à de nouvelles « actions » que ni les « déclarations » de la communauté internationale ni les « actions de répression qui se mettent en place pour lutter contre le terrorisme international » ne pourront éviter.

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD.

(7) Déclarations à la revue égyptienne *Rose el-Youssef*, 1^{er} janvier 1972. Texte reproduit dans Gilbert Mary, *Septembre noir*, Sindbad, Paris, 1972, pages 107 et 108.

(8) Cf. Alain Gresh, *op. cit.*, p. 203.

(9) *Le Monde*, 19 septembre 1974.

(10) Les victimes de l'occupation sioniste : Organisation « Jeunesse nationale arabe » ; Organisation « Filles des territoires occupés » ; Le « Châtiment » ; Groupe « Abou-Youssef » ; Groupe « Abdel Ghaffour » ; Juin noir ; Aigles de la révolution palestinienne ; Commando Mohamed Boudia.

(11) *Précis du mouvement arabe*, n° 12. L'OLP a assumé la responsabilité de cette opération à son ancien représentant à Bagdad, Saïd Al Banna, plus connu sous le nom d'Abou Nidal.

(12) *Le Monde*, 4 juillet 1976.

(13) *Le Monde*, 6 septembre 1985.

● AIDE AUX ENFANTS PALESTINIENS. - L'association France-Palestine invite cinquante « enfants » du Liban et de Cisjordanie à passer un mois de vacances en France durant l'été. (Pour tous renseignements s'adresser à AFP, BP 184-04, 75160 Paris 14^{ème}. Téléphone 45-70-80-70.)

Esquisse d'un compromis entre

DRAMATIQUE pour les pays producteurs, l'effondrement des prix du pétrole n'a pas que des effets bénéfiques pour les pays consommateurs. Ceux-ci, comme les grandes compagnies, redécouvrent les vertus d'une organisation des pays producteurs garante de la régulation du marché et des prix d'un produit stratégique.

Par DENIS CLERC *

Début décembre 1985, le baril (1) de pétrole brut de la mer du Nord valait 30 dollars, soit 1 100 F la tonne. Le 1^{er} avril 1986, il n'en valait plus que 10, soit 330 F la tonne. Une chute de plus de 60 % en quatre mois : parler d'effondrement n'est pas excessif ! Durant ces quelques mois, la construction mise en place par l'OPEP depuis 1973 - organisation du marché, répartition des parts entre pays membres et système de fixation des prix - s'est effondrée. Le prix du pétrole, désormais, fluctue quotidiennement sur une série de marchés à terme, une véritable course à l'achat et à la vente (et des lois du marché, qu'on ne viole pas impunément, ajoutent les libéraux). De fait, pour certains commentateurs, le retournement brutal des prix fait un peu figure de conclusion de bande dessinée... ou de scénario de série B : les bons sont récompensés, les méchants sont punis.

Comme souvent, l'histoire réelle est plus éloignée de cette caricature. L'effondrement des prix imposé par les pays de l'OPEP en 1973-1974, puis en 1979-1980, n'a pas eu que des conséquences négatives : elle a, certes, contribué au ralentissement de la croissance économique des pays importateurs, mais elle nous a aussi rendus plus conscients d'une ressource non renouvelable que nous avions tendance à gaspiller en raison de son faible coût (il faut moins de 10 dollars le baril en 1972 !). Mais nous savons que la baisse des prix n'a pas eu des conséquences bénéfiques, il s'en faut de beaucoup.

Il n'est pas facile de comprendre les raisons de l'effondrement des prix du pétrole : depuis 1979, l'offre de pétrole n'a guère cessé de croître, tandis que la demande s'est maintenue à un niveau élevé. Pourquoi, alors, une telle baisse des prix ?

Tensions entre pays producteurs

COTE offre, en revanche, la production des pays non membres de l'OPEP (2) a beaucoup augmenté depuis 1979. Le Mexique a passé de 80 millions de tonnes en 1979 à 120 millions en 1985 ; la mer du Nord fournit aujourd'hui 171 millions de tonnes (dont 140 pour la seule Grande-Bretagne, devenue un des grands exportateurs mondiaux, avec 50 millions de tonnes), contre 100 millions en 1979. Des pays comme l'Inde, la Chine, l'Australie, la Colombie, l'Argentine ont aussi augmenté leur production. Au total, la production des pays non membres de l'OPEP a passé de 900 millions de tonnes en 1979 à 1 200 millions en 1985.

* Directeur d'Alternatives économiques.

Entre une consommation qui recule et une production non OPEP en pleine croissance (voir le graphique ci-dessous), l'OPEP a dû faire l'ajustement en réduisant progressivement sa part, passée de 1 500 millions de tonnes en 1979 à 1 100 millions en 1985. Cette politique a permis de maintenir la maîtrise des prix, objectif principal de l'OPEP : la limite du monopole ou du quasi-monopole est de fixer les quantités produites au niveau qui maximise le profit. Les réunions pluriannuelles des représentants des pays membres avaient pour but de maintenir d'apprécier l'évolution de la demande mondiale et de l'offre non OPEP, puis de déterminer la production OPEP nécessaire pour éviter la baisse des prix, ainsi que de répartir entre les pays membres. Ce système de swing produ-

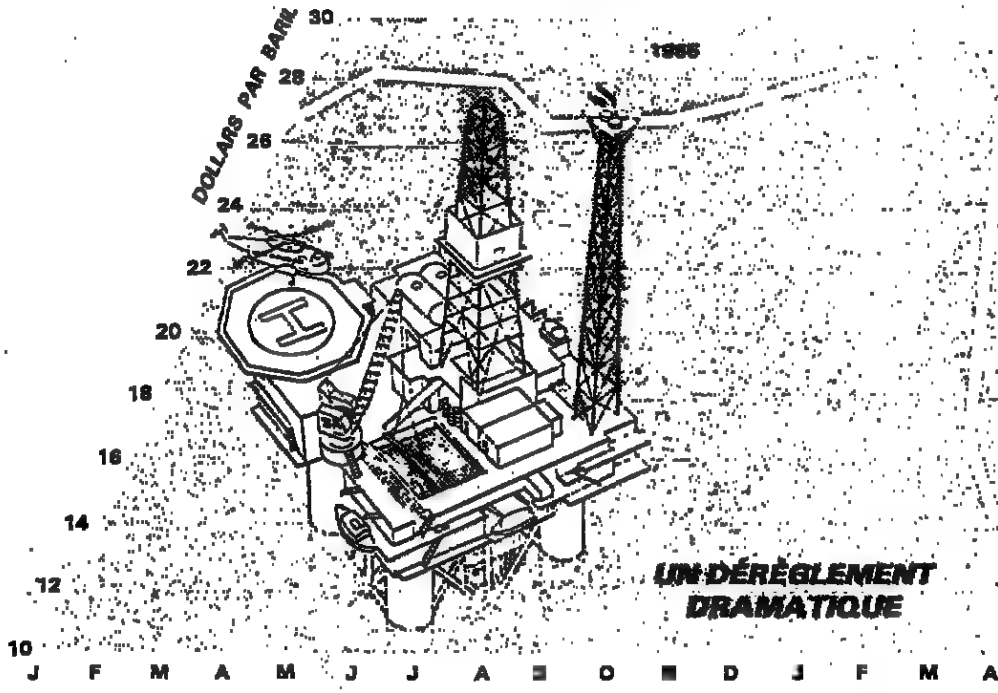
cer (producteur d'équilibre), l'OPEP l'a joué de plus en plus difficilement jusqu'en novembre 1985.

En effet, les quotas étaient fixés en 1974 à 1979, tout allait bien. En revanche, à partir de 1980, il a fallu se répartir des quotas en 1980. D'où des tensions de plus en plus fortes entre les pays membres. Certains, en effet, avaient impérativement besoin d'un niveau stable d'exportations pétrolières pour équilibrer une balance commerciale alourdie par d'importants efforts de développement industriel (Algérie) ou tout simplement pour soutenir une économie en pleine crise (Nigeria, Venezuela) (3). Ces tensions ont conduit à la chute des prix du pétrole en 1985.

Ainsi, elle pouvait maintenir une politique de prix empêchant la surproduction. Réduction drastique puis, de 1979 à août 1985, la production a passé d'un rythme de 110 millions de barils par jour (500 millions de tonnes par an) à 2,2 millions (110 millions de tonnes). D'un système où un groupe de producteurs assurait collectivement l'équilibre du marché, on est passé progressivement à un système où seul pays (jusqu'à présent deuxième ou troisième producteur mondial, derrière l'URSS) certaines années, les Etats-Unis) assurait cette tâche, au prix d'une diminution drastique de sa production et de ses réserves.

Que ce pays se soit refusé à porter plus longtemps cette responsabilité, rien de plus logique. Et c'est pourquoi, en août 1985, l'Arabie saoudite a annoncé...

royaume wahabite a proposé aux acheteurs intéressés des prix indexés sur les prix de vente des produits raffinés du brut acheté après déduction de la marge. Ce type de contrat (net back) revient, en fait, à garantir une marge aux raffineries : c'est le producteur qui supporte intégralement l'incertitude des variations de prix éventuelles entre la signature du contrat d'approvisionnement et la vente des produits finis qui résultent. Ce type de contrat a, sans doute, obtenu un succès extraordinaire : ainsi, l'Arabie saoudite, en six mois, a passé de la quinzième place parmi les producteurs de pétrole à la première (avec 664 000 barils par jour, soit 33 millions de tonnes par an).



savoir le maintien de prix élevés et stables - a été accordé l'intérêt, pour les pays non OPEP, d'atténuer encore les effets de prospection et de production. Ils tiraient en effet partie de la discipline que les membres de l'OPEP imposaient, sans avoir quoi que ce soit à fournir, en échange. Contradiction sans issue d'une politique de prix imposée par un cartel qui ne pouvait pas empêcher la production : plus les pays membres accentuaient leurs efforts, plus ils renforçaient leurs réserves. Il est clair que l'on ne pouvait longtemps exiger de l'Algérie ou du Venezuela qu'ils acceptent de voir leur développement handicapé ou leurs problèmes internes aggravés, simplement pour permettre à la Grande-Bretagne ou à la Norvège de réaliser de confortables profits pétroliers, sans à leur égard une juste rétribution, sans parvenir à leur imposer en échange la moindre compensation ou la moindre discipline. Exemple peu connu de transfert de richesses du Sud vers le Nord : la Grande-Bretagne et les compagnies exploitant le pétrole de la mer du Nord ont vu leur prospérité s'accroître.

Pour éviter que cette contradiction ne fasse exploser l'OPEP, l'Arabie saoudite - qui, du fait de ses immenses capacités de production (500 millions de tonnes) et de ses immenses réserves (plus du quart des réserves mondiales), joue un rôle décisif au sein de l'Organisation - a dû réduire sa propre production en deçà de son quota.

En fait, son intention de retrouver une part du marché acceptable. Position d'attente, non sans difficulté, par l'OPEP en décembre 1985 : jusqu'ici par une politique de prix, le marché pétrolier n'avait pas dépendu d'une politique de niveau de production. L'objectif officiel de l'OPEP est de retrouver son part de 1984 (soit 900 millions de tonnes, au lieu des 1 100 millions de tonnes atteintes en 1985).

L'Arabie saoudite est passée de 12 millions de barils par jour à 16 millions de barils par jour, ce qui correspond à 17,4 dollars par baril. Même si l'on tient compte du coût du transport (0,5 dollar par baril pour le pétrole de la mer du Nord, 2,5 dollars par baril pour le pétrole d'Arabie saoudite, qui représente un quart de l'approvisionnement français (contre un vingtième il y a un an), la différence entre les exportations et les importations d'approvisionnement est très importante : 3 à 4 dollars par baril. Comment l'expliquer ?

La première raison est que l'approvisionnement sur les marchés pétroliers ne concerne qu'une faible fraction de l'approvisionnement total des raffineries. Ces dernières appartiennent à des groupes intégrés qui contrôlent eux-mêmes le brut et les champs qui leur appartiennent (mer du Nord, par exemple) ou sur lesquels ils ont des intérêts. Les prix de revient internes ne sont pas les mêmes que ceux du marché : une société pétrolière peut réduire ses enlèvements sur son rythme d'extraction pour se porter acheteuse sur le marché lorsque les prix pratiqués sur ce dernier sont particulièrement élevés. Mais la réduction d'amortissement des installations coûteuses, quel que soit le rythme d'extraction, limite la flexibilité d'approvisionnement. Ainsi, si le Brent du marché tombe à 10 dollars, une société peut préférer continuer à produire son brut à 12 dollars, sur lesquels 8 dollars sont destinés à l'amortissement : les 6 dollars qu'elle gagnerait ne suffiraient pas à couvrir ces 8 dollars d'amortissement.

Quand les prix du pétrole deviennent

COMBIEN coûte le pétrole brut ? On se croit les yeux baissés d'avril 1986 sur le marché de Londres, pour la qualité Brent (pétrole de la mer du Nord), les prix ont oscillé de 10 à 12 dollars le baril pour tomber à 8 dollars. Or, six mois, le prix moyen du pétrole livré en France a été de 918 francs par tonne, ce qui correspond à 17,4 dollars par baril. Même si l'on tient compte du coût du transport (0,5 dollar par baril pour le pétrole de la mer du Nord, 2,5 dollars par baril pour le pétrole d'Arabie saoudite, qui représente un quart de l'approvisionnement français (contre un vingtième il y a un an), la différence entre les exportations et les importations d'approvisionnement est très importante : 3 à 4 dollars par baril. Comment l'expliquer ?

La première raison est que l'approvisionnement sur les marchés pétroliers ne

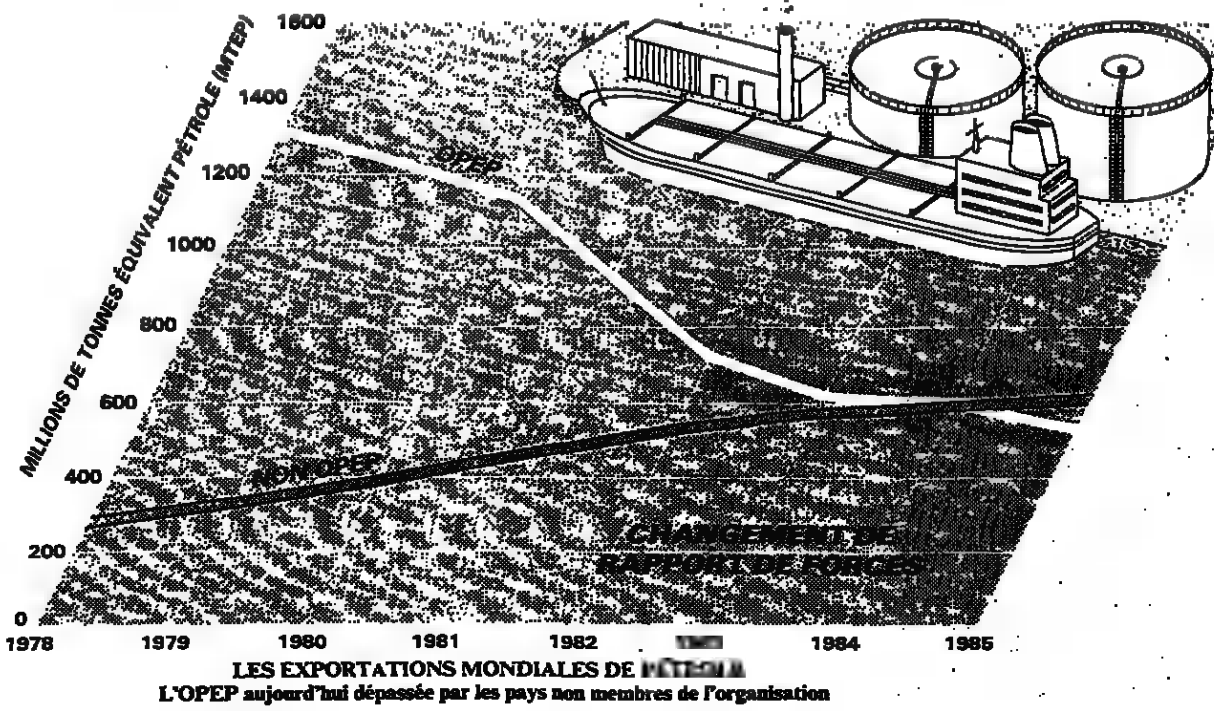
concerne qu'une faible fraction de l'approvisionnement total des raffineries. Ces dernières appartiennent à des groupes intégrés qui contrôlent eux-mêmes le brut et les champs qui leur appartiennent (mer du Nord, par exemple) ou sur lesquels ils ont des intérêts. Les prix de revient internes ne sont pas les mêmes que ceux du marché : une société pétrolière peut réduire ses enlèvements sur son rythme d'extraction pour se porter acheteuse sur le marché lorsque les prix pratiqués sur ce dernier sont particulièrement élevés. Mais la réduction d'amortissement des installations coûteuses, quel que soit le rythme d'extraction, limite la flexibilité d'approvisionnement. Ainsi, si le Brent du marché tombe à 10 dollars, une société peut préférer continuer à produire son brut à 12 dollars, sur lesquels 8 dollars sont destinés à l'amortissement : les 6 dollars qu'elle gagnerait ne suffiraient pas à couvrir ces 8 dollars d'amortissement.

Vendre des promesses

AU total, le pétrolier n'est donc alimenté que par le pétrole extrait par des sociétés ne disposant pas de leur propre réseau commercial, ou d'un réseau insuffisant. La formule des contrats net-back limite d'ailleurs encore davantage les quantités qui transitent par le marché. En effet, ce type de contrat revient à vendre directement du pétrole dont le prix d'achat est fixé a posteriori, en fonction du prix de vente des produits raffinés et en tenant compte d'une marge pour le raffinage. Le vendeur prend donc en charge le risque de variation des prix, ce qui est en fait le rôle du marché du pétrole : le risque est en fait la charge de l'acheteur de

brut. Le marché du brut est donc un marché marginal, comme tel, très sensible aux variations de l'offre et de la demande. Il s'y agit environ 10 % du marché mondial : se produisent une légère variation de la demande - 1 % - et que l'intégralité de cette demande supplémentaire soit par le marché, les cours explosent. Pourquoi le marché du brut est-il si sensible ?

Mais une autre raison, plus fondamentale, pour expliquer la divergence entre cotations du marché et prix d'approvisionnement. Le marché de Londres (IPE) ou celui de New-York



NOUVELLE STABILITÉ

L'OPEP et les compagnies pétrolières

acheter à l'Arabie... net back, puisque la marge garantie grâce à ce système... l'ordre de 2 dollars le baril.

Or ce n'est pas ce qui s'est passé : une bonne partie (près de la moitié) du coût d'extraction correspond à des amortissements de dépenses de prospection et d'équipement qui ont déjà été effectués. Si donc que le coût direct est moindre, et que les compagnies préfèrent poursuivre l'exploitation de leurs puits. La baisse des prix ne les aurait amenés à baisser que si les derniers étaient devenus inférieurs à 10 dollars le baril. L'Arabie saoudite aurait pu se permettre : des coûts d'extraction plus bas du monde (11,2 centimes par litre), et des réserves les plus impor-

tantes, de sorte qu'elle pouvait aller très loin dans la guerre des prix.

Le problème est que les autres membres de l'OPEP ne peuvent, eux, aller si loin. L'effondrement des prix se traduit en ce qui les concerne par une pénalisation : ils vendent moins cher et ils vendent moins (4). En moyenne, les recettes (en devises) du pétrole ont été réduites de moitié : ainsi, en Indonésie, le manque à gagner pour 1986, estimé à 4,6 milliards de dollars, est un tiers des recettes en devises du pays ; pour la Banque mondiale, « une réduction de la demande est inévitable pour une amélioration de l'économie ». En Algérie, un premier plan d'austérité, en avril dernier, a réduit les dépenses publiques de 10 %.

ments d'exploitation et de prospection en 1986, Arco (Atlantic Richfield) de 33 %, Tenneco, Continental Petroleum, Exxon, de 25 %, Shell, de 15 %. Ce faisant, les compagnies pétrolières vivent sur leur capital et que cela n'a qu'un temps : à moins d'être que la réduction de l'investissement ne soit durable, on se dirait inéluctablement vers une évolution chaotique des prix où, à la période de forte baisse, succéderait une période d'emballement, lorsque la production des puits en cours d'exploitation commencerait à fléchir. Pour empêcher l'Arabie saoudite de devenir totalement maître du jeu, grâce à ses énormes réserves, les compagnies sont prêtes au compromis, c'est-à-dire au partage du marché par accord avec l'OPEP.

vre. Depuis 1973, au contraire, une part croissante de la production est livrée sur le marché « spot » de Rotterdam et sur les marchés à terme de Londres et de New-York (5).

Théoriquement, les compagnies à terme (voir article ci-dessous) ont en effet un substitut : l'acheteur d'une cargaison de pétrole revend le terme à la même date qu'il en tirera, ce qui lui permet de connaître à la fois ses prix d'achat et son prix de vente. Il élimine ainsi tout risque. Mais cela n'est possible que parce que des acheteurs à terme ont fait la contrepartie : spéculateurs en petite dimension (« les dentistes ») ou en grande dimension (« les traders ») ont pris sur eux le risque. Ils achètent à terme, dans l'espoir de revendre plus cher.

ché, parce que les filiales de production vendaient aux filiales de transport qui livraient aux filiales de raffinage : tout se passait en famille, grâce à l'intégration des activités au sein de la même société mère. Elles sont donc prêtes à soutenir l'OPEP, à moins d'être en charge de stabiliser les prix à un niveau raisonnable. C'est-à-dire de 30 à 35 dollars, chiffre qui permet d'assurer la rentabilité des puits en exploitation et de rentabiliser les investissements.

Une réduction des investissements

POUR ces pays, la baisse des prix est dramatique, car l'inevitable réduction des importations par les pays producteurs de pétrole ne peut être compensée par la première production sur l'Arabie saoudite pour se révéler à une politique basée sur les prix. Un accord en ce sens a été conclu d'avril 1986, sur un plafond de 700 millions de dollars. Il a finalement échoué sur le problème de la répartition de la réduction des quotas : le Nigeria (80 millions d'habitants) ou l'Indonésie (150 millions) ne pouvaient accepter un pourcentage de réduction identique à celui de l'Arabie saoudite (15 millions d'habitants). De même, l'Irak, arguant de son quota antérieur de 1,2 million de barils par jour et attribué à un moment où ses capacités d'évacuation étaient limitées, souhaitait obtenir 2,1 millions, ce que voyant, l'Irak, un nom du maintien du rapport des forces, exigeait un accroissement similaire.

mais les investissements de prospection et d'exploitation sont devenus trop lourds en regard des gains espérés.

Cette réduction de 30 % de ses investissements

Ainsi, une réduction d'un « nouveau compromis historique » est en place. D'autant que la solution alternative à l'OPEP a échoué. On n'a pas suffisamment souligné que le pétrole a longtemps été une matière première sans marché : jusqu'en 1974, il n'existait pratiquement pas de marchés du pétrole, comme pour le sucre ou le cuir.



PREMIÈRE DÉCOUVERTE PAR DRAKE, AUX ÉTATS-UNIS, D'UNE SOURCE D'OR NOIR JAILLISSANT. Cent quarante ans plus tard, la surproduction menace de submerger producteurs et consommateurs.

Encore une ruse de l'histoire : presque quinze ans après le premier coup de force de l'OPEP, après une série de crises où l'Organisation, à plusieurs reprises, a failli éclater, après une série d'échecs, l'OPEP retrouve une certaine vigueur, et reçoit le soutien (non officiel) des grandes compagnies pétrolières. Mais que ces dernières ne peuvent accepter de voir la situation dont elles vivent jouer au yoyo. Mais aussi parce que la collectivité mondiale ne peut se permettre d'enregistrer de telles variations de prix sur un produit qui représentait un système du commerce mondial en 1984 : il y a de la stabilité financière du monde entier. L'OPEP s'avère le seul contre-feu possible à une instabilité qui serait dramatique pour de nombreux pays. Faut-il dire que les crises pour découvrir que l'Organisation des pays producteurs n'a pas que des inconvénients ?

DEMAN CLERC.

- (1) Le baril est une unité américaine qui mesure le volume (159 litres) et non un poids. Le dernier dépend de la densité du brut, laquelle varie selon la qualité : pour les pétroles légers (Afrique du Nord, Nigeria) plus légers pour le brut du Venezuela ou de l'Arabie saoudite. La densité moyenne s'élève à 137 kilos pour 159 litres, soit 7,3 tonnes par baril.
- (2) L'OPEP comprend l'Arabie saoudite, le Venezuela, l'Indonésie, le Nigeria, le Gabon, l'Irak, l'Iran, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Algérie, la Libye, l'Arabie saoudite, soit au total treize pays membres.
- (3) On constate en effet que la rente pétrolière, bien que atteinte un niveau important, exerce des effets déstabilisants sur les économies concernées : des phénomènes redistributifs de type clientéliste se font jour, tandis que les secteurs non liés au pétrole (agriculture, industrie, etc.) souffrent d'un manque d'investissement. On trouvera une description et une analyse de ces phénomènes dans le numéro 26 (novembre-décembre 1986) de *Peuples méditerranéens* (voir en particulier l'article de M. Eltekari sur l'Algérie).
- (4) Pas toujours : le Koweït a suivi l'Arabie saoudite dans sa politique d'augmentation des quantités vendues, car un problème majeur est de maintenir un niveau élevé d'équipement militaire. En revanche, le Nigeria et l'Algérie vendent moins que leur quota autorisé de 1984.
- (5) Pour une analyse plus détaillée du fonctionnement de ces marchés, voir *Alternatives économiques*, n° 37, mai 1984, 20, rue d'Assas, 75006 Paris, 110 F.

Quand le

marchés deviennent fébriles

(NYMEX) sur les marchés à terme, et non sur les marchés physiques. On n'y vend pas des cargaisons mais des promesses de cargaisons, à une date ultérieure (à terme). Un prix convenu dès le jour de la transaction. C'est la réalité, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent ces transactions ne s'effectuent pas.

Voici, par exemple, un négociant qui vend à terme un lot de mille barils de pétrole brut au NYMEX : à Londres, le baril est à 13 dollars fin octobre. Mais il espère que, d'ici à l'échéance, les prix baisseront, ce qui lui permettra d'acheter au comptant à 12 dollars — par exemple — pour honorer son contrat. Voilà le terme, d'où donc parier à la baisse des prix.

Sur les marchés à terme, on trouve deux catégories d'opérateurs. D'abord, les professionnels du pétrole (produits, raffinés, distributeurs). Pour ceux-ci, le marché à terme est d'abord une assurance. Par exemple, un raffineur achète 50 000 tonnes de brut sur le marché spot, ou par contrat direct avec une société publique d'un pays de l'OPEP. Il sait qu'il lui en tirera 48 000 tonnes de produits raffinés dans deux mois, produits qu'il vend aussitôt à terme. Il est à deux double opération (dite de conversion sur actif ou hedge). Il connaît à la fois ses prix de revient et ses prix de vente : il a éliminé les risques, il a évité aussi une éventuelle baisse des cours des produits raffinés.

ché du pétrole, livré aux spéculateurs, devient vite fébrile, surtout tous les marchés financiers sont sensibles à une intervention publique : la hausse appelle la hausse, la baisse appelle la baisse, dans des mouvements en chaîne qui suscitent l'effondrement ou l'explosion des cours à la suite d'un léger déséquilibre sur le marché physique.

Au total, le marché à terme est à la fois une garantie, une forme d'assurance pour les sociétés productrices ou transformatrices, et une source d'instabilité, de fébrilité pour les opérateurs de leur ensemble. Phénomène classique de l'opposition entre le micro-économique (à l'échelle de l'entreprise) et le macro-économique (à l'échelle de la collectivité). Car comment échapper d'une politique énergétique instable lorsque, d'un coup à l'autre, voire d'un jour à l'autre, les cours du pétrole sont susceptibles de varier de 10 %, 20 % ou même 30 % ? La multiplication des procédures d'assurance individuelle produit ainsi une instabilité collective que nous payons tous. Au moins, lorsque l'OPEP tient elle-même les prix, avions-nous la quasi-certitude que les prix ne fluctueraient de façon déraisonnable. Il n'en est plus rien : dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le marché a été substitué à la régulation publique. Et ce n'est pas forcément mieux.

Les spéculations des « dentistes »

Mais, pour qu'il puisse trouver un acheteur à terme qui fasse la contrepartie, une autre catégorie d'opérateurs doit entrer : les spéculateurs (les « dentistes »), qui parient à la hausse et achètent les lots à terme. Quel est l'intérêt pour eux ? Évidemment qu'ils n'immobilisent dans un contrat le pétrole qu'à 10 % du prix convenu (cette fraction s'appelle le dépôt), soit, pour une transaction à 13 dollars, de 1 300 dollars à 2 600 dollars par lot de mille barils. Si la hausse attendue ne se réalise pas, le « dentiste » paiera le dépôt (différence entre le prix initial et le prix à terme), diminué du montant du dépôt. Cette faculté lui est d'ailleurs offerte à tout moment, à bien que le « dentiste » n'a pas besoin d'attendre fin d'année pour annuler son contrat. Pour limiter sa perte, il peut le renouveau d'occasion, en quelque sorte. Dans les marchés, le « dentiste » peut être aussi un arbitrageur : si le cours à terme fin

de 13,4 dollars, notre spéculateur peut acheter à terme mille barils et vendre à terme mille barils pour profiter de la différence de cours (ou arbitrage).

Du fait de ces achats et ventes incessants, les transactions « papier » dépassent largement les transactions physiques (cent tonnes environ). Du fait, il existe d'une petite transaction sur le marché du pétrole (le terme) à l'échelle de millions de barils, et les mouvements : loin de réguler les marchés, le marché à terme a tendance à les déstabiliser, surtout lorsque les ventes sur le comptant. C'est que le jeu en terme du pétrole est très intéressant de 1 dollar, le gain peut atteindre 2 000 dollars pour un dépôt du même ordre. Rendement : 100 % en quelques mois. Et la faculté de dénouer le contrat avant terme permet d'éviter la perte si l'évolution va à l'inverse de ce qui était espéré. Le mar-

ché du pétrole, livré aux spéculateurs, devient vite fébrile, surtout tous les marchés financiers sont sensibles à une intervention publique : la hausse appelle la hausse, la baisse appelle la baisse, dans des mouvements en chaîne qui suscitent l'effondrement ou l'explosion des cours à la suite d'un léger déséquilibre sur le marché physique.

Au total, le marché à terme est à la fois une garantie, une forme d'assurance pour les sociétés productrices ou transformatrices, et une source d'instabilité, de fébrilité pour les opérateurs de leur ensemble. Phénomène classique de l'opposition entre le micro-économique (à l'échelle de l'entreprise) et le macro-économique (à l'échelle de la collectivité). Car comment échapper d'une politique énergétique instable lorsque, d'un coup à l'autre, voire d'un jour à l'autre, les cours du pétrole sont susceptibles de varier de 10 %, 20 % ou même 30 % ? La multiplication des procédures d'assurance individuelle produit ainsi une instabilité collective que nous payons tous. Au moins, lorsque l'OPEP tient elle-même les prix, avions-nous la quasi-certitude que les prix ne fluctueraient de façon déraisonnable. Il n'en est plus rien : dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le marché a été substitué à la régulation publique. Et ce n'est pas forcément mieux.

D. C.

● RECTIFICATIF. — M. François Joseph, de Strasbourg, nous signale que dans l'article « L'électronucléaire », paru dans le *Monde diplomatique* de juin 1986, page 28, le texte cité de l'Organisation mondiale de la Santé doit se lire : « Du point de vue de la santé mentale la situation la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique... » et non « du point de vue de la santé mondiale... »

Le Cours Descartes

Etablissement d'enseignement privé secondaire. Toutes classes de la 6^e aux terminales A, B, C, D. Externat - Internat mixte Possibilité d'internat à l'année. Cours de vacances.

But de l'école :

- Réussir l'adolescence des enfants qui lui sont confiés.
- Viser la réussite scolaire en vue de la réussite dans la vie.
- Toujours élever l'enfant à ses propres yeux, développer sa confiance en lui, le sens de ses responsabilités, le goût de l'effort, l'aider à se prendre en charge.

Caractéristiques de l'enseignement :

- Pédagogie efficace tournée vers l'avenir.
- Développement de la culture générale : faire apprendre à bien penser pour bien faire.

Atmosphère de l'école :

Ambiance de discipline ferme et intelligente dans le calme d'un très beau cadre verdoyant, dans une ville au climat doux et ensoleillé ; foyer de culture d'exceptionnelle qualité. Montpellier : une des plus prestigieuses universités du monde.

Cours Descartes : 2250, route de Mende, 34100 Montpellier. Tél. : 67-63-36-03.

s'enflammaient pour une cause...

ouvrière» alors que ces organisations souffrent d'une faiblesse majeure : « Leur improvisation, leur caractère inachevé. Car la révolution, à peine née, doit se défendre. C'est la guerre qui réduira en miettes les conquêtes révolutionnaires avant qu'elles n'aient eu le temps de mûrir... (7). »

La progression des nationalistes vers le nord, l'ère dure du conflit, la nécessité de l'aide de l'URSS pour résister à l'aviation italienne et allemande, l'influence, en conséquence, grandissante des communistes dans le camp républicain et les difficultés économiques vont conduire le gouvernement légal à un renforcement de l'Etat contre les autonomies centrifuges des régions, des partis et des syndicats. Cette évolution provoquera des réactions violentes : des combats opposent, ainsi, à Barcelone, le Parti communiste à la CNT et au POUM faisant 500 morts et 1 000 blessés. Elle se poursuivra néanmoins jusqu'à la dissolution du POUM, accusé de vouloir « la suppression de la République et de son gouvernement démocratique par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat (7) ». Pour le Parti communiste, soutenu par l'URSS de Staline, la révolution doit attendre la fin de la guerre et l'ordre — même sanglant — doit être préféré à l'anarchie ; plutôt « faire » qu'« être », considère André Malraux, qui, lui-même engagé dans l'aviation républicaine, est un partisan de la discipline.

Face à une puissante armée nationaliste qui consolide son avance par la pratique d'une terreur que l'Eglise bénit (raids aériens sanglants de la division allemande Condor détruisant Guernica, exécutions massives d'opposants, massacres de Malaga, de Badajoz et d'Oviedo), l'armée républicaine s'organise à l'image du célèbre 5^e régiment (« Marcher sans eau, à pied. Graver des montagnes et traverser des champs. Cris de gloire et de triomphe. Je suis au cinquième régiment », chan-

tera Rafael Alberti) constitué par les communistes, avec un commissaire politique et des officiers professionnels. Elle use aussi de la répression systématique pour éliminer, notamment lors de la résistance de Madrid, tout risque d'être affaiblie par une « cinquième colonne » (8), expression que va immortaliser Ernest Hemingway en intitulant ainsi une pièce de théâtre consacrée au conflit espagnol.

Les milices ouvrières se fondent peu à peu dans une armée populaire plus régulière. Quant aux brigades internationales, dont le recrutement est très vite assuré par des responsables communistes (l'italien Luigi Longo ou le Yougoslave Josip Broz, futur maréchal Tito), elles forment, mieux encadrées, des troupes d'élite presque toujours engagées dans les secteurs les plus meurtriers. On y trouve certes des socialistes comme l'italien Pietro Nenni, ou l'autrichien Julius Deutsch, mais les communistes y sont majoritaires et nombre de futurs dirigeants, résistants ou hommes d'Etat y auront fait leur classe : notamment les Français André Marty et Auguste Lecœur, tous deux exclus plus tard du PCF, le colonel Rol-Tanguy, l'italien Togliatti, le maréchal Malinowski, qui sera ministre de la défense de l'Union soviétique sous Khrouchtchev, le « père du peuple » albanais Enver Hoxha, le Tchèque Josef Pavel, ministre de M. Dubcek en 1968.

Beaucoup de ces vétérans rentrés dans leur pays, en Europe de l'Est, seront victimes de purges sous Staline, pour avoir précisément participé à ces combats, comme le Tchèque Artur London ou le Hongrois Lázlo Rajk, qui sera exécuté puis réhabilité. A l'opposé, aux Etats-Unis, le soupçon pèsera sur ceux qui — comme les membres de la brigade Lincoln — se rangèrent du côté républicain : plus particulièrement pendant le maccarthysme et la guerre froide, ils seront victimes de la chasse aux sorcières.

La fin de « l'espoir »

EN dépit des efforts accomplis par les derniers gouvernements républicains pour ne donner qu'un sens aux accents et aux actions de la fraternité, malgré l'unité politique ainsi obtenue par l'élimination de toutes les oppositions, la situation militaire se dégrade.

A Munich, en 1938, le sort de l'Espagne est joué comme celui de la Tchecoslovaquie. La politique de non-intervention se durcit tandis que montent les tensions en Europe ; le gouvernement Negrin attendait le salut de l'éclatement éventuel d'un conflit mon-

dial, alors que la France d'Edouard Daladier ne souhaitait déjà que la neutralité des nationalistes, s'ils devaient être vainqueurs.

Dès lors l'agonie s'accroît. Les brigades internationales se retirent en 1938, saluées à leur départ par un fort émouvant discours d'adieu de Mme Dolores Ibarruri, la Pasionaria : « Mères, femmes ! Lorsque les années auront passé et que les blessures de la guerre seront cicatrisées, lorsque le souvenir des jours de détresse et de sang se sera estompé dans un présent de liberté, d'amour et de bien-être ;

MOTS CROISÉS

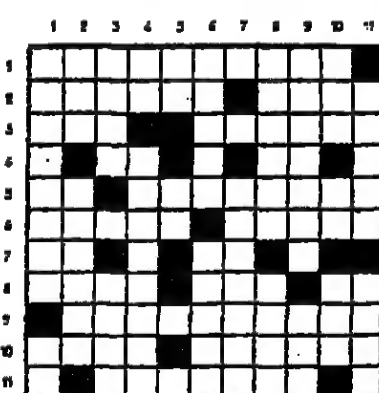
Les télespectateurs français n'ont sans doute pas oublié la silhouette de Max Favaelli qui, avec sa bonhomie souriante, incarnait durant de longues années le rôle de juge lexicologique impartial dans la populaire émission « Les chiffres et les lettres ».

Ce que l'on sait moins, c'est que ce même Max Favaelli, avant la guerre, collaborait à un journal fort peu affable : *Je suis partout*, hebdomadaire de l'extrême droite française, pro-fasciste et antisémite. Il y tenait régulièrement la rubrique — pas moins politique que les autres — des mots croisés.

Le 15 juillet 1938, dans un numéro spécial de *Je suis partout*, consacré « à la gloire de l'Espagne, deux ans de guerre et de grandeur », il proposait le problème que nous reproduisons ci-dessous :

ESPAGNE

par MAX FAVALELLI



HORIZONTALEMENT

1. Porta un Espagnol qui eût trouvé en Hollande de nombreuses occasions de se battre.
2. Opposa au général Franco une résistance farouche. — Celles de Guadalupe ont été rouges à Teruel.
3. Quand il s'agit de guerre, il en est toujours une encore plus ultime. — Se réfugia dans les eaux de l'Adriatique.
4. En chasse. — Le serf de la guerre pour Franco comme pour ses adversaires.
5. Orna la tombe des victimes de la guerre d'Espagne. — A vu s'illustrer fièrement en Espagne un député français (on ne se dit tel).
6. Fit des toiles en Espagne. — Ils bavardent dans les arènes. — Phonétiquement : fournissent suivant l'usage des milliers d'arguments à Franco.
7. Inversé : c'est d'elle en somme qu'est sortie la guerre d'Espagne. — Allié à moitié. — Début d'une ville où réside souvent Franco.
8. Exhumées par les rouges en Espagne.
9. Exhumées par les rouges en Espagne.
10. Unique objet du res-

sentiment d'Alvarez del Vayo. — Entre Barcelone et Perpignan. — 11. Très proche des Maures.

VERTICALEMENT

1. Espagnol qui décupla ses effectifs au cours d'une marche vers la mer. — Phonétiquement : ce que furent les cadets de l'Alcazar.
2. Ornement d'un chapiteau. — Blanc d'Espagne.
3. De bas en haut : poussés dans la joie ou la frayeur. — Vingt mains.
4. Sur la boussole. — Utilisées par le stratège en chambre pour indiquer le pays conquis.
5. Dans Oviedo. — Saint de la Manche.
6. Inversé : d'un rang supérieur à celui du chevalier. — Soutenu par les Madrilènes devant Franco.
7. Mettre bas en parlant du troupeau de Panurge.
8. Existe de façon plus ou moins déguisée entre Perpignan et Barcelone.
9. Inversé : se termine chez l'oncle Sam par une chute retentissante.
10. Les rouges l'ont été par Franco à Iruñ comme à Bilbao. — En train. — Fils pour certains soldats qui combattent chez Franco.
11. Coulera le jour de la victoire définitive de Franco. — Ce qu'est de plus en plus la force de résistance des adversaires de Franco.

SOLUTION

1. Tol. — 2. Euz. — 3. Euz. — 4. Euz. — 5. Euz. — 6. Euz. — 7. Euz. — 8. Euz. — 9. Euz. — 10. Euz. — 11. Euz.



LA PROFONDEUR DU DRAME SAISIE PAR LE PHOTOGRAPHE DAVID SEYMOUR ET PAR PICASSO DANS « GUERNICA »



lorsque les rancœurs seront mortes et que tous les Espagnols sans distinction connaîtront la fierté de vivre dans un pays libre, alors parlez à vos enfants. Parlez-leur des brigades internationales. Dites-leur comment, traversant les océans et les montagnes, passant les frontières hérissées de balloches, éprouvés par des chiens dévorants avides de dévorer leurs chairs, ces hommes sont arrivés dans notre pays comme des croisés de la liberté. Ils abandonnèrent tout, leur patrie, leur village, leur maison, leurs biens, père, mère, épouse, frères, sœurs, enfants et vinrent à nous et dirent : « Nous voici ! Votre cause, la cause de l'Espagne, est la nôtre. C'est la cause de toute l'humanité éprise de progrès. » Aujourd'hui ils s'en vont. Beaucoup d'entre eux, des milliers d'entre eux restent ici, avec comme lincoln la terre espagnole... »

La résistance s'effondre. Le 1^{er} avril 1939, la victoire franquiste est totale, et l'exil commence pour près de 300 000 Espagnols, qui passent les Pyrénées. Pour beaucoup d'entre eux s'ouvre le chemin des premiers camps de réfugiés.

Sur l'Espagne, la chape de plomb de la dictature s'abat alors pour plusieurs décennies. Cette Espagne où les exécutions vont se poursuivre parce que, comme l'a proclamé l'archevêque de Tolède, c'est « l'amour du Dieu de nos pères qui a armé la moitié de l'Espagne » contre le « monstre moderne, le marxisme et le communisme, hydre à sept têtes, symbole de toutes les hérésies (7) ». Ce pays, après les déchirements fratricides, est méconnaissable, et le poète Miguel Hernandez, à la veille de sa mort, en 1942, dans une prison d'Alicante, s'exclame : « L'Espagne n'est plus l'Espagne, c'est une fosse commune, un cimetière immense, tout rouge et bombardé. C'est ainsi que l'ont voulus les barbares. »

Pourtant, dans cette Espagne dont les exilés ont retrouvé le chemin depuis la mort de Franco, le souffle de la démocratie ne s'est jamais tout à fait éteint. Peut-être penser que c'est parce que le souvenir de ce combat si décapé, mais jamais vain, pour la liberté, malgré les efforts pour l'effacer de la mémoire de tous les Espagnols survivant sur son sol, avait réussi, néanmoins, à persister ? Au vrai, en 1986, si la guerre d'Espagne est sans doute si brûlante dans la mémoire de la gauche dans le monde et en France, davantage peut-être que le Front populaire — Léon Blum ne disait-il pas, au moment de son procès, en 1940, qu'il la portait au cœur — c'est que l'abandon de l'Espagne républicaine pèse toujours quelque peu sur la conscience des socialistes français. Cette culpabilité d'hier, déplacée vers d'autres lieux, on n'a que l'embaras du choix — en Amérique latine, en Afrique, en Asie, — n'alimente-t-elle pas toujours nos débats d'aujourd'hui ?

RENE BAYSIÈRE.

(7) Pierre Broué et Emile Témime, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Editions de Minuit, Paris, 1979 (première édition 1961).

(8) L'auteur de cette expression est le général Mola, l'un des chefs de l'insurrection militaire du 18 juillet 1936 ; comme on lui demandait laquelle des quatre colonnes qui avançait vers Madrid libérerait la première la capitale, il répondit, faisant allusion aux militants d'extrême droite qui se trouvaient à l'intérieur de la ville : « la cinquième ».

FRANÇOIS MAURIAC

Ce peuple fidèle que nous ne sommes pas libres de tromper

Dans le *Figaro* du 30 juin 1938, poursuivant, indirectement, sa réponse à Fede-
frankiste de Paul Claudel, François Mauriac, écrivain de droite, membre de
l'Académie française, martèle cette « Mises au point » :

En ce qui me concerne, aux premières nouvelles du soulèvement militaire et des massacres de Barcelone, j'ai d'abord réagi en homme de droite et de Vichy, où je me trouvais alors, je dictai en hâte, par téléphone, cet article sur « l'Internationale de la haine », dont quelques lecteurs du *Figaro* se souviennent peut-être. La présence des Maures ; l'intervention massive des escadrons et des troupes italiennes et allemandes, les méthodes atroces de la guerre totale appliquées par des chefs militaires à un pauvre peuple qui est leur peuple, les souffrances des Basques coupables du crime de non-rébellion, posèrent aux catholiques français un cas de conscience douloureux. Ils n'ignoraient pas, en effet, que, de l'autre côté de la barrière, le gouvernement légal était soutenu par les forces conjuguées du marxisme et de l'anarchie.

Ce qui fixa notre attitude, ce fut la prétention des généraux espagnols de mener une guerre sainte, une croisade, d'être les soldats du Christ. Ici, je voudrais qu'on nous comprît enfin. (...) Parlons sérieusement : les sacrilèges et les crimes commis par une foule armée et furieuse, au lendemain d'une rébellion militaire réprimée, sont d'une horreur insupportable. Nous disons seulement que les meurtriers commis par les Maures qui ont tué Saint-Cœur éprouvé à leur burnous, que les épurations systématiques, les cadavres de femmes et d'enfants laissés décrire aux par des aviateurs allemands et italiens au service d'un chef catholique et qui se dit soldat du Christ, nous disons que c'est là « une autre sorte d'horreur » dont vous avez le droit d'être moins frappés que nous ne sommes ; mais il ne dépend d'aucun de nous que les conséquences n'en soient redoutables pour la cause qui devrait nous importer par-dessus toutes les autres, et qui est le règne de Dieu sur la Terre. (...) Que l'affreuse loi de la guerre vous ait entraînés à ces épurations dont Bernanos nous écrit l'horreur dans un livre impérissable, à ces bombardements de villes ouvertes, qu'elle vous ait obligés de subir cette alliance monstrueuse avec le racisme, ennemi de l'Eglise, aussi redoutable, aussi virulent que ce communisme, encore une fois nous n'avons pas à vous juger ni à vous condamner sur ce point, parce que vos intentions peuvent être droites. Mais nous nous sentons responsables à l'égard de ce peuple fidèle que nous ne sommes pas libres de tromper. (...) Nous ne nous croyons pas infallibles, mais nous ne cesserons pas d'affirmer ce qui nous semble être vrai, à l'heure où la guerre civile touche peut-être à sa fin ; car c'est lorsque tout paraît fini que le régime sans partage de la force commence. Et la force qui se sert de l'Eglise, c'est le plus grand malheur qui puisse fondre sur le peuple chrétien. C'est aussi le plus grand crime, si la parole reste éternellement vraie que répétait au déclin de sa vie le vieil apôtre (celui dont la tête avait reposé sur la poitrine du Seigneur) : « Mes bien-aimés, Dieu est amour. »

GEORGES BERNANOS

L'évêque aux côtés des tueurs

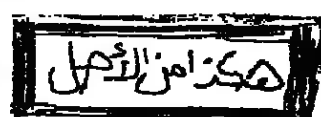
Monarchiste, chrétien, ses sympathies politiques l'inclinaient à droite. Ecrivain (prix Femina pour *La Joie*, en 1929), journaliste pamphlétaire, il rompt des lances en 1932 avec ses anciens maîtres de l'Action française.

Installé avec sa famille, de 1934 à 1937, à Palma-de-Majorque, pour y poursuivre son œuvre littéraire, il assiste au déclenchement de la guerre civile. D'abord favorable aux insurgés franquistes, il est bouleversé par la répression féroce que ceux-ci organisent avec la collaboration de l'Eglise. Rentré en France, pour réveiller la conscience des catholiques, il publie les *Grands Cénitères sous la lune* (Plon, 1938), dont l'influence fut très grande.

La tragédie espagnole est un charnier. Toutes les erreurs dont l'Europe achève de mourir et qu'elle essaie de dégorger dans d'affroyables convulsions viennent y pourrir ensemble.

Pendant des mois, à Majorque, les équipes de tueurs, transportées rapidement de village en village par des camions réquisitionnés à cet effet, ont froidement abattu, au su de tous, des milliers d'individus jugés suspects, mais contre lesquels le tribunal militaire lui-même eût dû renoncer à invoquer le moindre prétexte légal. Mgr l'évêque de Palma était informé de ce fait, comme tout le monde. Il ne s'en est pas moins montré, chaque fois qu'il a pu, aux côtés de ces exécutants dont quelques-uns avaient noué sur les mains la brève agnion d'une centaine d'hommes. Cette attitude sera-t-elle demain celle de l'Eglise ?

L'ignorer ce que firent ou ne firent pas les croisés de la Péninsule. Je sais seulement que les croisés de Majorque exécutèrent en une nuit tous les prisonniers ramassés dans les tranchées catalanes. On conduisit le bétail jusqu'à la plage, où on le fusilla sans se presser, bête par bête. Mais non, Excellence, je ne me suis nullement, en cause votre vénéré frère, l'évêque-archevêque de Palma ! Il se fit représenter, comme d'habitude, à la cérémonie par un certain nombre de ses prêtres qui, sous la surveillance des militaires, offrirent leurs services à ces malheureux. Le travail achevé, les croisés mirent les bestiaux par tas — bétail absons et non absons, — puis les arrosèrent d'essence, que l'on appelle là-bas gasoline. Il est bien possible que cette purification par le feu ait revêtu alors, en raison de la présence des prêtres de service, une signification liturgique.



PARADOXE DE L'AMOUR ET DE LA VIOLENCE

L'âme des Maoris

THE BONE PEOPLE, de Keri Hulme, Spiral et Hodder and Stoughton, Londres, 450 pages, 9,95 livres.

DANS les musées de Nouvelle-Zélande ou du reste du monde, ainsi que chez certains collectionneurs, il existe de « petits dieux », en bois, aux formes poussées, tout ce qui subsiste, ou presque, des ancêtres maoris, les *bone people*, car leur langue a été interdite dans les écoles et leur identité estompée par une assimilation quasi totale (1). Qui, aujourd'hui, connaît les Maoris ou leurs descendants perdus, métissés, colonisés par les Britanniques depuis plus de cent cinquante ans ? Aue, comment attraper des âmes en fuite, comment mesurer la valeur « incalculable », « inhabitable », surtout, de « l'âme de ce pays » ?

E hoc, *whatanui mai tenei potoi ake* : réponds à cette question que je te pose, « hoc, ami ».

Keri Hulme est partie à la chasse aux âmes, aux âmes vivantes. Pour les libérer. Elle les libère et bien de leur oubli que ces âmes — par le biais de la langue maorie, pétrée dans la gélasse incandescente et poétique de l'anglais du roman — reviennent obéir à l'imaginaire ; le lecteur assiste à la merveille d'un monde qui, petit à petit, se découvre et s'installe pour toujours, en une revanche inattendue.

Ce n'est pas par goût de l'exotisme que l'on répète en soi, pour soi, les phrases maories prononcées ou pensées par les personnages. Keri Hulme (*alter ego* de Keri Hulme), Joe Gillayley et surtout Simon Haimona, cet enfant trouvé, rendu muet par un choc trop horrible ; c'est comme pour les aider à accoucher d'un univers tenu clos, enfin libéré par la dimension concrète de ces mots : « Je pense que la forme des mots, infime, inconsciente, non reconnue, mais déterminante, appelle une réaction du lecteur », dit Keri Hulme. Ainsi l'âme maorie, la *maoritanga*, se manifeste-t-elle d'abord par ce pouvoir des mots.

Maui est-ce bien l'âme maorie ou le génie créateur de Keri Hulme ou les deux mêlés, que l'on découvre ? La Nouvelle-Zélande est un vide mal comblé par Katherine Mansfield. Comment savoir ? L'auteur est discrète, et c'est son premier roman. Elle ne joue pas aux ethnologues découvreurs de races endormies. Mais elle a cet avantage, bien que d'origine écossaise et anglaise, d'être également Maori. Elle a aussi celui d'être la première à prendre, en toute simplicité, une sorte de relève mystique des *bone people* auxquels le livre s'adresse.

Il passe, dans ce long récit incantatoire, une ferveur où l'on reconnaît en écho d'anciennes terreurs sacrées, oubliées depuis l'enfance, mais qui se manifestent encore lorsqu'une lune rousse nous suit dans un chemin creux... Les frissons que charnels que provoque la magie indigène ou la description d'océans, de plages, de forêts suffisent à apporter la preuve du réveil d'une conscience ethnique maorie.

A travers des motifs simples et compliqués, comme le bouillonnement de la mer contre les rochers, Keri Hulme raconte cette histoire d'enfant trouvé après un naufrage, adopté par deux recueils « bouillés » par l'alcool et la solitude. Histoire de menues horreurs d'un martyr (celui de Simon), de mort et de renaissance. Il est poétique, ce livre qui sait, sans tomber dans le cliché, restituer la souffrance d'un enfant que l'on bat, que l'on aime, que l'on bat, parce que l'instinct de carnage, la volonté de mort sont au cœur de la *maoritanga*. Elle a du talent, cette Keri Hulme qui arrive à faire comprendre, grâce à son étrange ardeur, le paradoxe de l'amour et de la violence physique, de l'amour et de l'acceptation de cette violence.

Ces traits qui, aux yeux d'Occidentaux, paraissent négatifs ne sont certes pas l'apanage de ces anciens cannibales, les Maoris. Mais ce qui, en revanche, semble leur être acquis, face à une civilisation vide de dieux et qui se perd dans l'ennui de sa décadence (criste et morte Nouvelle-Zélande), c'est la faculté de renaitre encore et encore, par l'extrême don de soi, l'extrême oubli de soi et, surtout, un sens retrouvé de la tribu : « Tous ensemble, ils sont devenus la cour et les muscles de l'esprit de quelque chose d'étrange, de grand, et qui grandit. Ensemble, tous ensemble, ils sont les instruments du changement. »

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) *The Bone People* a obtenu le Booker Prize (équivalent du prix Goncourt), en 1985, à Londres.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

DICTIONNAIRE DES INDUSTRIES. — Conseil

international de la langue française (CILF).

* CILF, Paris, 1986, 1.100 pages, 1.200 F.

Le Conseil international de la langue française, premier éditeur français de dictionnaires techniques, s'est attelé à une tâche gigantesque : publier un dictionnaire des termes industriels, avec leur définition (assurée avec le concours des organismes scientifiques et industriels ainsi que de l'Association française de normalisation) et leurs traductions en anglais, reprises dans un index.

Avec ses 36 000 entrées qui couvrent bien l'ensemble des domaines, c'est là, en un format maniable, une contribution notable aux performances de la langue française en milieu industriel. Ce dictionnaire comble ainsi une lacune majeure dans les travaux de terminologie et de lexicographie spécialisés, et devrait rendre les plus grands services aux industriels, aux ingénieurs et aux traducteurs.

AFRIQUE 85/86. — GRANDS PROJETS AFRICAINS

* International Affairs Edition (18, square de La Motte-Picquet, 75015 Paris), 1985, 667 pages, 990 francs.

Ce livre est divisé en quatre parties. Une analyse sectorielle (BTP, énergie, mines...) ; une étude économique de chacun des pays africains (Maghreb compris) ; la troisième section traite de l'aide publique et des échanges commerciaux avec une vingtaine de pays (de la France au Brésil, en passant par la Chine). Enfin l'ouvrage se termine sur la présentation des organismes panafricains.

DICTIONNAIRE DU CINÉMA. — Sous la direction de Jean-Loup Paszak

* Larousse, Paris, 1986, 808 pages, 349 F.

Tous les paramètres du cinéma décrits en près de cinq mille articles : les structures économiques, l'histoire, l'apport des grands cinéastes (ceux du tiers-monde ne sont point oubliés), l'inventaire des techniques, les films-phares... Le dictionnaire de Larousse témoigne bien de la tendance actuelle de la critique cinématographique : tenir moins compte de l'idéologie et du politique et valoriser davantage les genres et l'esthétique. Il n'en demeure pas moins un remarquable ouvrage de consultation, le plus complet en langue française, richement illustré et fort agréablement mis en page.

STRATÉGIES

FLOTTES DE COMBAT 1986. — Jean Labayle-Couhat

* Editions maritimes et d'outre-mer, Paris, 1986, 880 pages, 490 F.

Tous les deux ans, depuis une dizaine d'années, avec une ponctualité et une régularité exemplaires, le commandant Jean Labayle-Couhat livre au public *Flottes de combat*, outil de travail indispensable, à ce point complet qu'il concurrence à son avantage le célèbre *Jeune's Fighting Ships* et sert de référence à l'US Naval Institute qui le traduit en anglais.

Sont passées en revue ici toutes les marines du monde, leurs acquisitions récentes et significatives, leur évolution prévisible. Notamment, la marine américaine, la mieux équipée et la mieux entraînée (intérêt soutenu pour les porte-avions, les sous-marins nucléaires d'attaque, les croiseurs et destroyers de gros tonnage, la flotte amphibie, auxiliaire et de soutien logistique, le missile de croisière). Donc la seule capable d'être opérationnelle sur tous les océans du monde. La marine soviétique se renforce aussi en présence effective sur tous les théâtres d'opération (en particulier Méditerranée et Pacifique) et en matériel (quatre nouveaux sous-marins nucléaires, amélioration de l'armement des bâtiments de surface, intérêt pour les missiles aéro-marins). La tâche de la flotte soviétique (*sea denial*) consistant à limiter l'action des marines occidentales et à soutenir les pays amis ou clients n'est pas la même que celle dévolue à la marine américaine (*sea control*). D'où un renforcement plus en qualité qu'en quantité, sans que cette dernière soit négligée pour autant.

La marine nationale veut se renforcer et se moderniser (construction d'un septième sous-marin nucléaire, amélioration des missiles stratégiques M4, construction d'un porte-avions nucléaire). La marine chinoise essaie d'acquiescer, elle aussi, la dimension océanique. Sans compter le Japon, figurant parmi les sept plus grandes marines mondiales. Partout dans le monde, toutes les marines se préoccupent d'être présentes et puissantes sur l'eau. A l'horizon 2000, satellites d'observation et de télécommunication et missiles de croisière vont bouleverser stratégie et tactique navales.

Flottes de combat 1986 est la dernière à paraître sous la signature de Jean Labayle-Couhat qui, en dix ans, l'a amenée à un degré de fiabilité sans pareille. Son succès, le lieutenant de vaisseau Prezelin, doit avoir à cœur de maintenir l'héritage. Un bréviaire ne s'égare pas.

BUI XUAN QUANG.

LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Adapter la technique à la société et non l'inverse...

ENTREPRENDRE de dresser un état de la recherche en sciences sociales en France constituait un exercice périlleux : problèmes de délimitation du périmètre à traiter, controverses sur les lignes de partage entre territoires disciplinaires, querelles d'école (qui évolue qui ?), etc. Marc Guillaume, professeur à l'Ecole polytechnique, entouré de plus d'une centaine de spécialistes, a pris et tenu le pari avec brio (1).

Le budget des sciences sociales (dont ne font pas partie les « humanités » et les recherches proprement littéraires) représente moins de 1 % de l'ensemble du budget national de recherche-développement et va être gravement affecté par les suppressions de crédits récemment décidées par M. Chirac au moment où, comme le note Marc Guillaume, « il faut compenser à un détour et à un approfondissement pour démasquer, derrière les idées reçues, les conflits et les finalités véritables, pour

adapter la technique à la société et non l'inverse ».

C'est en se libérant de toute culpabilisation face aux « sciences dures », qui a parfois amené certains chercheurs à privilégier la fonction utilitaire de leurs enquêtes (fonction parfaitement respectable par ailleurs), que les sciences sociales, « garant essentiel de l'intensité et peut-être de l'existence même d'un débat démocratique » (Marc Guillaume), trouveront leur place. L'Etat des sciences sociales en France, même en 588 pages serrées, ne prétend pas épuiser le sujet. Mais ce qu'il dit, il le dit très bien, avec plus de 140 articles de synthèse (genre malheureusement encore beaucoup trop rare dans l'édition scientifique française), un répertoire de 253 chercheurs et enseignants qui « font bouger les savoirs » (et où chacun pourra bien sûr trouver des lacunes ou des présences à ses yeux illégitimes) et, enfin, une liste de 180 revues couvrant le champ traité. C'est dire que cet ouvrage, outil de valorisation et de diffusion de la recherche, est aussi un outil de travail précieux pour les étudiants, les enseignants, les chercheurs eux-mêmes et, au-delà, pour le public averti.

Un public qui ne trouve pas son compte dans certaines enquêtes-express auprès de personnalités sonnées de tous dire, en 20 lignes ou en une minute traitée sur Dieu, la Femme, le marxisme, Freud, etc. Face à cette « grande lessive » (2) où la rigueur intellectuelle disparaît dans les eaux usées médiatiques, l'ouvrage coordonné par Marc Guillaume apporte un souffle de salubrité et de sérieux.

BERNARD CASSEN.

(1) *L'Etat des sciences sociales en France*, sous la direction de Marc Guillaume, la Découverte, Paris, 1986, 588 pages, 190 F.

(2) « Où en sont nos intellectuels ? La grande lessive », *Le Nouvel Observateur*, 13-19 juin 1986.

HISTOIRE

LES TRIBULATIONS D'UN IDÉOLOGUE. — Victor

Leduc, préface de Pierre Vidal-Naquet

* Editions Syros, Paris, 1986, 384 pages, 120 F.

Au-delà du circumstantial, l'ouvrage de Victor Leduc, fondateur et actuel directeur de *Raison présente*, apparaît comme une contribution majeure à la compréhension du mouvement communiste.

Homme d'appareil, idéologue polyvalent, responsable plusieurs années des cercles d'intellectuels communistes, Victor Leduc est, ce qu'il définit lui-même avec justesse, un « travailleur politique », c'est-à-dire celui « qui ne produit pas mais qui, partout où il est placé, incarne la force motrice de la société ». C'est ainsi qu'il supervise les travaux des psychologues, des médecins, des philosophes, des historiens, des chimistes, des peintres, etc.

Cette activité nous vaut des pages intéressantes sur l'idéologie nationale socialiste (et ses avatars, réalisme socialiste, léninisme, etc.), et sur la manière dont ses principaux protagonistes (Aragon, Casanova, Billaud) l'incarnent dans « cette atmosphère raréfiée, où l'on ne respire que l'énance ».

L'effacement permanent entre son militantisme de révolutionnaire professionnel et le contexte politique permet à Victor Leduc de faire ressortir le caractère déterminant et aliénant des effets de structure sur lesquels les vagues successives de contestation se sont tout à tour brisées.

Dans sa restitution de nombreux événements (Résistance, Hongrie, guerre d'Algérie, mai 1968, etc.) qu'il a vécus avec un engagement constant, outre la mine d'informations de première main, est remarquable l'exigence de comprendre rationnellement « ce que les hommes font de ce qu'on a fait d'eux », comme le disait Jean-Paul Sartre dont, par ailleurs, Leduc a refusé, autocensure oblige, qu'il préface son livre sur la coexistence pacifique.

FRANÇOIS VITRANI.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA GUADELOUPE ET DE LA MARTINIQUE DU XVII^e SIÈCLE À NOS JOURS. — Alain-Philippe Bérard

* Karthala, Paris, 1986, 336 pages, 120 F.

Cet ouvrage développe une analyse cohérente, peut-être trop, de l'histoire économique récente des Antilles. L'auteur démontre, chiffres et tableaux à l'appui, combien ces « sociétés de plantation » restent inscrites dans une situation de dépendance coloniale, puis néo-coloniale. Les érudits progressivement après la seconde guerre mondiale, à l'économie mondiale capitaliste, elles subissent les contraintes de la concurrence internationale, tandis que les courants d'importation et d'exportation demeurent orientés à l'avantage de la métropole.

Les contradictions d'un développement exogène entraînent une distorsion entre les réformes sociales qui accompagnent l'attribution du statut départemental et le maintien de structures productives extrêmes. La rétrospective de cet appareil de production, entreprise de manière différente à la Guadeloupe — où subsistent les grandes plantations sucrières — et à la Martinique — où la banane a remplacé la canne et où la grande propriété s'est partiellement effritée — se heurte néanmoins à des obstacles structurels qui tiennent à la prépondérance du sociologique. Le chômage persistant, auquel l'émigration massive de travailleurs en France apporte de moins en moins de remèdes, est un élément de blocage supplémentaire.

RENÉ BAYSSIÈRE.

MUNICH 1938. — Jacques Bouillon, Geneviève

Vallette

* Armand Colin, coll. « L'Histoire par la presse », Paris, 1986, 230 pages, 120 F.

Rédaction d'un livre paru pour la première fois en 1961 et dont la bibliographie a été mise à jour, qui montre à travers une presse déchirée par la montée des tensions internationales, comment l'opinion française, plutôt pacifiste en 1938, s'est laissée maintenir dans la « grande illusion » d'une entente cordiale entre les dictatures fascistes et les démocraties.

Les Munichois, partisans de la paix à tout prix, par conviction, par myopie politique, par anticommunisme ou par admiration pour l'Allemagne nazie dominée dans une presse très largement acquiescente à la droite. Les antinazis étaient moins nombreux : une minorité d'extrême droite, une poignée socialiste et l'ensemble des communistes. Ce qui fait mieux comprendre l'accueil enthousiaste réservé, à son retour de Munich, à un Edouard Daladier cumulant les abandons : d'abord l'Espagne et maintenant la Tchécoslovaquie. Mais qui, lucide et cynique, savait déjà sans doute que la guerre était inévitable.

R. B.

EUROPE

IL GIORNO CHE CHRUSCEV PARLO - DAL XX CONGRESSO ALLA RIVOLTA UNGHARESE. — Adriano Guerra

* Editori Riuniti, Rome, 198 pages, 25 000 lire.

Un livre qui affine la compréhension d'un moment capital de l'histoire du siècle, et un événement politique, puisque ce sont les éditions du PC italien qui publient cette analyse du vingtième congrès du PCUS et de ses conséquences en Pologne et en Hongrie — dans une optique qui s'écarte des positions antérieures de Togliatti et des communistes italiens.

L'auteur, Adriano Guerra, fait le point des connaissances disponibles sur le déroulement du congrès de la « déstalinisation », à l'aide de documents et de témoignages peu ou pas connus.

Il confirme que les principaux dirigeants des partis communistes étrangers — certains déjà mis « au parfum » en 1954 et 1955 — ont en main le fameux « rapport secret ». (Selon des informations rapportées récemment par l'historienne Lily Marcov, les dirigeants des pays de l'Est avaient même assisté à la séance à huis clos au cours de laquelle fut divulgué ce rapport (1).)

Publié le 4 juin 1956 par le New York Times (grâce à une fuite probablement polonaise), le rapport avait déjà connu une large diffusion publique — orale — dans la population soviétique. Il fut édité à Moscou, mais son tirage détruit (2). Contrairement à l'opinion généralement répandue, son existence a été mentionnée en URSS, dans le compte rendu sténographique du congrès et dans l'*Histoire du PCUS* (cinquième volume) publiée à Moscou en 1980.

Le livre de Guerra est accompagné (autre événement pour un parti communiste) du texte intégral du rapport secret, traduit en italien à partir de la version originale.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(1) Dans une émission de la Radio-Télévision belge d'expression française, le 26 février 1986.

(2) Voir également, sur le sujet, les témoignages de G. Boffa et R. Levin dans l'édition précédente et les ouvrages consacrés à Khrouchchev par les Medvedev (Ed. Maspero, Paris) et Hélène Carrère d'Encausse (Ed. Complexe, Bruxelles).

L'ÉQUATEUR DÉCHIRÉ

Indiens soumis et révolutionnaires en panne

ENTRE MARX ET UNE FEMME NUE, de Jorge-Eurique Adoum, F. Editions, Paris, 1986, 318 pages, 98 francs.

BELLE traduction d'un très beau livre : voilà ce que l'on pense en refermant *Entre Marx et une femme nue*, de l'équatorien Jorge-Eurique Adoum. Il n'était nullement facile pour Françoise Campo-Tinai de traduire en français un livre qui s'impose, d'emblée, à l'attention du lecteur par l'extrême hardiesse de ses trouvailles formelles et poétiques. Publié pour la première fois au Mexique en 1976, *Entre Marx et une femme nue* a déjà fait l'objet, en Amérique latine, de quatre éditions ; la dernière, en Équateur, a atteint un tirage de dix mille exemplaires, ce qui est tout à fait exceptionnel et correspond fort bien à la place de premier rang qu'il occupe dans l'univers culturel hispano-américain.

Le livre une fois refermé, on pense aussi aux temps heureux (mais le furent-ils vraiment ?) où l'écrivain pouvait encore se servir des mots pour représenter un pays, un paysage, une rue, ou exprimer ses angoisses, ses espoirs, ses idées. Or Joyce est passé par là. Et Proust, bien entendu, et Musil, et Raymond Roussel, et Borges, et Corraza, et Robbe-Grillet, etc., tant d'autres ! Et voici que le mot posé sur la page blanche n'exprime rien, ne représente rien : il est. Comme l'écrit Adoum : « Cette surface nue est le lien où les mots vont se braver : la page est ton orin, et tu ne connais pas encore le teneur qui t'est destiné. » A la fin de ce roman (ou de ce « texte avec personnages », selon la formule de l'auteur), on trouve les noms d'une trentaine d'écrivains, d'Euripide à Isaac Asimov, en passant par Quevedo, Georges Darien, Max Frisch, Ricardo Güiraldes et Hermann Broch. A eux tous, qu'il cite par « ordre d'entrée en texte », Adoum exprime sa reconnaissance car, sans leur collaboration, « ce livre aurait été autre ou n'aurait pas été ». Le premier nom de cette liste est celui de Samuel Beckett : bel hommage à l'un de ceux qui, de notre temps, ont le plus courageusement bâti une œuvre littéraire en répondant au défi posé par la censure entre le mot-instrument et le mot-objet.

Le romancier, ce lecteur qui écrit, est donc présent ici, à l'intérieur de son texte, le bouleversant, le faisant avancer, le mettant en cause aussi, nous donnant, en somme, une magnifique « réflexion sur le métier d'écrivain », comme l'écrit Eduardo Galeano dans un préface d'insérer qu'il a rédigé à l'occasion de cette édition française d'*Entre Marx et une femme nue*.

Ne nous trompons point, cependant, car ce n'est pas seulement du difficile travail de l'écrivain qu'il s'agit dans ce livre, mais aussi d'un pays, l'Équateur, et plus loin encore, de l'Amérique latine, avec son histoire déchirée, ses coups d'État, ses Indiens soumis à l'exploitation la plus inhumaine et ses forces révolutionnaires qui ont tant de mal à trouver la porte qui ouvrira, enfin, sur une nouvelle histoire.

Ainsi, par petites touches, Adoum nous rappelle : « J'ai cinq ans à l'époque où les États-Unis viennent d'imposer le dictateur José Ubico au Guatemala » ou « déjà les États-Unis ont imposé le dictateur Rafael Leonidas Trujillo à la République dominicaine » ; on bien encore que « si dans le Sud la cruauté de la terre est occasionnelle, celle du propriétaire est constante ».

MAIS il ne manque pas, non plus, de se lancer dans une longue, amère critique de certaines forces de gauche et de ceux qui, sous prétexte d'une urgence politique, voudraient réduire la littérature à une pure valeur instrumentale : Adoum y voit, précisément, non pas une ouverture sur l'avenir mais un irrémédiable retour au passé. Au « jeune poète » qui se prend pour un communiste politique et demande à l'écrivain Galvez ce qu'il fait pour la « révolution », celui-ci rétorque ironiquement : « C'est précisément la question que m'a posée la CIA : tu comprendras bien que je ne peux pas y répondre en public. »

Exemple de rigueur dans la pratique de cet angoissant métier qu'est l'écriture, témoignage d'une grande honnêteté intellectuelle, *Entre Marx et une femme nue* est aussi un livre d'un humour féroce, voire, par moments, d'une très grande amertume.

GABRIEL SAAD.

كتاب من الأمل

du mois

AFRIQUE

LE NIGÉRIA CONTEMPORAIN. — Daniel Bach
* Editions du CNRS, Paris, 1986, 340 pages, 150 F.

Voici un ouvrage indispensable pour la connaissance du Nigeria, ce « géant de l'Afrique ». Souci de précision, richesse d'informations, cartes, tableaux, répertoire bibliographique, tout contribue à en faire un document de référence. Les auteurs scrutent en profondeur les périodes précoloniale et coloniale, et montrent leurs traces dans la construction d'un Etat moderne. Même si l'analyse sur l'évolution récente peut sembler trop rapide, elle apporte un éclairage précieux sur les crises qui secouent aujourd'hui le Nigeria. Le parti pris d'une approche chronologique permet de mettre en évidence toutes les ruptures que le pays a connues depuis l'indépendance.

MICHEL LOBÉ EWANÉ.

RENCONTRES AVEC LE MAROC. — Claude Arian
* La Découverte, Cahiers libres, Paris, 1986, 202 pages, 90 F.

Ce petit livre se présente comme un guide de voyage et nous entraîne derrière le miroir que le Maroc offre traditionnellement au visiteur. Les itinéraires de Claude Arian nous conduisent par les chemins de l'histoire, de la société et de la politique marocaines à comprendre que sous les plumes il y a parfois des pavés.

En somme, ces pages nous apprennent à regarder un pays au-delà de ses apparences ; nous y découvrons que le Maroc ne se limite pas à une carte postale et que son peuple si jeune et si vivant, dans une « société implacable », veut la peine, derrière les lignes, que l'on sille à sa rencontre.

R. B.

LES CONTRAINTES D'UNE RIVALITÉ : LES SUPERPUISSANCES ET L'AFRIQUE (1960-1985). — Zaki Latif

* La Découverte, Paris, 1986, 299 pages, 130 F.

L'Afrique est trop souvent perçue comme simple lieu d'affrontement entre l'Est et l'Ouest, alors qu'elle devrait être pensée comme « acteur à part entière » de la politique internationale. En examinant la stratégie de l'Union soviétique et celle des Etats-Unis sur le continent noir, Zaki Latif cherche à mesurer le degré de cette « autonomie » des pays subahariens. Après deux chapitres consacrés aux indépendances et à la marginalisation relative du continent (1960-1974), le livre aborde la « crise angolaise », dont les conséquences n'ont pas fini de se faire sentir. Enfin, après un examen détaillé des stratégies soviétiques — en particulier en Afrique australe — de Moscou et de Washington, Latif conclut sur leur incapacité à obtenir des pays africains un alignement total conforme à leur vision du monde.

ALAIN GRESH.

DANS LES BAGNES DE L'APARTHEID. — Indres Naidoo

* Mémoriel, Paris, 1986, 262 pages, 95 F.

Indres Naidoo fut l'un des premiers volontaires à s'engager dans la branche armée de l'ANC. Arrêté en 1963, il est torturé puis condamné pour tentative de sabotage. Les autorités sud-africaines le déportent alors à Robben Island, l'île de la mort — où il séjournera dix ans, aux côtés de Nelson Mandela. Ce livre est un bouleversant témoignage sur la résistance des prisonniers confrontés à cette machine à soumettre et à briser les hommes.

A. G.

ECONOMIE

LE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL. — Kenneth W. Dam

* PUF, Paris, 1986, 433 pages, 280 F.

Restaurer la complexité et les nuances qu'impose un examen détaillé du système monétaire international (SMI) est l'un des objectifs de l'auteur, juriste de l'université de Chicago, dans cette véritable somme. Si son travail suscite l'incrédulité par l'érudition dont il fait preuve, son point de vue doit être retenu dans la mouvance du libéralisme attaché au principe des échanges libres.

On retiendra particulièrement les deux chapitres traitant de l'« avant-Bretton-Woods », qui cherchent à montrer comment les fondateurs du SMI d'après-guerre ont délibérément inscrit leur travail dans l'oubli de quelques leçons issues de l'entre-deux-guerres : danger des balances sterling extérieures ou de dévaluations forcées pour assurer la compétitivité extérieure, inefficacité des crédits gouvernementaux pour soutenir une monnaie dévaluée (livre sterling en 1931). L'auteur dénonce aussi les avertissements de l'époque comme celle touchant les changes flottants, avertissement qui nous lésent.

Au-delà de la partialité de son propos, l'analyse de Kenneth Dam reste toujours stimulante. Dans la séparation de Bretton-Woods, il relie précisément les deux projets de la monnaie (anglais et américain) aux enjeux de l'époque. De même, un long chapitre sur les perspectives de réforme et d'évolution montre comment le Fonds monétaire international est devenu, en raison de la multiplication des déficits extérieurs, une institution bancaire, prêtant bien au-delà des quotas-pays de ses membres et violant ainsi son statut d'organisme d'assistance mutuelle. Ce qui pose, entre autres, le problème de l'accès du Fonds aux ressources financières (en contrepartie avec les banques commerciales), garantie de son pouvoir de prêter et de l'exercice effectif de sa tutelle.

PHILIPPE NOREL.

SILICON VALLEY, UN MARCHÉ AUX PUCES. — Alain Azouaou et Robert Magnaval

* Hémisphère, Paris, 1986, 238 pages, 92 F.

Le titre de cet ouvrage passionnant est modeste au regard de son contenu. Par-delà la genèse et la radiologie de cette fameuse « Vallée » — à peine plus étendue que la ville de Paris, mais qui fournit la moitié de la production américaine en électronique — c'est une analyse en profondeur des mécanismes de l'innovation technologique américaine et de son financement qui nous est proposée.

Les facteurs historiques et culturels (l'absence de traditions, sauf celle de l'individualisme), la présence de grands centres universitaires, la disponibilité de l'espace (propre aux implantations militaires), le climat et, surtout, l'invention du transistor en 1947 ont favorisé la transformation du comté de Santa Clara en premier sanctuaire mondial de la micro-électronique. Ces facteurs auraient toutefois été insuffisants sans le coup d'accélérateur des procédures de capital-risque et, surtout, sans l'appui — encore plus important en volume — des crédits fédéraux, notamment ceux du Pentagone, sur lesquels l'idéologie adossée oblige — les médias conservent un discret silence.

Depuis 1984 — date de la crise du marché du semi-conducteur — la « Vallée » s'est cependant mise à douter et se rend compte que, face aux Japonais, la fuite en avant technologique, énormément coûteuse mais peu rentable en termes de marchés de masse, et finalement la recherche du profit ultrarapide — essence même du système du venture capital — constituent des handicaps plus que des avantages.

PIERRE DOMMERGUÉS.

MULTINATIONALES ET PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Gilles Berin et Sally Wyatt

* Collection de l'Institut de recherche et d'information sur les multinationales, Presses universitaires de France, Paris, 1986, 192 pages, 120 F.

Les multinationales sont de grandes utilisatrices des lois sur les brevets (900 000 décrets par an), marques, dessins et modèles. Ce phénomène n'a cependant jusqu'à présent guère fait l'objet d'études systématiques. C'est là la tâche à laquelle se sont attaqués Gilles Berin, directeur de recherches au CNRS, et Sally Wyatt, de l'université du Sussex, en menant une enquête auprès d'une centaine de multinationales d'Europe, des Etats-Unis et du Japon.

L'ouvrage confirme que les brevets font de plus en plus partie de l'arsenal juridique-économique des grandes multinationales, mais qu'il existe de grandes disparités selon les secteurs : le secteur le plus riche de brevets est la chimie-pharmacie, alors que l'automobile penche davantage vers le secret de fabrication. Une constatation inquiétante : le relatif désintérêt des PME pour le brevet, aussi bien en RFA qu'en France.

En résumé, un travail utile, où économistes, ingénieurs, industriels et juristes trouveront maints éléments de réflexion.

YVES PLESSERAUD.

LES OLÉAGINEUX DANS LE MONDE. — Yves Pehaut

* Economica, Paris, 1986, 268 pages, 148 F.

Depuis quelques décennies à peine, les oléagineux ont pris une place croissante dans notre alimentation, devenant une « denrée stratégique ». Si, du point de vue commercial, l'Europe reste le principal bénéficiaire des grands courants commerciaux, l'origine des importations s'est étendue au continent américain, qui fournit également l'Asie, et à certains pays du tiers-monde. Pourtant, la grande majorité des pays du Sud restent à l'écart du commerce international dans ce domaine. L'absence de réglementation des cours en est le principal handicap du commerce des oléagineux. La grande diversité entre les différents produits entrave l'organisation des marchés et les fluctuations interdisent tout développement du commerce à long terme, concipit l'auteur. Parce qu'il touche à notre alimentation quotidienne, ce marché est révélateur du système économique actuel mais aussi des carences de la situation alimentaire mondiale.

M. R.

LES EMPIRES DU CIEL. — Anthony Sampson

* Calmann-Lévy, Paris, 1986, 352 pages, 89 F.

Excellent analyse de la politique des firmes multinationales, Anthony Sampson enquête sur « l'un des cartels les plus hâtifs de la planète » : les grandes compagnies internationales de transport aérien.

A l'ère du « jet », aventuriers et congrégants du ciel ont cédé la place aux managers « vendeurs de sièges ». L'œil fixé sur le coefficient de remplissage de leurs avions gros porteurs. Dans le parage d'un marché de plusieurs centaines de milliards de dollars, tout le monde triche et tous les coups sont permis : liquidation des concurrents nouveaux venus, ententes filiales, contrôle des prix et rabais au sous-main. Solidement protégées par leurs Etats nationaux pour l'exportation des meilleurs lignes et la négociation des droits d'atterrissage et de survol, les grandes compagnies, ont une conception bien à elles de la dérégulation, où le « laissez-faire » signifie « laissez-nous faire ». Lors d'une réunion du cartel, l'un de ses dirigeants résume la morale de la profession : « J'étends mes ailes dans un monde d'écarts naviguant dans les airs ».

CHRISTIAN DE BRIE.

Un livre d'Etiemble

Racismes

par YVES FLORENNE

C'EST plus et mieux qu'un exposé systématique : de brefs essais où, à travers hommes, peuples, faits, idées, celui qui écrit va et là, saisit, pioche, mord à belles dents, se montre comme il est : le maître d'Etiemble est Montaigne. Un chapitre lui est d'ailleurs consacré : ne connaissant le racisme que pour ne pas le concevoir et pour le déplorer, tout comme le fanatisme religieux ou politique, ce contemporain des faits qu'il peint et réproche — il suit au milieu de la décennie où s'accomplit aux Amériques la plus bonteuse des conquêtes — est aussi le maître à quatre siècles de distance. Non conforme jusqu'au scandale, il s'avise de célébrer des peuples qui « ne nous devaient rien en clarté d'esprit et de pertinence » ; qui furent « surpris sous couleur d'humanité et de bonne foi » ; ne furent réduits et exterminés que parce qu'ils étaient supérieurs en « observance des lois, bon sens, liberté, loyauté, franchise », ce qui s'empêchait qu'ils ne fussent égaux aux « plus fameux exemples anciens, quant à la hardiesse et courage, quant à la fermeté, constance, résolution contre les douleurs et la faim et la mort ». Il ne se console pas que l'occasion ne fût pas saisie, ayant découvert les Indiens, de créer « entre eux et nous une fraternelle société et intelligence (entente) ». C'était bien là le souci des rapaces qui leur tombaient dessus !

Il n'est pas mauvais de s'arrêter à ces propos qui ont gardé de l'actualité. D'autant que, pour réparer sans doute un oubli, Montaigne ajoutera tardivement une page sur la persécution des Juifs. Il s'agit curieusement des chrétiens infidèles au Portugal par la même race de conquérants ; et de comparer, à la même force d'âme antique et à la même réputation désemparée, celles montrées par les persécutions.

Et justement, ses propres essais, Etiemble les encadre de deux témoignages. Le premier sur les « racismes blancs » de Jeanine Edelebe-Kohn. Elle constate que si les autres lui collaient une identité, elle « n'en est jamais » pour elle-même ; à la fois partagée et exclue dans sa propre famille. Destin qu'Etiemble exprime lapidement : « Sortie d'un ventrisme chrétien, selon la loi d'Israël elle n'est qu'une goy ; élevée catholiquement, devenue agnostique, elle ne se trouve qu'en ceci qu'elle souffre pour Israël ». Plus tard, elle écrit aussi des réactions détestables que provoque l'adoption, par leur couple, d'une petite fille vietnamienne. Aussi comprend-on que, dans le plus proche de ses témoins, Etiemble trouve non seulement la justification de son livre, mais son « essence », et comme une « preuve expérimentale ». Du reste, l'autre témoignage, très bref, vers la fin, c'est le sien propre : une éducation catholique, vécue dans son enfance également catholique, par le « tonnerre » contre son aïeule, ce petit Angevin si chrétien qu'on vient d'envoyer à l'école laïque ! Il est vrai que, de là, il s'enfonçait tout seul dans la voie de la persécution.

Certes, le livre entend montrer que Hitler a « gagné la guerre ». Mais pour le nazisme, ancien ou nouveau, l'antisémitisme n'est qu'un racisme entre les autres. Nous passons à l'Afrique avec le chapitre « Méditerranée et islam ». Trois méditerranéens essentiels : « Moïse, Mahomet, Jésus-Christ », qui peuvent susciter de modestes disciples. Quant aux « médiums », ils pullulent. Si, répétant les premiers, « nos politiques se contentent au médium, je ne donne pas cher du Maghréb, ni de la France ». Car Etiemble milita pour un Maghréb uni, appelé à « jouer le rôle qui fut celui du monde hispano-mauresque ». Aujourd'hui, il craint de ne plus voir,

dans la rive africaine de notre commune Méditerranée, que « la future Libye d'un futur Kadhafi ». Un bond encore vers l'Orient. « Après l'Amérique précolombienne, faudra-t-il que l'homme blanc s'en prenne à l'Asie ? On ne se fera jamais dire qu'elle prendra forme enfin, lorsque, bien ouïlés les vieux métiers et tous les rituels anciens, elle s'abîmera dans l'efficacité, les normes, les statistiques. »

Et nous voilà ramenés à l'Amérique détruite : cette soixantaine de pages centrales sont riches, généreuses, vibrantes, entre toutes celles du livre. L'Amérique que saluait et pleurait Montaigne en condamnant ses conquérants ; mais aussi celle qui survit, que nous pouvons encore voir et toucher, peut-être aider à se sauver ; « adorable culture » pour André Breton, infiniment précieuse pour Lévi-Strauss, pour tous ceux dont Etiemble se conforte. Mais attention ! Ce n'est pas l'autre de Tristes Tropiques qui se complait dans le masochisme ou tant d'Européens cherchant ou ne sachant quelle lâche et amère revanche. Etiemble aime le voir célébrer « cette grande civilisation occidentale, créatrice de merveilles dont nous jouissons ». A condition de ne pas les détruire chez elle, comme elle a détruit ailleurs. Etiemble rêve que, des « humbles » mais « adorables » Nambikwara, nous puissions réapprendre qu'« un rien de tendresse, un vrai sourire fraternel changerait la face des hommes ».

Se contredit-il en parlant du racisme comme étant « issu du péché originel », — auquel il ne doit pas croire ? Il aurait tort. Ce péché-là est dans nos gènes. Le racisme, ce n'est ni plus ni moins que la peur, le mépris et l'envie de l'autre. Plus rarement la haine, mais elle est au bout. Cela peut s'ignorer un soi, et dès que conscience en est prise, se détester, se combattre, se vaincre, jusqu'à s'aimer l'autre, et, à l'extrême, le préférer. Cela cesse rarement d'exister : « Je ne suis pas raciste, mais... » Et si cela a pu ne pas exister, c'est simplement parce que l'autre était ignoré, ou lointain. Pour Etiemble, le racisme n'a qu'un nom : celui de « la seule faute que je ne sache pas commettre : le péché ». Alors, que celui qui n'a jamais péché.

Le défi optimiste de cette parole juéo-chrétienne est presque toujours relevé : les pierres partent toutes ensemble. Aujourd'hui, avec la même piense ardente, on lapide encore la femme adultère. On excise aussi, on infibule, on mutilé, — rituellement ou judiciairement. Mais il semble que le dire expose un soupçon de racisme. Tant pis. De toute façon, les pierres meurtrières pleuvent de tous côtés, partout dans le monde, lancées par toutes les mains.

Le voyageur Etiemble se souvient de sa « surprise horrible » devant de simples écrivains. Sans doute, venait-il de voir surgir Hitler où il n'attendait pas, et de revoir d'autres écrivains : Jaden Ehrlich verbeux. C'était au Texas. Province arrachée, soit dit en passant, à la jeune République mexicaine, par un grand frère voisin, modèle de la démocratie, de la liberté, du libéralisme intégral, bref de la civilisation moderne et future. Mais que disaient donc ces écrivains, au cœur de ces jardins publics, seules oasis dans un désert d'hommes ? Ceci : « Interdit aux chiens et aux Mexicains ». Civilisation ?

Racismes. Arles, Paris, 1986, 222 pages, 85 F (8, rue de l'Odéon, Paris-6).

SOCIÉTÉ

PRISONS, LA VÉRITÉ. — Daniel Bilean
* Presses de la Cité, Paris, 1986, 214 pages, 70 F.

A l'heure où les sirènes sécuritaires appellent à remplir les prisons, voici enfin un livre accessible permettant de porter un regard différent sur l'univers carcéral en France. Fait de témoignages vivants, l'ouvrage se divise en deux parties. S'expriment dans la première les « gens de l'intérieur » : prisonniers et leurs parents, surveillants et « orienteurs », et même le sous-directeur de Fleury-Mérogis. Essuie le parole est donnée à « ceux de l'extérieur » : médecins, animateurs culturels, enseignants, qui obtiennent tous les jours les détenus. Enfin, en conclusion, divers spécialistes s'interrogent sur « la prison dans l'avenir », sur les améliorations à apporter à ces univers humains et les éventuelles solutions de remplacement : dans ce cadre, la description des « prisons suédoises » suédoises est pleine d'enseignements.

A. G.

MILITER AUTREMENT. — Michel Tozzi
* Vie ouvrière, Chronique sociale, Bruxelles, Lyon, 1986, 162 pages, 88 F.

« Il faut réinventer la militance », tel est le fil conducteur de ce petit ouvrage écrit par un permanent de la CFDT et qui tire la ligne de la désynchrone, du rejet de la langue de bois et de la crise de l'inspiration syndicale. Un document vigoureux et documenté, en harmonie avec les analyses du dossier « Les syndicats accablés à faire peur naïve » publié dans le Monde diplomatique de février 1986.

B. C.

Prochains colloques

— Une session de formation : EDUCATION AU DEVELOPPEMENT A L'ECOLE aura lieu du 23 au 30 août au centre de la Korn, ferme de Balmette, 38510 Morestel. Elle est organisée par Peuples solidaires, Le Chôlard, Vézouze, 38510 Morestel.

— COOPÉRATION ET SOLIDARITÉS POUR LE DEVELOPPEMENT, tel est le thème du colloque organisé à Toulouse, les 7 et 8 novembre 1986, à l'initiative du Centre d'information pour un développement solidaire et de Rencontres Solidarités Nord-Sud. Cette réunion fait suite à une première rencontre organisée à Paris en novembre 1985 sur le thème « Contre le tiers-mondisme ou contre le tiers-monde ? » (Renseignements : M. Jean Frey, 20, rue Pierre-Brossolette, 93130 Noisy-le-Sec.)

AMÉRIQUES

AMÉRIQUES. LE RENOUVEAU INDIEN AUX ETATS-UNIS. — Joëlle Rostkowski

* L'Harmattan, Paris, 1986, 348 pages, 140 F.

L'étude de Joëlle Rostkowski sur l'évolution de la vie indienne aux Etats-Unis au cours des quarante dernières années est mise en scène par une série de témoignages et d'entretiens.

L'auteur analyse la remontée, lente et « en dents de scie », de la société indienne dans le cadre de la démocratie américaine. De l'épuisement à l'énergie reconstruite, — non sans terribles à-coups, dont témoignent les contradictions, manifestations et luttes, — la société indienne, dans ses composantes économiques, religieuses, artistiques, se refait une santé.

Un index et une bibliographie complètent fort utilement un ouvrage par ailleurs illustré de façon vivante et peu conventionnelle.

NELCYA DELANOË.

UNIVERSITÉS TOULOUSE I ET III

magistère

ÉCONOMISTE STATISTICIEN

option DEVELOPPEMENT

Admission sur dossier

Niveau requis : DEUG Mathématiques, M.A.S.S., Sciences Economiques ou équivalent.

Renseignements : Magistère - Université Toulouse I.

Place Anatole-France - 31042 Toulouse - Cedex
Tél : 61-23-11-45

L'offensive contre le service public

Par SERGE REGOURD*

SIGNE des temps : le service public n'a plus guère les faveurs des juristes. Le voici désormais récusé à la fois comme notion et comme institution. A la fois, il est reproché d'être « indéfinissable », de n'avoir plus de contenu spécifique. A l'instigation, il est imputé d'être dangereux, de menacer l'existence des libertés publiques. Ces deux accusations participent d'un même réquisitoire : parce que la notion de service public est indéfinissable, elle est extensive ; et parce qu'elle est extensive, elle remet en cause le domaine des activités privées, donc des libertés.

Qu'est-ce donc que le service public ? La réponse s'ordonne traditionnellement autour de trois éléments : deux conditions et une conséquence. Les deux conditions consistent dans la prise en charge de l'activité par une collectivité publique (critère « organique »), et dans un but de satisfaction d'intérêt général (critère « matériel »). Un troisième élément de définition, en termes de conséquences, réside dans l'application à ces activités de service public d'un droit spécial, dérogeant au droit privé applicable aux particuliers : le droit administratif. Or cette identification s'est trouvée remise en cause par la négation successive de deux de ces trois éléments, résultant d'un double mouvement de privatisation, du droit applicable d'une part, des organismes chargés de la gestion du service public d'autre part.

C'est surtout au lendemain de la première guerre mondiale que les services publics se déboulent entre ceux relevant des missions classiques de l'Etat libéral (défense nationale, justice, travaux publics...) et ceux correspondant à des interventions nouvelles dans le domaine économique, que l'on va désigner, pour cette raison, « services publics industriels et commerciaux ».

Cette extension considérable se réalise cependant dans des conditions moins favorables au service public qu'on aurait pu le penser : il commence à y perdre une partie, sinon de son âme, en tout cas de son identité. En effet, à leur objet, identique ou comparable à celui des entreprises privées, et à leurs modalités d'organisation et de fonctionnement, également calquées sur le modèle privé, ces nouveaux services se voient, en effet, appliquer, pour l'essentiel de leur activité, les règles ordinaires du droit privé.

Mais la « crise » du service public éclate véritablement lorsque le processus de privatisation, dépassant le seul domaine du droit applicable, touche la nature même des organismes gestionnaires. Désormais, le service public peut être identifié indépendamment de la nature de la structure qui l'assume. Des organismes privés de formes variées (sociétés commerciales, mutuelles, associations...) se voient confier la gestion de services publics. Ce phénomène, qui apparaît autour des années 40, illustre une mutation progressive de la conception libérale des rapports entre l'Etat et les groupes privés.

L'éclatement de la catégorie

CE processus de privatisation a abouti à l'éclatement de la catégorie juridique désignée sous le vocable « service public », tant les réalités ainsi visées étaient foncièrement hétérogènes.

Désormais deux des trois éléments d'identification initiaux ne constituent plus des critères nécessaires du service public : il n'implique plus application du droit administratif ni, surtout, intervention d'une personne publique. Reste alors le troisième de ces éléments :

* Professeur de droit public à l'université des sciences sociales de Toulouse.

ments : le but d'intérêt général. Or, par nature, c'est le critère le moins objectif.

L'actuel vice-président du Conseil d'Etat, nommé en 1982, ne craint pas de professer : « Ce n'est pas la modestie, mais la sagesse qui commande de s'abstenir d'une définition du service public. (1) ». Un tel jugement rend compte de la doctrine aujourd'hui dominante chez les juristes. Il n'y est plus question que de l'« effondrement de la notion », voire de son « agonie » ou de son « autopsie ». L'explication la plus récente consiste à poser qu'il ne s'agit plus d'un concept, ni même d'une notion, mais d'un simple « label » dont la signification varie avec les circonstances (2). Pour prendre un exemple simple, le théâtre constitue-t-il une activité de service public ? Il y a à quelques dizaines d'années, le Conseil d'Etat avait d'abord répondu par la négative, et certains maîtres de la doctrine de l'époque, déjà peu empressés de reconnaître les vertus du service public, n'avaient pas manqué d'approuver. Le doyen Hauriou soulignait ainsi combien « le théâtre représente l'inconvénient majeur d'exalter l'imagination et d'exalter les passions de l'amour, lesquelles sont aussi dangereuses que celles du jeu et de l'intemperance (3) ». La Haute Juridiction administrative admit, plus tard, que le théâtre pouvait effectivement constituer un service public, mais à partir de critères juridiquement peu sûrs : le fait « d'assurer un service permanent de représentations théâtrales de qualité... en faisant prédominer les intérêts artistiques sur les intérêts commerciaux de l'exploitation (4) ».

Le discours juridique dominant

CES indices de qualité et de prévalence des intérêts artistiques allaient s'avérer très insuffisants. Ainsi, en France, ce que l'on appelle télévision privée ou télévision commerciale renvoie à une activité de service public : la 5^e chaîne en fait partie puisque, en droit, son statut s'analyse en termes de concession de service public... Le discours juridique dominant commente une telle situation en avançant que « le service public est indéfinissable », ce caractère étant lié à la nature même des choses. Ce qu'un tel raisonnement tend à occulter, c'est le rôle joué par le phénomène de privatisation qui a dissocié des éléments d'identification conçus comme complémentaires.

Les attaques actuelles contre le service public tirent leurs premiers arguments, de la situation qui vient d'être décrite : l'imprécision de la notion est interprétée comme favorisant son extension au détriment des activités privées. Le domaine de ces activités étant aussitôt assimilé à celui des libertés, le service public est donc accusé de menacer et d'annihiler les libertés publiques !

On ne peut manquer de relever une certaine contradiction dans cette critique : comment, après avoir tellement opposé l'inefficacité du service public à sa rigidité et au dynamisme et à la créativité des entreprises privées, peut-on lui prêter une capacité concurrentielle qui menacerait leur existence et, par voie de conséquence, celle des libertés ? Tel est pourtant le réquisitoire dressé par M. Pierre Delvolvé, l'un des juristes les plus représentatifs de la doctrine contemporaine : « Le service public constitue, écrit-il, une menace pour les libertés ; la notion de service public elle-même comporte cette menace (5) ». Si, au terme de son étude, il veut bien conclure que « sur chacun des points évoqués, des espaces de liberté subsistent », c'est pour mieux conclure que « le service public justifie toute extension de l'Etat et toute restriction des libertés : il ouvre la voie à la servitude ».

Cette charge est suffisamment significative pour que M^{me} Blandine Barret-Kriegel -

chargée par le président de la République d'un rapport sur la modernisation de l'Etat - évoque à son propos le « projet d'une destruction pure et simple du service public (6) ». Elle se nourrit, de manière étonnante, des analyses développées, au cours de la décennie précédente, par des juristes critiques ou marxistes qui dénonçaient la non-neutralité de l'Etat et le caractère mythique de l'intérêt général. La doctrine classique découvre soudain, avec un sens certain de l'opportunité, les vertus d'argumentations présentant le service public comme un « un mythe utilisé par les gouvernants pour conférer, aux yeux des gouvernés, une légitimité à l'action publique... pour justifier l'intervention du pouvoir et l'application du droit, en donnant à ce dernier l'apparence de neutralité et de nécessité dont il a besoin (7) ». Mais ce « ralliement » ne correspond évidemment qu'à un simple détournement conceptuel (8) et à un retournement historique.

L'exemple présenté comme « le plus révélateur, en même temps que le plus explosif (9) », est celui de l'enseignement. Le projet de loi voté de M. Alain Savary, alors ministre de l'éducation nationale, et le texte qui lui a été substitué à l'automne 1984 entérinent la liberté de l'enseignement car ils préservent « la soumission aux obligations du service public des activités qui en relèvent ». A cet égard, la loi Debré de 1959 est tout aussi nettement recuée car « M. Savary a systématisé M. Debré ». Ces textes, relatifs à l'association des établissements privés au service public éducatif, sont ainsi présentés non pas comme ayant permis à ces établissements d'accéder au bénéfice de « l'estampille » de ce service, mais comme une « capture » par ce dernier. Quant à l'atteinte portée aux libertés, la terminologie juridique utilisée ne paraît guère rigoureuse : les obligations de service public limitent certes l'autonomie des établissements concernés mais, en tant que telle, l'existence d'une réglementation ne signifie pas restriction des libertés, tant il est vrai que leur exercice s'entend dans le cadre d'une réglementation déterminée (10).

Les autres exemples invoqués ne sont guère plus convaincants. En réalité, une seule liberté paraît être directement en cause dans le procès en cours : celle du commerce et de l'industrie ou, si l'on préfère, la liberté d'entreprise.

Les limites du socialisme municipal

IL est vrai qu'elle a pu et peut encore se trouver en position de confrontation avec les exigences du service public. Mais, pour l'essentiel, c'est ce dernier qui cède face aux exigences de la liberté du commerce et de l'industrie, et non l'inverse. La jurisprudence relative à ce que l'on a appelé le « socialisme municipal » est, à cet égard, éloquent. Selon les lois de 1871 et 1884, les collectivités territoriales pouvaient créer des services publics sous la seule réserve que ceux-ci correspondent bien à un « intérêt local ». Or, le Conseil d'Etat a censuré de telles créations dans l'ordre économique et commercial (service médical, épicerie municipale, etc.), en se fondant précisément sur le nécessaire respect de la liberté du commerce et de l'industrie et de l'initiative privée. Un assouplissement progressif de cette jurisprudence ne paraît pas en avoir inversé les principes : la création d'un service public reste conditionnée par la nécessité de besoins publics non satisfaits par l'initiative privée.

De plus, toute initiative des collectivités territoriales en ce domaine est soumise au contrôle de la justice administrative et du Conseil d'Etat, que l'ensemble des juristes



(Jean Mineraud)

français n'ont cessé de célébrer comme un système exemplaire de protection des droits et libertés publiques, admiré dans le monde entier. De la même manière, toute création d'un service public, non par une autorité administrative - centrale ou décentralisée - mais par le législateur, relève du contrôle du Conseil constitutionnel qui, notamment depuis 1971 (11), a recueilli les hommages de tous bords pour l'efficacité de son action en matière de protection des libertés. Des juristes aussi avisés que M. Pierre Delvolvé se méfieraient-ils soudain des institutions juridictionnelles qu'ils vénéraient ?

Il peut paraître banal de rappeler que les obligations de service public sont instituées dans l'intérêt des usagers et que certaines d'entre elles n'ont précisément d'autre fondement et d'autre but que d'assurer certaines libertés. En fait, les libertés fondamentales auxquelles renvoie la notion juridique de « libertés publiques » ne sont jamais prises en compte dans le procès fait au service public. Jamais ce dernier n'est mis en relation avec l'égalité, la sûreté, la liberté de réunion ou d'association, la liberté d'opinion ou la liberté des cultes, etc., sans parler, évidemment, des libertés liées à la protection de la vie privée...

Sous ses dehors juridiques, la mise en cause du service public apparaît bien pour ce qu'elle est : une offensive politique et idéologique de grande ampleur.

- (1) Pierre Nicolas, *Cours de droit administratif*, Ecole nationale des ponts et chaussées, Eyrolles, Paris, 1976.
- (2) Didier Truchet : « Label de service public et statut du service public », *Actualité juridique-Droit administratif*, Editions du Moniteur, Paris, 1982, p. 428.
- (3) Note sous Conseil d'Etat, 7 avril 1916, « Astruc et société du Théâtre des Champs-Élysées », *Recueil Sirey*, 1916, p. 41.
- (4) Conseil d'Etat, 21 janvier 1944, *Léont*.
- (5) Pierre Delvolvé, « Service public et libertés publiques », *Revue française de droit administratif*, Sirey, Paris, 1985, n° 1, p. 1.
- (6) Blandine Barret-Kriegel, intervention aux tables rondes de l'Institut des techniques d'administration publique, *Revue administrative*, 1985, p. 437.
- (7) Didier Truchet, *op. cit.*, p. 430.
- (8) Le fond de l'analyse (la non-neutralité de l'Etat, résidant dans sa fonction de reproduction politique de la domination sociale) est totalement évacué.
- (9) Pierre Delvolvé, *op. cit.*, p. 9.
- (10) En matière d'enseignement, le « caractère propre » des établissements privés n'est pas remis en cause (cf. décision du Conseil constitutionnel du 18 janvier 1985).
- (11) Le 16 juillet 1971, le Conseil constitutionnel invalida une loi remettant en cause la liberté d'association.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Les contradictions du patronat moderniste en France, par Philippe Messine. - A propos de l'œuvre de l'amiral Castex : Qu'est-ce que la puissance maritime aujourd'hui ? par Jean Klein.

PAGE 3 :

UNE « DOCTRINE » QUI NE SAURAIT TENIR LIEU DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, par Stanley Hoffmann.

PAGES 4 à 7 :

LA GUERRE DES ÉTOILES DESCEND SUR TERRE : Double discours à Washington, par Eric R. Alterman. - Les zones d'ombre du défi technologique, par Fabrizio Tonello. - Le « réalisme » d'une droite libérale, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 8 à 11 :

LA CHINE AU GRAND VENT DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES : La fenêtre ouverte et les microbes, suite de l'article de Patrice de Beer. - Un seul enfant par couple, par Aimé Savard.

PAGE 12 :

Les Nations unies au chevet de l'Afrique, par Claire Brisson.

PAGE 13 :

Une pause dans le transfert des populations en Éthiopie, par Giordano Sivali.

PAGE 14 :

Le consensus national s'effrite en Guinée, par Amadou Ouri Bah.

PAGE 15 :

La force du sentiment antinucléaire en Nouvelle-Zélande, par Michael Pugh.

PAGES 16 et 17 :

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : LA PORTE A DROITE, par Françoise Barthélémy.

PAGE 18 :

L'offensive des États-Unis contre l'informatique latino-américaine, suite de l'article de Jean-Michel Quatrepoint.

PAGE 19 :

Dans les revues...

PAGES 20 et 21 :

L'OLP pris aux pièges du terrorisme, par Jean-Paul Chagnollaud.

PAGES 22 et 23 :

ESQUISSE D'UN COMPROMIS ENTRE L'OPEP ET LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES, par Denis Clerc.

PAGES 24 et 25 :

IL Y A CINQUANTE ANS, LA GUERRE D'ESPAGNE : QUAND LES INTELLECTUELS S'ENFLAMMAIENT POUR UNE CAUSE..., par René Bayssière.

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : Racismes, par Yves Florenne. - « The Bone People », de Keri Hulme, par Marie-Françoise Allard. - « Entre Marx et une femme nue », de Jorge-Enrique Adoum, par Gabriel Saad.

Le Monde diplomatique du mois de juin 1986 a été tiré à 132 000 exemplaires. Le numéro du mois d'avril a été interdit à la vente en Égypte.

Juillet 1986

مكتبة الشامل